

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE PROBLÈME DE LA THRACE OCCIDENTALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 26 juin 1943, à 14 heures

PAR

Christo NEDELTCHEV

Président : M. SIBERT, *Professeur.*
Suffragants { M. SCELLE, *Professeur.*
 { M. WALINE, *Professeur.*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1943

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat : **NÉDELTCHEV.**

Prénom : **Christo.**

Date de la soutenance : _____

Numéro d'ordre : _____

1

NEDELTCHEV (Christo). — Le problème de la Thrace occidentale. — *Paris*, Jouve et C^{ie}, édit., 1943, in-8°, 150 p.

(*Th. de Droit. Paris, 1943, n°*).

2

NEDELTCHEV (Christo). — Le problème de la Thrace occidentale. — *Paris*, Jouve et C^{ie}, édit., 1943, in-8°, 150 p.

(*Th. de Droit. Paris, 1943, n°*).

3

NEDELTCHEV (Christo). — Le problème de la Thrace occidentale. — *Paris*, Jouve et C^{ie}, édit., 1943, in-8°, 150 p.

(*Th. de Droit. Paris, 1943, n°*).

4

NEDELTCHEV (Christo). — Le problème de la Thrace occidentale. — *Paris*, Jouve et C^{ie}, édit., 1943, in-8°, 150 p.

(*Th. de Droit. Paris, 1943, n°*).



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

LE PROBLÈME DE LA THRACE OCCIDENTALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 26 juin 1943, à 14 heures

PAR

Christo NEDELTCHEV

Président : M. SIBERT, Professeur.

Suffragants { *M. SCELLE, Professeur.*
M. WALINE, Professeur.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1943

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



*A la mémoire des Bulgares
tombés pour la Thrace occidentale.*

LE PROBLÈME DE LA THRACE OCCIDENTALE

INTRODUCTION

Lorsqu'en 1912, la Bulgarie, secondée par ses alliés balkaniques, écrasa, par une suite de victoires éclatantes et à l'étonnement du monde diplomatique, le séculaire Empire ottoman, et que se posa la question de la répartition, entre les Alliés, des terres ainsi libérées et habitées par une population chrétienne, il n'existait alors aucun problème concernant le territoire de la Thrace occidentale. Cette province ne pouvait revenir qu'à celui des Alliés qui avait des droits incontestables sur elle.

En effet, au Traité de Londres du 30 mai 1913, les Alliés, négociant sur un pied d'égalité, se proposaient de l'attribuer à la Bulgarie ; et par le Traité de Bucarest du 11 août 1913, imposé à la Bulgarie vaincue et envahie, où les vainqueurs, ses anciens alliés, lui dictaient des conditions de paix qu'elle ne pouvait ne pas accepter, ils lui attribuèrent unanimement la Thrace occidentale.

La Grèce, ni aux traités gréco-serbes qui visaient à frustrer les Bulgares de leurs droits, ni au Traité de Bucarest où elle était toute puissante en face d'une Bulgarie désarmée et occupée, n'a soulevé de préten-

tions quelles qu'elles soient sur cette province. Au contraire, elle reconnaissait expressément son caractère bulgare.

En réalité, il ne pouvait pas en être autrement. La Thrace occidentale est bulgare, parce que la grande majorité de ses habitants l'est ; elle est bulgare en raison de la situation géographique et des conditions économiques et stratégiques ; elle est bulgare en vertu d'une longue tradition historique.

La Question de la Thrace occidentale apparut à la Conférence de la Paix en 1919, lors de l'élaboration du Dictat de Neuilly. Elle ne pouvait pas exister tant que la province appartenait à la Mère Patrie ; elle est née dès que le territoire en a été détaché.

L'article 48 du Traité de Neuilly enleva la Thrace occidentale à la Bulgarie et créa ainsi le Problème qui prit la forme la plus aiguë après l'attribution du pays à la Grèce.

Les vainqueurs, poussés par leur haine envers les ex-ennemis, et poursuivant inlassablement la satisfaction de leurs intérêts égoïstes et de leurs prétentions démesurées, foulant aux pieds les principes humanitaires qu'ils avaient énoncés au cours des dernières années de la guerre, n'hésitèrent pas même à amputer la Bulgarie des territoires les plus indispensables à sa vie matérielle et intellectuelle normale.

L'un, poursuivant avec une persévérance exemplaire sa tradition impérialiste de contrôle des Détroits, devant l'impossibilité de se faire attribuer les territoires environnant le Bosphore et les Dardanelles, décida de les confier aux mains du gardien fidèle ; l'autre, profitant de la victoire et de circonstances politiques et psychologiques favorables, s'apprêta à accaparer toutes les

rives de la mer Egée, pour réaliser ainsi, au détriment de ses voisins, son rêve de la « Grande idée ».

La Thrace occidentale fut injustement attribuée à la Grèce, mais la Question resta ouverte, et elle doit être équitablement résolue conformément aux intérêts de la population thracienne, à ceux des pays balkaniques et en premier lieu à ceux de la Bulgarie.

On tenta, à la manière diplomatique, de lui donner des solutions bâtarde, susceptibles de créer à chaque instant des difficultés et des disputes, mais toutes se sont avérées inappliquables.

Une attribution à la Grèce est contraire à la réalité des faits objectifs et ne satisfait nullement les intérêts vitaux de la Bulgarie. Elle est, en outre, anti-juridique, puisque contraire à l'alinéa 3 du même article 48.

Eriger une Thrace occidentale en Etat simplement autonome, sous la protection de la S. D. N., est une solution ridicule et pratiquement insoutenable, une solution instable qui susciterait les appétits des voisins avides et la transformerait en foyer de guerres ; tandis que, placée sous le mandat d'une des grandes Puissances de l'Entente, elle satisferait, en premier lieu, des intérêts étrangers, de « haute politique », et ne pourrait pas, en outre, se prévaloir d'une stabilité de régime. Ces solutions ne peuvent non plus satisfaire entièrement les intérêts vitaux de la Bulgarie, et sont donc contraires à l'esprit du même alinéa.

En réalité, il ne peut y avoir que deux solutions au Problème qui soient à la fois juridiques, conformes à l'alinéa 3 de l'article 48, et objectives, correspondant entièrement aux aspirations nationales de la majorité

de la population thracienne et aux intérêts réels de la Bulgarie et des autres pays balkaniques.

Le régime dont la Thrace occidentale sera dotée doit garantir, *avant tout*, la liberté pleine et entière des débouchés bulgares sur la mer Egée. Or, cette liberté ne peut être garantie réellement et efficacement que de deux manières : ou bien attribution *pure et simple* de la Thrace occidentale à la Bulgarie, ou bien sa constitution en *Etat autonome*, *rattaché* par des clauses spéciales à la Bulgarie qui, dans cette région, doit être de beaucoup le pays le plus favorisé.

CHAPITRE I

CONDITIONS GÉOGRAPHIQUES

Le nom de Thrace n'a pas toujours désigné la même étendue géographique.

La Thrace, servant de grenier à la Grèce antique, était une région très étendue et mal définie, surtout au nord.

Au temps de la domination turque, on désignait sous ce nom le vaste territoire qui s'étend de la chaîne des Balkans à la mer Egée et à la mer de Marmara.

La province ainsi délimitée d'après des conditions uniquement naturelles, entourée de mers et de montagnes et arrosée par la Maritza et ses affluents, constituait un tout géographique.

Les événements politiques et les changements territoriaux, survenus dans les Balkans depuis un demi-siècle, apportèrent une modification profonde dans la manière de délimiter le pays. L'étendue de la province est désormais déterminée par des considérations purement politiques. C'est un critère artificiel qui ne tient pas compte des conditions naturelles ; c'est un critère instable dont la durée est fixée uniquement par la persistance des conditions politico-diplomatiques qui l'ont engendré.

Après la réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie, on ne comprenait sous le nom de Thrace que la partie restée sous la domination turque.

A la suite des guerres balkaniques et de la guerre de 1914-1918, les traités ont de nouveau rétréci la province ainsi dénommée.

Aujourd'hui, sous ce nom, on ne désigne plus que les tronçons politiques de la Thrace ancienne, restés sous les dominations turque et grecque, c'est-à-dire la région entourée par la Bulgarie au nord, au sud par la mer Egée, la mer de Marmara et les deux presqu'îles de Gallipoli et de Constantinople, par la Mesta à l'ouest, et du côté oriental par la mer Noire.

Le cours inférieur de la Maritza divise cette province en deux parties : à l'est, la Thrace orientale, restée possession turque ; à l'ouest, la Thrace occidentale bulgare, pays au climat doux sous un brillant soleil, au sol fertile et aux cultures méditerranéennes, détachée de la Bulgarie en 1919 et livrée au joug grec.

D'une étendue de 8.000 kilomètres carrés, la Thrace occidentale est limitée à l'est par le cours inférieur de la Maritza, à l'ouest par celui de la Mesta qui la sépare de la Macédoine sud-orientale, au nord par la frontière politique gréco-bulgare et, bordée au sud, sur toute sa longueur de 120 kilomètres, par la mer Egée, elle se trouve à peu près à la même latitude que le point extrême-sud de la Corse.

*
* *

La Bulgarie du sud, c'est-à-dire la province anciennement dénommée la Roumélie orientale, et la Thrace occidentale, constituent une *unité géographique parfaite*. Cette évidence saute aux yeux dès qu'on jette un regard sur une carte géographique.

En effet, la plaine descend régulièrement du nord pour aboutir, par des côtes basses et marécageuses, à la mer Egée.

Cette régularité se retrouve aussi dans les montagnes qui bornent et remplissent la partie occidentale du pays et dans les fleuves qui l'arrosent abondamment. Les Rhodopes descendent en direction sud-est pour se fondre dans la plaine thracienne. Les fleuves, prenant leur source dans la chaîne imposante des Balkans et dans le massif gigantesque Rilo-Rhodopes et suivant la même direction sud-est et sud, traversent la Thrace et se jettent dans la mer Egée. Ils irriguent le pays et constituent ses voies naturelles.

La structure géographique de la Thrace occidentale est la même que celle de la Bulgarie du sud. La Thrace occidentale est *organiquement liée* à la vallée supérieure de la Maritza et du massif montagneux des Rhodopes. Géographiquement, elle est le *prolongement naturel* de la Bulgarie par lequel cette dernière *accède* à la mer du sud.

CHAPITRE II

CARACTÈRE ETHNIQUE

Depuis des siècles, la Thrace occidentale était peuplée en majorité de Bulgares ; délivrée, à la suite des guerres balkaniques, du joug ottoman, elle fut, par les traités qui mirent fin à ces guerres, attribuée à la Bulgarie, d'abord en vertu du principe des nationalités.

Au cours de la guerre de 1914-1918, le Président de la Grande République américaine et les représentants des Puissances de l'Entente déclarèrent que la paix future consacrerait la justice pleine et entière, à la base du principe des nationalités ou plus exactement de celui du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Dans son discours devant le Congrès américain du 11 février 1918, le Président Wilson, exposant les points essentiels de toute discussion de la paix, formula les caractères du principe du « droit de libre disposition des peuples » et jeta les bases de son application pratique.

En vertu du dit principe, une collectivité étatique se voit conférer par le Droit des Gens la faculté juridique de décider de quel ordre étatique elle doit faire partie ; elle a la possibilité de décider de sa sécession de la collectivité étatique à laquelle elle appartenait, de se constituer en Etat indépendant, ou de décider son rattachement à une collectivité étatique organisée.

Mais elle ne peut pas, sans son consentement, être détachée d'une collectivité étatique déterminée et rattachée à une autre.

Cependant, le principe solennellement énoncé ne fut pas appliqué, vis-à-vis du peuple bulgare, par les Alliés victorieux qui, en particulier, enlevèrent à la Bulgarie sa province égéenne *sans consulter* la population intéressée, en majorité bulgare, et qui, six mois après, *contrairement à la volonté manifestée* de cette population, l'attribuèrent à la Grèce dont les nationaux constituent la minorité la moins importante.

SECTION I

Évolution au cours des siècles.

§ 1. — *De l'origine à la fin de la domination turque.*

Les richesses proverbiales de Constantinople produisaient un attrait magique sur les barbares. La Thrace, par le voisinage de la capitale byzantine, la douceur de son climat et la fertilité du sol, fut, plus que toute autre province de la péninsule balkanique, envahie et dévastée, à l'époque des grandes invasions des barbares. Poussés par les Huns, les Germains forcèrent, vers la deuxième moitié du v^e siècle, la frontière nord de l'Empire, saccagèrent le pays et anéantirent la grande majorité de la population thraco-illirienne de la péninsule.

Au vi^e siècle, les Slaves en grand nombre, seuls ou accompagnés d'autres tribus barbares, traversèrent à leur tour le Danube, les uns comme conquérants, les autres comme alliés de l'Empereur et s'installèrent à la place de la population indigène décimée.

Dans la deuxième moitié du ^{viii} siècle, l'arrivée des Bulgares changea la situation politique dans les Balkans en introduisant un nouvel élément d'une importance capitale.

En effet, les peuplades barbares, douées d'une force expansive mais peu durable, ne constituaient pas des Etats organisés, et, privées ainsi des moyens efficaces de lutte continue, elles tombaient plus ou moins sous la dépendance de l'Empereur.

Les Bulgares, au contraire, apportèrent avec eux une forte organisation étatique; fruit d'une longue expérience antérieure (1). Ils formèrent leur Etat dans un pays peuplé presque exclusivement de Slaves. Leur petit nombre se noya dans la masse de ces derniers, et l'Etat bulgare, en réalité un Etat slave, ne garda de conquérant que le nom et l'organisation. Formé ainsi, ce jeune Etat constitua désormais le noyau d'attraction des Slaves de la péninsule. Fortement organisé, il fut en possession des moyens nécessaires lui permettant de disputer à l'Empereur, avec succès, les terres impériales.

Dans le but de réunir tous les Slaves sous l'autorité politique bulgare, il dirigea son expansion surtout vers le sud et le sud-ouest. Au Moyen âge, et même avant, à maintes reprises, les rois bulgares, à la tête de leurs armées victorieuses, descendirent jusqu'à la mer Egée et la mer de Marmara, et occupèrent le littoral égéen durant des périodes plus ou moins longues. Ainsi, la population slavo-bulgare, suivant ses armées, continua de descendre et de s'infiltrer davantage dans les terres baignées par les eaux égéennes, dévastées et dépeuplées par des guerres

(1) Ils avaient formé un immense Etat, fortement organisé, dans la région du cours inférieur de la Volga et du Don.

incessantes. Attachée à la terre qu'elle cultivait, elle y restait, en raison des conditions naturelles et démographiques, aussi dans le cas inverse d'une victoire des armées byzantines.

De sorte qu'à la veille de l'arrivée des Turcs dans la péninsule, les Slaves bulgares représentaient une grande partie de la population de la Thrace occidentale. Sous la conduite du voïvode (1) bulgare Momtchil, ils défendirent avec opiniâtreté leurs domaines contre l'envahisseur. Attaquée par les forces combinées des Grecs de Cantacuzène et des Turcs, l'armée de Momtchil combattit farouchement contre un ennemi cent fois supérieur, jusqu'à la mort de son vaillant chef. La population fut profondément émue par la mort prématurée de son voïvode bien-aimé ; elle le glorifia dans de belles chansons populaires qui nous rappellent les combats furieux que les Bulgares, pour défendre leur indépendance, livrèrent contre leurs ennemis séculaires.

* * *

Après l'établissement définitif de la domination turque, les Bulgares des Rhodopes continuèrent à descendre vers la plaine égéenne, s'installant soit dans des tchifliks (2) turcs, soit dans des villages indépendants, soit dans les villes, comme petits artisans.

En effet, la descente bulgare vers la mer Egée présente un caractère objectif, naturel ; elle s'exerce dans des conditions géographiques très favorables ; elle s'effectue par suite de causes démographiques et économiques quasi-impératives.

(1) Chef.

(2) Propriétés rurales très étendues.

C'est ainsi que la densité de la population du littoral et de son hinterland ne correspond pas à leurs richesses naturelles respectives. Une montagne pauvre borde une plaine riche, aux cultures variées, dont la population, exposée aux conséquences désastreuses des changements politiques et des guerres répétées, diminue constamment. Et on voit les montagnards bulgares descendre, pour chercher une condition meilleure, dans cette province favorisée par la nature, d'autant plus que, aussi bien les Turcs, en raison de leur situation de conquérants et de maîtres, que les Grecs, marins, pêcheurs et commerçants de métier, dédaignent le labeur de la terre, occupation essentielle des Bulgares.

Favorisée de plus par le régime politique turc du début du ^{xix}^e siècle, une nouvelle et forte vague de descente des Bulgares dans la plaine égéenne se produisit. A la suite de cette descente massive, les Bulgares, installés surtout dans la campagne, représentaient la grande majorité de la population de la Thrace occidentale — comme le prouve le recensement officiel turc de 1878 et comme l'attestent les écrits de nombreux voyageurs et savants étrangers (1) — et donnaient ainsi un caractère bulgare au pays.

*
* *

Cependant, si les conditions naturelles et économique favorisaient l'installation des Bulgares dans la province égéenne, des causes politiques et militaires d'une part, des circonstances religieuses d'autre part, agissaient dans un sens inverse tendant à la diminu-

(1) Voir section II de ce chapitre.

tion, voire même l'extermination de l'élément bulgare.

En effet, les maîtres politiques et les serviteurs du Christ se sont appliqués, par tous les moyens, à changer le caractère ethnique du pays, les uns pour stabiliser l'Empire ottoman, les autres pour préparer les bases psychologiques d'une résurrection du Grand Empire byzantin.

Voyant l'importance stratégique de la Thrace, les gouvernants turcs se sont toujours efforcés, par des moyens barbares, inhumains, d'en exterminer la population indigène et d'y faire des Turcs l'élément prépondérant. Cette province intéressait les maîtres ottomans plus que n'importe quelle autre de leurs possessions européennes. D'abord et surtout, elle constituait la clef de l'Empire du Sultan ; c'est par elle que la partie européenne et la partie asiatique communiquaient l'une avec l'autre ; elle servait de base, de rempart aux armées ottomanes à la conquête des terres européennes. Ensuite, Andrinople et Constantinople, les deux capitales européennes successives de l'Empire, se trouvaient l'une en son centre et l'autre à ses frontières. Enfin, les Turcs y trouvèrent les conditions adéquates à leur civilisation.

Pour arriver à cette fin, la Sublime Porte employa les procédés les plus divers : installation de réfugiés turcs, conversion forcée des Bulgares à l'islamisme, et n'hésita pas devant l'expulsion de ces derniers, leur déportation et même leur anéantissement.

Ainsi, en 1864 et dans les années suivantes, plus de 300.000 Tcherkesses, pour échapper à la domination russe, quittèrent leur pays. La Porte les reçut et les installa dans les différentes parties de l'Em-

pire (1). Plus de 30.000 Tcherkesses furent installés en Thrace (2).

Après la guerre de 1877-1878, pour renforcer encore l'élément turc dans cette province, le gouvernement d'Abd-ul-Hamid y installa des mohadjirs (3) qu'il appela de la Bulgarie et de la Bosnie (4). A cet effet, il y créa de toutes pièces des villages entièrement turcs et il poursuivit en même temps l'immigration musulmane dans les villages bulgares (5).

En l'absence d'immigrés turcs, la Sublime Porte recourait à la turquisation, à la conversion des Bulgares à l'islamisme. Sous la menace de déportation, d'expulsion ou d'anéantissement, les Bulgares thraciens étaient obligés d'embrasser la religion musulmane. Cette conversion a duré des siècles ; mais elle s'est faite surtout sous le grand vizirat de Mehmed Keuprullu de 1656 à 1661.

Après chaque insurrection et chaque guerre, la population bulgare de la Thrace occidentale était l'objet d'atrocités et de massacres qui l'obligeaient à émigrer dans les pays limitrophes pour échapper de cette manière aux actes d'une sauvagerie sans exemple.

Ainsi, après la paix d'Andrinople qui mettait fin à la guerre russo-turque de 1828-1829, des Bulgares thraciens, suivant les armées russes, quittèrent en masse leur pays et s'installèrent dans la Dobroudja et dans la Bessarabie.

(1) F. CROUSSE, *La Péninsule gréco-slave*. Bruxelles, 1876, p. 178.

(2) Colonel L. LAMOUCHE, *La Bulgarie dans le passé et le présent*. Paris, 1882, p. 147 et 191.

(3) Réfugiés turcs.

(4) DIONORE, *Le Caractère hellénique du Vilayet d'Andrinople*. Paris, 1919, p. 5.

(5) Georges DESBONS, *La Bulgarie après le Traité de Neuilly*. Paris, 1930, p. 106 et s.

A la suite du grand mouvement insurrectionnel de 1841, en Thrace et dans la Dobroudja, réprimé féroce-
ment par les Turcs, un grand nombre de Bulgares
thraciens émigrèrent du pays pour se soustraire aux
atrocités et aux persécutions massives.

La grande insurrection du peuple bulgare en 1876,
qui devait enflammer tout le pays du Danube à la mer
Egée, fut étouffée par l'armée et par les bandes turques
déchaînées dont les cruautés sauvages émurent l'opi-
nion publique européenne.

Les Bulgares de la Thrace ne furent pas épargnés.
Du mois de juillet au mois de décembre seulement,
plus de 5.000 Bulgares thraciens furent pendus à Andri-
nople. Les exécutions eurent lieu sous les yeux des
consuls anglais, russe et autrichien. En 1878, lorsque
les armées russes entrèrent à Andrinople, le général
russe Stroukov donna l'ordre d'ouvrir les portes des pri-
sons : environ 2.000 prisonniers politiques bulgares
furent libérés.

Après la guerre libératrice de 1877-1878, un nombre
considérable de Bulgares thraciens, pour échapper à
la vengeance turque, quittèrent leur pays natal et cher-
chèrent asile dans la Bulgarie libérée.

Après la plus grande insurrection thraco-macédo-
nienne où les Bulgares de Dédéagatch surtout pri-
rent la part la plus active, des persécutions et des
massacres eurent lieu devant les représentants des
grandes Puissances européennes. D'après les rapports
mêmes des consuls anglais et français, d'énormes
masses de Bulgares quittèrent la Thrace et s'instal-
lèrent en Bulgarie. « J'ai attiré alors l'attention de
Son Altesse sur l'émigration en masse des Bul-
gares du vilayet d'Andrinople que j'avais déjà si-
gnalée au Sultan avant... », écrit le consul anglais

Sir N. O'Connor au marquis de Launslowne, le 16 juin 1903 (1).

Cependant, la domination politique ottomane, avec ses procédés barbares d'extermination, était moins dangereuse pour la nation bulgare, que la domination spirituelle et religieuse grecque, tendant en premier lieu à endormir la conscience nationale du peuple bulgare.

A la tête de toute la population chrétienne de l'Empire ottoman, le Patriarche grec de Constantinople, qui a reçu, depuis le Sultan Mehmed II, le titre de « millet-bachi » (2), considéré comme apôtre de la « Grande idée grecque », espérait ressusciter l'ancien Empire byzantin sur les ruines de l'Empire turc croulant. « Après la chute de Byzance, surtout à la suite de la suppression du Patriarcat bulgare d'Okhrida, le Patriarcat œcuménique de Constantinople resta la seule Eglise officielle de tous les chrétiens en Turquie. C'est par les écoles et l'Eglise qu'il put réaliser jusqu'à un certain point son but capital : la conversion des chrétiens à l'hellénisme. Le clergé grec employait tous les moyens en son pouvoir pour convertir le plus possible les chrétiens allogènes auxquels on imposait l'usage de la langue grecque », écrit le savant américain bien connu L. Dominian (3).

En l'absence d'une Eglise autonome et d'un clergé national, le peuple bulgare tomba sous l'influence du clergé grec, d'autant plus que, par opposition à l'islamisme, il chercha consolation auprès de l'Eglise chrétienne hellénique. Profitant de sa situation privi-

(1) *Blue Book*, 1903, p. 180, n° 204.

(2) Chef du peuple.

(3) *The frontiers of Language and Nationality in Europe*, 1917.

légée, le « Phanar » (1) a toujours agi par tous moyens matériels et intellectuels, par l'Eglise, par ses écoles de propagande et par la bourgeoisie avancée, pour endormir la conscience nationale des Bulgares, leur imposer l'hellénisme et leur donner le nom de « Grecs ».

L'éminent historien Teplov, qui a longtemps vécu à Constantinople, qui a eu par conséquent la possibilité d'étudier sur place les efforts grecs pour helléniser la Thrace, affirme (2) : « Malgré la majorité prépondérante des Bulgares dans cette province (la Thrace), les Grecs s'efforcent par tous les moyens possibles, de soumettre la plupart de ses habitants au pouvoir spirituel du Patriarcat de Constantinople, en leur donnant le nom de « Grecs » et de cette manière ils justifient les prétentions grecques dans le pays maintenant complètement slave ».

Le colonel Lamouche, ancien membre de la Section française de la Mission Internationale de réorganisation de la gendarmerie ottomane, qui a vécu longtemps en Thrace et en Macédoine et a eu par conséquent la faculté d'étudier sur les lieux mêmes les agissements et le comportement des différentes races habitant ces contrées, décrit certains procédés d'hellénisation des Bulgares : « Beaucoup de Bulgares venaient des villages voisins pour chercher du travail comme domestiques, ouvriers, employés de boutiques. Leurs patrons, presque toujours grecs ou hellénisés, les obligeaient à se déclarer grecs (roum), à fréquenter les Eglises grecques, à envoyer leurs enfants dans les écoles grecques, sous peine d'être congédiés et de perdre leur gagne-pain... », et plus

(1) Hiérarchie ecclésiastique grecque.

(2) *Andrinople*, Saint-Petersbourg, 1874, p. 40.

loin : « On se servait, à l'occasion, des moyens plus violents. Un Bulgare, ayant eu l'audace d'ouvrir une librairie, fut attaqué trois fois et blessé, plus ou moins grièvement ; une dernière tentative réussit. Il fut tué en plein jour... » (1).

De cette manière, les Grecs ont réussi, par l'emploi des moyens les plus divers, à helléniser un grand nombre de Bulgares qu'ils appellent des « Hellènes bulgarophones ».

Ainsi, les Turcs d'un côté, et les Grecs de l'autre, se sont toujours efforcés, par tous les moyens possibles, d'anéantir matériellement les Bulgares de la Thrace occidentale ou d'endormir leur conscience nationale. Ils y ont réussi dans une large mesure. Nous en voyons aujourd'hui encore les conséquences désastreuses pour le peuple bulgare. Mais, ils n'ont pas réussi à atteindre leur but. Malgré les efforts résolus de ses ennemis, la population bulgare a su conserver son individualité raciale, sa conscience nationale, et continua d'être numériquement la première en Thrace occidentale, comme l'attestent de nombreuses statistiques et opinions émanant de milieux étrangers compétents et bien qualifiés (2).

§ 2. — *Depuis la fin de la domination turque.*

Les réformes promises à maintes reprises par le Sultan, sous la pression des Puissances du Concert européen et des mouvements insurrectionnels, ayant pour but l'amélioration de la vie des sujets chrétiens de l'Empire, restaient toujours inappliquées par les

(1) *Quinze ans d'histoire balkanique*. Paris, 1928, p. 56 et s.

(2) Voir plus loin, section II de ce chapitre.

autorités ottomanes. La grande insurrection thraco-macédonienne d'août 1903 amena les Puissances européennes à élaborer un programme de réformes pratiques et à trouver les moyens de son application. Mais la révolution jeune-turque, trompant une fois encore l'opinion mondiale, mit fin à son exécution.

N'ayant plus rien à attendre, ni des vaines promesses de la Sublime Porte, ni des mesures inapplicables prises par les grandes Puissances, les Etats balkaniques décidèrent de prendre en main la défense de leurs nationaux de l'Empire ottoman, et d'apporter une solution radicale et définitive au problème. Après des pourparlers et des accords, ils déclarèrent simultanément, en octobre 1912, la guerre à la Turquie, et libérèrent les terres habitées par les chrétiens.

Ce but atteint, le partage des territoires libérés provoqua, par suite des prétentions injustifiées des alliés des Bulgares, une seconde guerre balkanique. Les Alliés d'hier se dressèrent les uns contre les autres, et tranchèrent par les armes leur différend sur les droits héréditaires respectifs.

Le partage inique des terres libérées en commun, décidé à Bucarest, laissa des territoires bulgares, peuplés presque exclusivement de Bulgares, sous de nouvelles dominations étrangères.

Cependant, les Alliés décidèrent de laisser la Thrace occidentale à la Bulgarie. Aucun d'eux ne trouva le moindre droit pour y étendre sa domination.

La guerre interalliée apporta de grands changements dans le caractère ethnique de la Thrace occidentale.

D'une part, un certain nombre de Turcs et de Grecs quittèrent le pays, surtout en automne 1913 et

au printemps 1914. Les causes de cette émigration résident principalement dans le souci des gouvernants turc et grec de donner un aspect national aux provinces nouvellement occupées. A cet effet, ils attirèrent dans ces provinces leurs nationaux de la Thrace occidentale. D'autre part, les Bulgares chassés de la Thrace orientale par les Turcs, et surtout de la Macédoine, par les Grecs, s'installèrent en Thrace occidentale à la place des Turcs et des Grecs émigrés.

Ainsi habitée en majorité, avant les guerres balkaniques, par des Bulgares, la Thrace occidentale accentue davantage cet aspect ethnique, et le recensement opéré en décembre 1914 par les autorités bulgares, accuse 42.034 Grecs contre une population bulgare s'élevant à 83.630 âmes (1).

*
* *

Les déclarations faites au cours de la guerre de 1914-1918 par les gouvernants des Principales Puissances alliées et associées, faisaient comprendre que le principe de la « libre disposition des peuples » constituerait la base essentielle de l'organisation de la paix. Elles contribuèrent, dans une large mesure, à la demande d'armistice des Bulgares et à sa conclusion à Salonique le 29 septembre 1918.

Cependant, la guerre terminée, les Alliés oublièrent vite leurs promesses antérieures. A la Conférence de Paris, où on dictait aux vaincus les conditions de la paix, les représentants des Principales Puissances alliées et associées et leurs satellites ne poursuivaient que la satisfaction de leurs intérêts égoïstes. Le prin-

(1) *La Question bulgare et les Etats balkaniques. Exposé et documents.* Sofia, 1919, p. 282.

cipe de « l'auto-détermination » ne fut pas appliqué vis-à-vis du peuple bulgare.

La délégation bulgare fournit des chiffres montrant l'importance réelle des différentes nationalités de la Thrace occidentale : 96.047 Bulgares et 59.360 Grecs y compris les Bulgares patriarchistes ou hellénisés, et en même temps elle proposa « une consultation directe des populations intéressées qui couperait court à toutes controverses sur la nationalité des habitants de cette province. Nous nous inclinons par avance devant les résultats auxquels elle aboutirait » (1). La délégation bulgare demanda donc, à la Conférence de la Paix, l'application du principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » pour la Thrace occidentale.

De son côté, la délégation grecque présenta une statistique concernant la population de cette province bulgare, qui démontre soi-disant son caractère hellénique : 87.408 Grecs et 33.943 Bulgares, et le chef incontesté grec déclare nécessaire son annexion à la Grèce en vertu du même principe : « Il est vrai que l'extension des frontières grecques en Thrace nécessiterait l'éloignement de la Bulgarie de la mer Egée, où elle se trouve depuis les guerres balkaniques en vertu du Traité de Bucarest. Mais cet éloignement peut et doit se faire en vertu du droit des peuples de décider de leur sort, principe qui a été reconnu comme devant servir de base à la paix future » (2).

Cependant, la délégation grecque se garda bien de

(1) Délégation bulgare à la Conférence de la Paix. *Exposé sur la Question de la Thrace occidentale*, Neuilly-sur-Seine, 1919, p. 2 et 5.

(2) VENISELOS, *La Grèce devant le Congrès de la Paix*. Paris, 1918, p. 6.

proposer un plébiscite pour la Thrace occidentale, et elle ne l'accepta pas lorsque les Bulgares le demandèrent. En réalité, c'était en parfaite connaissance de cause : elle savait bien que les Grecs y représentaient une minorité peu importante.

La délégation américaine seule insista avant son départ, pour l'application, dans les Balkans, du principe énoncé, et s'opposa énergiquement à toute attribution de la Thrace occidentale à la Grèce ; grâce à elle, la Bulgarie renonça, aux termes de l'article 48 du Traité de Neuilly, à cette province, non pas en faveur de la Grèce, mais en faveur des Principales Puissances alliées et associées.

* * *

Apprenant que la Question de la Thrace occidentale est à nouveau mise à l'ordre du jour à la Conférence de la Paix, la population bulgare habitant le pays, craignant une occupation étrangère, manifesta une vive inquiétude et commença ses préparatifs en vue d'une émigration. Lorsqu'à la fin du mois de septembre et au début d'octobre 1919, l'éventualité d'une occupation grecque très proche se précisa, des masses innombrables de Bulgares quittèrent leur foyer, fuyant par des routes encombrées, se réfugièrent en Bulgarie.

En effet, l'armée grecque ne tarda pas ; au moment de l'occupation de la Thrace occidentale par les troupes alliées, presque exclusivement françaises, elle occupa un des départements du pays, celui de Xanti. L'émigration des Bulgares continua encore et prit une extension énorme dans le district occupé par les Grecs.

Il est à remarquer que l'administration française ne considérait pas de la même manière les différentes

nationalités de la population indigène (1). Malgré l'esprit traditionnel français de protection et d'impartialité, induite en erreur par les mensonges des milieux intéressés, elle feignit ignorer l'importance de l'élément bulgare, et favorisa à ses dépens l'élément grec.

Malgré la supériorité numérique des Bulgares, les affiches informant de l'arrêté constitutif du 28 octobre 1919 qui créait le gouvernement de la Thrace occidentale, furent rédigées en français, en grec et en turc. En outre, dans le Conseil Supérieur Administratif, sorte de petit Parlement thracien, composé de quinze membres, où, d'après le même arrêté, les nationalités diverses devaient être représentées, il fut conféré aux Grecs six places, contre deux aux Bulgares ; et cette injustice ne fut pas réparée, même après que le résultat du recensement fut connu. Par ailleurs, aux termes du même arrêté constitutif, les contrôleurs civils et leurs adjoints, nommés dans chaque district auprès des contrôleurs militaires français, seraient choisis d'après l'importance des nationalités ; deux mois après, toutes les places furent attribuées aux Grecs et aux Turcs.

Cependant, il fut impossible d'administrer contre la réalité des faits. Après des expériences monétaires malheureuses, le leva bulgare fut reconnu comme monnaie officielle, tandis que le drachme grec et la livre turque furent interdits ; et après un accord du 24 janvier 1920 avec la Banque Nationale de Bulgarie, celle-ci se chargea du service de Trésorerie du gouvernement de la Thrace occidentale. En outre, les lois de fond bulgares et surtout les lois de procédure trouvèrent de nombreuses applications parallèlement au Code Civil et aux lois de procédure françaises.

(1) I. ALTINOV, *La Thrace Interalliée*. Sofia, 1921.

Après l'occupation de la Thrace occidentale par les troupes alliées, la première tâche du gouvernement interallié fut de rapatrier *tous* les Grecs qui avaient quitté le pays depuis les guerres balkaniques. Dans le but de prouver la prépondérance de l'élément hellénique, le gouvernement grec a, de plus, fait venir des Grecs du littoral de la mer Noire et d'ailleurs qui n'ont jamais habité dans cette province (1).

Le rapatriement de tous les Grecs fut terminé à la fin du mois de janvier 1920, et deux mois après, le 30 mars 1920, le gouvernement interallié procéda au recensement de la population de la Thrace occidentale, en vue de faciliter la détermination du régime à fixer.

Malgré les conditions dans lesquelles il fut opéré, très favorables aux Grecs et inversement, défavorables aux Bulgares (2), le recensement accuse 80.893 *Bulgares* contre 51.706 *Grecs*; 73.220 *Turcs* et 6.803 *Israélites*, *Arméniens* et *Tziganes* (3).

Au commencement du régime interallié, la population de la Thrace occidentale n'avait pas une position bien définie vis-à-vis du gouvernement des militaires français.

Les Bulgares, les plus nombreux dans le pays, mécontents de l'attitude peu correcte et inélégante du Commandant en chef des armées alliées en Orient, tournaient les regards vers le passé et espéraient une proche réunion à la Mère Patrie. Les Turcs, qui étaient, à certains moments avant la guerre, contre le gouvernement de Sofia, regrettaient alors le régime bulgare disparu, parce que les actes du gouvernement

(1) I. ALTINOV, *La Thrace Interalliée*. Sofia, 1921, p. 36.

(2) Voir § 2, section II de ce chapitre.

(3) Voir section II, § 2 de ce chapitre.

interallié leur paraissaient étrangers et ils les considéraient toujours comme une immixtion des Occidentaux dans les affaires d'Orient et spécialement dans les affaires ottomanes. Mais plus tard, devant les acquisitions énormes réalisées par les autorités occupantes, et surtout devant la menace d'une occupation grecque, Bulgares et Turcs se rallièrent au gouvernement et manifestèrent énergiquement en faveur d'une autonomie de leur pays.

Le 4 avril 1920, au jour même de l'ouverture de la première session du Conseil Supérieur Administratif, au cours d'une émouvante manifestation de la population thracienne, les représentants turcs et bulgares remirent au Gouverneur général Charpy une pétition et envoyèrent aux journaux européens les plus importants une dépêche, par laquelle la population de la Thrace occidentale exprimait sa volonté de « vivre sous un régime *autonome*... » (1).

Cette volonté de la population thracienne était tellement ancrée dans son esprit, qu'au moment où les grandes Puissances prenaient à la Conférence de San Remo leur décision criminelle d'attribuer la Thrace occidentale à la Grèce, un mémoire au nom de 86 communes sur 92 que comporte la province, réclamant l'*autonomie* du pays, fut envoyé à la dite Conférence.

Malgré la volonté *clairement exprimée* de la quasi-totalité de la population de rester sous un régime autonome et d'éviter ainsi à son pays une occupation grecque, l'Angleterre fit décider, par la Conférence de San Remo, l'attribution immédiate de la région égéenne à la Grèce.

(1) I. ALTINOV, *La Thrace Interalliée*. Sofia, 1921, p. 156.

Dès que cette nouvelle fut connue de la population de la Thrace occidentale, des Bulgares et des Turcs, affolés, émigrèrent par la vallée de la Maritza et à travers les Rhodopes, pour aller chercher un foyer loin du gendarme grec.

Raoul Sigriest, journaliste suisse, a dépeint, dans la *Gazette de Lausanne* (1), le tableau tragique de l'exode des Bulgares thraciens : « Depuis une semaine, les routes défoncées et boueuses de la Thrace occidentale sont encombrées de files interminables de réfugiés. Hommes, vieillards, femmes et enfants cheminent sous l'averse battante de ce printemps pluvieux, emportant sur leur dos une maigre partie des biens qu'ils sont contraints d'abandonner à la merci de l'envahisseur. Ils jettent en passant de furtifs regards sur les champs verdoyants, fruits de leur pénible labeur, et, la mort dans l'âme, s'en vont, les Turcs vers Andrinople, les Bulgares vers Svilengrad, chercher une nouvelle patrie, sans savoir où ils coucheront demain, ni s'ils recevront de la charité publique le morceau de pain qui doit apaiser leur faim... ».

« L'exode a commencé avant l'occupation grecque. Les habitants ont fui éperdument. Chaumières, maisons, ruches, tout est abandonné. Les troupeaux suivent, escortés par les gars les plus solides du pays. Des bandes armées grecques, profitant du désarroi, assaillent les caravanes, pillent le bagage, emportent le bétail, tuent. C'est le prélude d'une domination dont l'idée seule bouleverse l'âme de la population thracienne... A quelques kilomètres de la frontière, un village en flamme éclaire l'horizon de son rougeoiement sinistre. Blêmes, défaits, les réfugiés contemplent

(1) G. DESBONS, *La Bulgarie après le Traité de Neuilly*. Paris, 1930, p. 128 et s.

l'incendie. Quelques bonnes femmes se signent, marmottaient une prière... ».

* * *

Au jour même de la signature du Traité de Neuilly, la Bulgarie fut contrainte de signer avec la Grèce une convention « d'échange réciproque et volontaire » des minorités ethniques. Cette convention ne visait que la Macédoine sous la domination grecque. Elle n'avait pas en vue la Thrace occidentale, puisque celle-ci ne fut donnée à la Grèce que l'année suivante. Cependant, c'est là que la perfection des procédés grecs « d'échange volontaire » caractérisa le mieux la culture tant respectée par les Occidentaux endormis.

Les Bulgares furent expulsés de leurs terres, qu'ils labouraient avec tant d'amour, ou déportés dans les îles Ioniennes, soudainement, et par villages entiers. «.. en 1923, les déportations des Bulgares par les autorités grecques dans les îles de Crète et de Cérigo, qui provoquèrent une panique et motivèrent l'intervention de la S. D. N. » (1).

M. F. Nansen fut envoyé par le Conseil, en qualité de Haut Commissaire, en vue de collaborer avec la Commission mixte d'émigration gréco-bulgare. Finalement, le gouvernement grec rapatria une partie des déportés.

Nombreux sont les documents émanant de milieux compétents, attestant le caractère forcé et brutal de l'émigration « volontaire » des Bulgares restés en Thrace occidentale après l'occupation grecque.

Nous allons citer, à titre d'exemple, le rapport

(1) Georges SCELLE, *Précis de Droit des Gens*. Paris, 1934, t. II, p. 179.

présenté le 2 mars 1923 par Corf et Hoover, délégués de la Commission mixte d'émigration gréco-bulgare : « Les envois en déportation s'échelonnèrent pendant plusieurs semaines, durant les mois de février et de mars 1923 : mais dans chaque village, les déportations furent faites avec soudaineté. Les villageois, non préparés, durent partir sans bagage, abandonnant effets et cultures. Quinze cents à deux mille familles furent ainsi déportées vers les îles et la Thessalie ».

« Celles envoyées dans cette dernière province souffrirent plus spécialement de la misère et du paludisme ».

« Pour échapper aux déportations, plusieurs milliers de Thraciens, appartenant aux villages déportés ou aux localités voisines, se réfugièrent en Bulgarie ».

« En automne 1923, les déportés bulgares furent ramenés, de Thessalie ou des îles, en Thrace. Ils étaient dans un réel état de misère et d'épuisement. Ils suppliaient que la Bulgarie leur ouvrît sa frontière, et leur permît de se réfugier sur son territoire, car ils n'avaient retrouvé dans leurs villages que leurs maisons vides et ils appréhendaient la faim et le froid » (1).

Pour mettre fin à ces cruautés, à ces procédés barbares d'extermination, et pour garantir les droits des Bulgares restés en Thrace sous le joug grec, une convention de protection des minorités fut signée entre la Bulgarie et la Grèce au mois de septembre 1924, mais resta lettre morte par suite du refus de ratification par le Parlement grec.

Ainsi, ces Bulgares thraciens sont-ils voués à une

(1) *Le Journal de la Chambre des Députés* du 30 mars 1928.

extermination complète plus ou moins proche. Si, pour réaliser leur dessein, les ecclésiastiques grecs ne choisissaient pas les moyens, pour gréciser définitivement la Thrace occidentale, les gouvernants d'Athènes, eux, les ont bien choisis : « Il faut qu'il n'y ait plus de population étrangère en Thrace », écrit le journal athénien *Kalimérini* du 3 décembre 1924 (1).

SECTION II

Opinions et documents.

§ 1. — *Quelques opinions des savants étrangers.*

La Question macédonienne constituait avant la guerre de 1914-1918 l'objet premier de la science ethnographique bulgare. Par contre, la Thrace fut trop négligée, malgré son caractère ethnique et son importance primordiale pour la vie normale de la Bulgarie.

Il n'est pas difficile d'expliquer cette attitude des Bulgares.

Après l'annexion de la Bosnie et de la Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en 1908, il ne restait aux Serbes que l'expansion vers le sud : la Macédoine, soumise encore à la domination turque. Sur cette même province limitrophe aux territoires grecs, portèrent aussi les convoitises de la Grèce. En vue de combattre et de prévenir ces prétentions injustifiées, sans base réelle et juridique, la science ethnographique bulgare a concentré tous ses efforts pour étudier, dans les plus minutieux détails, et pour éclairer le véritable aspect de la Question macédonienne.

(1) G. DESBONS, *La Bulgarie après le Traité de Neuilly*. Paris, 1930, p. 110.

En ce qui concerne la Thrace occidentale, la situation était tout autre. Jusqu'à la guerre de 1914-1918, il n'y avait que deux Etats qui pouvaient se disputer la possession du pays : le vieil Empire ottoman d'une part et le jeune Etat bulgare dont les nationaux formaient la majorité de la population de la province. Les chances étaient du côté des Bulgares, peuple fier de son nom, de sa force et de sa liberté, animé d'un esprit national et de la volonté inébranlable de réunir tous les Bulgares sous le même régime politique, et capable de régler seul toutes les questions territoriales, dans un duel avec l'Empire ottoman désagrégé.

Il n'existait aucune convoitise de la part de la Grèce. Géographiquement très éloignée de la Thrace, séparée d'elle par la Macédoine et les territoires grecs sous la souveraineté du Sultan, elle y était représentée du point de vue ethnique par une minorité sans grande importance ; en outre, sur le terrain politique, elle devait libérer ses propres provinces avant de convoiter des territoires étrangers.

Mais, dès que la Question macédonienne fut réglée, par laquelle les ambitions territoriales grecques reçurent, sur la base politique, une satisfaction complète, les Grecs tournèrent les yeux vers la Thrace, devenue limitrophe. Ils découvrirent des statistiques émanant de milieux ecclésiastiques grecs, en fabriquèrent de nouvelles, et par une propagande bien organisée, s'apprêtèrent à démontrer le caractère hellénique de la Thrace.

D'autre part, le nouvel Etat turc, né, après une défaite de l'Empire, d'une révolution nationale et d'une victoire militaire, s'est révélé capable de revendiquer certaines des anciennes possessions impériales.

Ainsi, voyant des deux côtés se dresser des obstacles à la réalisation de leurs aspirations nationales légitimes, les Bulgares se sont mis à étudier et à éclairer le plus exactement possible le Problème de la Thrace occidentale, posé par l'enchevêtrement des différentes nationalités et surtout par les convoitises des voisins.

Cette explication ne tend nullement à justifier l'attitude passive des Bulgares, jusqu'à la guerre de 1914-1918, vis-à-vis d'une question de toute première importance. C'est un procédé des plus défectueux que d'attendre le dernier moment pour agir. Si la Question de la Thrace occidentale n'était pas bien présentée en Occident, le tort n'incombait qu'aux Bulgares. Une étude approfondie de leur part aurait eu pour résultat de fournir des preuves irréfutables du caractère bulgare de la région. En outre, elle aurait éveillé l'intérêt des gens honnêtes et impartiaux de tous les pays, qui, au nom de la justice et de l'humanité, auraient sans hésiter proclamé la vérité à haute voix.

Cependant, nombreux sont les voyageurs et les savants étrangers qui ont contribué à mettre en lumière l'aspect ethnique réel de la région, mais insuffisamment pour combattre de façon efficace les ambitions politiques des Grecs ayant la chance d'être rangés parmi les victorieux de la grande boucherie.

Au ^{xii}^e siècle, après avoir traversé le pays avec la troisième croisade, Guillaume de Tyr nous raconte que la Thrace, jusqu'aux portes de Constantinople, est peuplée de Bulgares (1). Dans le même ouvrage (1),

(1) E. DE LAVELEYE, *La Péninsule des Balkans*. Paris, 1882, t. II, p. 205 et 25.

le grand savant belge, Emile de Laveleye, précise : « La Bulgarie s'étend sur toute la Thrace ».

L'éminent historien russe Teplov, qui a longtemps vécu à Constantinople et qui, par conséquent, a eu la possibilité d'étudier de près le caractère ethnique de la Thrace, écrit : « Le désir des Grecs de se présenter comme race dominante dans la Thrace et la Macédoine et de désigner ces provinces comme grecques est fort étrange ». Et il continue : « On trouve les Grecs comme agriculteurs, derrière Makri, sur la Maritza et en Thrace orientale, mais là aussi la population grecque — comme l'attestent tous les rapports consulaires, — est insignifiante et disparaît complètement dans la masse compacte de l'élément bulgare qui l'entoure » (1).

Le savant français Fresneaux affirme : « Tout le territoire entre la Strouma et la Maritza est peuplé dans sa plus grande partie de Bulgares et Pomaks. Il y a des Grecs seulement dans les villes du littoral et aux alentours, tandis que les villages sont exclusivement bulgares. Du point de vue ethnique et politique, tout le pays appartient aux Bulgares » (2).

Franz Crousse, l'historien bien connu, confirme (3) : « En Thrace et en Macédoine, les Grecs sont très disséminés, sauf dans quelques villes : Constantinople, Andrinople, Philippopoli... ».

Le célèbre slaviste, C. Robert, professeur au Collège de France, qui est allé étudier la question sur place avant de la traiter, donne (4) un tableau réel

(1) *Materiali dlia statistiki Bolgarii, Thrakii i Makedonii*, Saint-Petersbourg, 1877, p. 19 et 21.

(2) *L'Orient. Les Osmanlis chrétiens des Balkans*. Paris, 1892, p. 262.

(3) *La Péninsule gréco-slave*. Bruxelles, 1876, p. 169.

(4) *Les Slaves de Turquie*. Paris, 1844, II, p. 229 et s.

de la population thracienne : « En Thrace, ils (les Bulgares) forment le fond de la population... La puissance d'infiltration de ce peuple vient de sa nature souple et laborieuse. Toutefois, comme il préfère les villages aux villes qu'il abandonne volontiers aux Hellènes, il reste inaperçu ».

L'historien tchèque, J. Jiretschek, le meilleur connaisseur de l'histoire des Slaves des Balkans, souligne (1) : « Les Bulgares se sont établis dans les anciennes provinces de Mésie, de Thrace et de Macédoine (d'après la nouvelle nomenclature turque, ces provinces s'appellent vilayet du Danube, d'Andrinople, de Salonique et de Monastir) ».

Le grand écrivain militaire russe, I. P. Liprandi, dans une étude historique et ethnographique approfondie (2) précise : « La frontière ethnographique sud de la Bulgarie est la mer Egée ».

Wilhelm Pressl, ingénieur allemand, qui a fait, en 1860-1870, le tracé des lignes de chemins de fer en Turquie d'Europe, et qui, en raison de cette occupation, avait la possibilité d'étudier réellement l'extension des diverses nationalités dans l'Empire, confirme la prépondérance des Bulgares dans la Thrace et fixe la frontière sud de la nationalité bulgare sur la mer Egée, de la mer Noire et la mer de Marmara, jusqu'à l'embouchure du Vardar, en lui attribuant par conséquent tout le littoral égéen.

De même, dans *Encyclopedia Britanica*, de 1875, on lit dans l'article sur la Bulgarie que les Bulgares forment «... l'élément prépondérant sur toute la ligne depuis le Danube jusqu'à la mer Egée, et depuis la mer Noire jusqu'aux confins orientaux de l'Albanie ».

(1) *Histoire des Bulgares*. Odessa, 1878, p. 743 et suiv.

(2) *Vostotchnii Vopros i Bolgaria*. Moscou, 1867, p. 8 et 13.

Aussi, l'Encyclopédie allemande connue, *Brockhaus Konversations-Lexikon* (1), définit de la manière suivante les limites ethnographiques du peuple bulgare : « L'extension des Bulgares embrasse aujourd'hui même toute la Mésie, la Thrace et la Macédoine. La population bulgare s'étend jusqu'à Constantinople ».

Le Professeur américain L. Dominian, savant d'une renommée mondiale, écrit : « Les lacs au nord de la presqu'île de Chalcidique forment la frontière entre Grecs et Bulgares », et plus loin, il continue : « La vallée de la Maritza est essentiellement bulgare » (2).

Le Professeur italien Angelo Pernice, spécialiste des questions ethnographiques dans les Balkans, fixe ainsi (3) les frontières ethniques du peuple bulgare : « ... ils (les Bulgares) occupent les contrées du Danube à la mer Egée et de la mer Noire au lac d'Okhrida ».

Il est inutile d'énumérer les opinions de tous les savants et spécialistes qui ont visité le pays et se sont occupés de la question, pour prouver une vérité incontestable. Des ethnographes célèbres (4), des historiens (5), des géographes renommés (6), des ambassadeurs des grandes Puissances à Constantinople (7), des consuls (8), des secrétaires de Légations (9), des

(1) Leipzig, 1908, t. III, p. 677.

(2) *The frontiers of Language and Nationality in Europe*. New-York, 1917.

(3) *Origine ed evoluzione storica delle nazioni balcaniche*. Milano, 1915, p. 229 et s.

(4) D. T. FLÓRINSKII, professeur à l'Université de Kiev, *Lektzii po slavianskomu iazikoznaniu*. Kiev, 1895, t. I, p. 58.

(5) E. DAUTIN, *La Turquie d'Europe après le Traité de Berlin*. Paris, 1878.

(6) Elisée RECLUS, *Nouvelle Géographie Universelle*. I. Europe Orientale. Paris, 1876, p. 218.

(7) Général IGNATIEV, *Mémoires*, dans le *Journal historique*. Pétrograd, 1914, vol. 136, p. 66.

(8) Auguste DAZON, qui avait été chargé par l'Institut d'étudier le folklore bulgare. *Chansons populaires bulgares*. Paris, 1875, p. 12.

(9) D. URQUHART, *Turkey and its Resources*, London, 1833, p. 42.

officiers ayant reçu des mandats pour accomplir certaines fonctions internationales dans la partie européenne de l'Empire ottoman (1), des économistes (2), des missionnaires occidentaux (3) et tant d'autres, s'accordent facilement à reconnaître le caractère bulgare de la région.

§ 2. — *Données statistiques.*

Les statistiques concernant la population de la Thrace occidentale, émanant de sources diverses, sont le plus souvent contradictoires et peuvent, pour une raison ou pour une autre, être contestées.

D'abord, celles qui furent dressées par les autorités ottomanes manquent d'exactitude. Les procédés turcs de recensement, dans leur imperfection communément reconnue, étaient loin de donner un résultat satisfaisant, réel, sauf dans des cas très rares.

En outre, parmi les Turcs, sont rangés les Pomaks. Or, les Pomaks sont des Bulgares musulmans convertis à l'islamisme, Bulgares de race, de langue, de mœurs, de coutumes, Bulgares par leurs superstitions, qui chantent des chansons nationales bulgares et ont conservé leurs costumes nationaux. « Les Pomaks sont des Bulgares par race et langue », écrit le savant français Fresneaux (4), et le Rapport présenté à la Dotation Carnégie, sur la paix internationale, par la Commission d'enquête sur les deux

(1) Colonel L. LAMOUCHE, *La Bulgarie dans le passé et le présent*. Paris, 1892.

(2) P. DEHN, *Deutschland nach Osten*, 1886, t. I, p. 9.

(3) Le prêtre français GUÉRIN-SONGEON, *Histoire de la Bulgarie*. Paris, 1913.

(4) *L'Orient. Les Osmanlis chrétiens des Balkans*. Paris, 1892, p. 262.

guerres balkaniques 1912-1913, le confirme (1). Il est inutile d'exposer des opinions et des constatations sur un fait si clair que tous, sauf Grecs et Turcs, s'entendent à le reconnaître. Les Bosniaks et les Albanais sont en majorité musulmans ; cependant, personne ne conteste leur origine et leur nationalité serbe et albanaise.

Ensuite, les statistiques provenant des milieux ecclésiastiques et politiques grecs sont volontairement falsifiés, et leur inexactitude est trop évidente pour qu'elles soient considérées comme sérieuses. En vue de prouver la prédominance de l'élément grec dans les provinces convoitées, les professeurs d'Athènes enflent par trop le nombre des Grecs aux dépens des autres nationalités. Ils comptent comme Grecs les Bulgares patriarchistes, c'est-à-dire les Bulgares qui reconnaissent la juridiction spirituelle du Patriarche grec de Constantinople, et aussi les patriarchistes des autres races. Certains, même, vont jusqu'à compter comme tels tous ceux qui parlent le grec. En outre, lorsqu'il s'agit de diminuer encore plus l'importance numérique des Bulgares, ils rangent, parmi les Turcs, les Bulgares musulmans qui, spécialement en Thrace occidentale, vivent en masses compactes.

Puis, l'exactitude des statistiques bulgares qui sont beaucoup plus près de la réalité, peut être suspectée par certains qui, nous sommes loin de le contester, en ont le droit.

Enfin, il existe des statistiques, émanant de sources étrangères, auxquelles il est difficile, souvent même impossible, de contester l'objectivité et l'exactitude réelle.

(1) P. 62.

En 1878, lors de la guerre russo-turque pour la libération de la Bulgarie, on a publié à Constantinople la statistique officielle turque (1), en vue des changements territoriaux à opérer après la guerre ; elle contenait en préface la note suivante : « Le recensement dont nous donnons le détail a été fait avec tout le soin possible, et nous voudrions qu'une commission internationale fût chargée de le contrôler ». Le recensement ne portait que sur la population masculine (noufous).

Kazas	Musulmans	Bulgares	Grecs
Andrinople (Nahié d'Ada)	1.555	2.646	3.727
Dimotika.....	13.608	20.797	15.697
Féredjik	—	12.585	2.179
Gumurdjina	—	9.062	3.645
Total.....	15.163	45.090 (2)	25.248

Nous avons reproduit cette statistique, d'abord parce que le zèle qu'a employé l'administration turque, comme la note l'indique, nous permet de la considérer comme la plus exacte de toutes les statistiques turques ; ensuite, parce qu'elle a été opérée et publiée dans des circonstances défavorables à la population bulgare et, dans un certain sens, favorables aux Grecs.

En effet, la guerre russo-turque avait pour premier but la libération de la Bulgarie du joug ottoman et

(1) *Ethnographie des vilayets*. Constantinople, 1878, imprimé dans le *Courrier d'Orient*, journal français dans la capitale turque.

(2) Dans le nombre des Bulgares n'entrent pas les Pomaks, qui sont comptés comme Turcs.

sa constitution en Etat autonome. La Grèce avait déjà été auparavant constituée en Etat vassal du Sultan et on ne pensait pas, dans les chancelleries des Puissances du Concert européen, lui donner aucune parcelle des territoires de l'Empire ottoman. En outre, elle était si éloignée de la Thrace occidentale, que même dans le cas d'une décision diplomatique bienveillante, lui attribuant certains territoires ottomans, ceux-ci ne pouvaient être que les provinces grecques d'Epire et de Thessalie, seules l'avoisinant, et doublant à elles seules son étendue. La Thrace occidentale ne pouvait donc être donnée qu'à la Bulgarie en création. Dans ces conditions, on peut supposer, et avec juste raison, que les autorités ottomanes se sont efforcées de démontrer l'infériorité numérique des Bulgares en faveur des Turcs, et même des Grecs desquels elles n'avaient aucune raison de craindre.

Il existe des statistiques dressées par des savants étrangers dans un but purement scientifique. Malgré l'impartialité incontestable des auteurs dans presque tous les cas, elles désavantagèrent les Bulgares en faveur des Grecs, puisque, devant la menace du clergé phanariote de peines réelles et immédiates, une partie des Bulgares craignaient de déclarer leur vraie nationalité.

Richard von Mach, savant et ethnographe célèbre, publia (1) en 1906, après de longues recherches, une statistique concernant uniquement les populations chrétiennes, qu'il classe d'après les confessions. Les Pomaks, par conséquent, puisque musulmans, ne sont pas comptés.

(1) Dans *Der Machtbereich des bulgarischen Exarchats in der Türkei*. Leipzig-Neuchâtel, 1906.

Diocèses	Exarchistes		Patriarchistes			bulgares catho- liques
	Bulgares	Divers	Grecs	Bulgares	Divers	
Xanti	38.760	—	11.125	1.248	120	—
Maronia	17.280	—	8.190	2.008	30	—
Dimotika	16.240	—	33.170	6.992	7.134	128
Total	72.280	—	52.485	10.248	7.284	128

Dans les trois diocèses de la Thrace occidentale, il dénombre donc 82.656 Bulgares chrétiens contre 52.485 Grecs. Si on ajoute aux premiers les Pomaks, on constate que *la population bulgare est à peu près deux fois supérieure à la population grecque* (1).

A la Conférence de la Paix, la délégation bulgare, en vue de prouver, du point de vue ethnique, les droits de la Bulgarie sur la Thrace occidentale, présenta des chiffres (2) qui, comparés aux statistiques émanant des sources étrangères, s'avèrent objectivement exacts.

(1) En outre, pour le diocèse d'Andrinople, dont la plus grande partie est située en dehors de la Thrace occidentale, il donne le chiffre de 140.912 Bulgares exarchistes, patriarchistes et catholiques, contre 47.260 Grecs. Quelle que soit l'importance de la population de la partie du diocèse comprise dans la Thrace occidentale, elle prouvera mieux la prépondérance des Bulgares sur les Grecs, d'autant plus que ces derniers peuplent surtout la ville d'Andrinople, située de l'autre côté de la Maritza.

(2) Délégation bulgare à la Conférence de la Paix. *Exposé sur la Question de la Thrace occidentale*. Neuilly-sur-Seine, août 1919, p. 2 et s.

Districts	Bulgares (chrétiens et musulmans)	Grecs
Gumurdjina.....	28.473	7.840
Xanti.....	11.140	6.075
Dédéagatch.....	19.192	3.390
Soflou.....	15.442	15.985
Dimotika.....	5.136	15.790
Andrinople (partie ouest)....	16.664	10.280
Total.....	96.047	59.360 (1)

Toutefois, à cause de sa source nationale, nous n'insérons cette statistique, comme d'ailleurs celle présentée par la délégation grecque, que nous allons donner, qu'à titre d'exemple, sans qu'elle nous serve de fondement pour prouver l'importance des droits respectifs.

La statistique présentée par la délégation hellénique à la Conférence de la Paix (2) tendait, de son côté, à démontrer la supériorité numérique des Grecs (3). En l'absence de tout caractère sérieux (4), elle ne pouvait être crue que par les Grecs, ce qui est naturel, et aussi par certains diplomates peu scrupuleux dont les opinions sont faites d'avance sur une base d'opportunité.

(1) En déduisant les Bulgares patriarchistes, qui s'élèvent à plus de 10.000 âmes, il ne restera, dans toute la Thrace occidentale, que 49.000 Grecs environ.

(2) VENISELOS, *La Grèce devant le Congrès de la Paix*. Paris, 1918, p. 24.

(3) Pour le kaza d'Andrinople est donné le chiffre 41.285 Grecs et 7.000 Bulgares. Nous avons pris la moitié comme correspondant à la partie ouest du kaza.

(4) Nous avons parlé, au commencement du paragraphe, des procédés statistiques grecs.

politique, contrairement aux principes posés par le Droit International.

Kazas	Grecs	Bulgares
Andrinople (partie ouest)....	20.642	3.500
Dimotika	22.080	1.460
Dédéagatch	7.371	11.358
Soflou.....	17.880	5.380
Gumurdjina.....	9.160	10.550
Xanti	10.275	1.695
Total	87.408	33.943

Enfin, nous possédons une statistique dressée, en mars 1920, par le gouvernement interallié de la Thrace occidentale présidé par le général français Charpy (1).

Districts	Bulgares	Bulgares musulmans (Pomaks)	Turcs	Grecs	Divers	Total
Xanti	1.550	9.507	30.657	6.580	480	48.774
Gumurdjina...	19.924	2.232	37.877	2.479	2.439	64.951
Dédéagatch ...	18.067	—	637	2.565	512	21.946
Soflou.....	14.447	—	2.770	7.435	47	24.699
Dimotika	4.956	—	1.274	17.602	1.157	25.059
Karagatch	10.210	—	5	15.045	1.233	27.193
Total	69.154	11.739	73.220	51.706	6.803	212.622

Le recensement fut opéré à la suite de circonstances des plus favorables aux Grecs et très défavorables aux Bulgares.

(1) I. ALTINOV, *La Thrace Interalliée*. Sofia, 1921, p. 167 et s.

D'abord, il eut lieu après l'exode tragique des Bulgares qui, devant la menace d'une occupation étrangère et spécialement d'une occupation grecque, émigrèrent en Bulgarie. C'est dans le district de Xanti, que les Grecs occupèrent militairement, que l'émigration fut la plus massive. Et puis, il eut lieu après le rapatriement complet de tous les Grecs qui émigrèrent de la province depuis les guerres balkaniques.

En outre, le recensement fut opéré dans des conditions bien plus avantageuses aux Grecs qu'aux Bulgares.

En effet, auprès de chaque contrôleur militaire de district, nécessairement un officier français, il fut nommé un contrôleur civil et un adjoint. Les deux personnages furent pris parmi les Grecs et les Turcs et jouèrent, dans les élections, un rôle des plus importants. Seuls, les Bulgares ne furent pas représentés par des contrôleurs de leur race.

Malgré cette inégalité dans les conditions et les traitements, le recensement accuse une *population bulgare* (1) de 80.893 âmes contre 51.706 Grecs. Cette statistique, faite par le gouvernement militaire du général Charpy, dont on ne peut suspecter l'impartialité, présente un *caractère officiel et authentique qu'on ne peut contester d'aucune part* ; et les Principales Puissances alliées et associées devaient, en vertu du principe des nationalités et de libre disposition des peuples, s'y conformer en ce qui concerne l'attribution de la province ou du régime à y fixer.

Il est superflu de comparer les statistiques bulgare et grecque, présentées à la Conférence de la Paix, avec celles émanant des sources étrangères. La fausseté de

(1) Chrétiens et musulmans (Pomaks).

la statistique grecque est trop évidente. Nous remarquerons simplement que, d'après elle, il y a, en Thrace occidentale, plus de 87.000 Grecs. Or, quinze mois plus tard, après le rapatriement de tous les Grecs émigrés, le recensement opéré par les autorités militaires françaises en accuse environ 51.000. On se demande où Monsieur Vénizelos a pris les 36.000 autres. En outre, la même statistique grecque indique moins de 34.000 Bulgares, tandis que celle du gouvernement du général Charpy, après l'émigration massive des Bulgares, en donne 81.000 environ. Où sont les 47.000 autres Bulgares qui n'ont pas quitté la Thrace occidentale, et ceux qui, par milliers, avaient émigré en Bulgarie au mois d'octobre 1919 et surtout en mai-juin 1920, c'est-à-dire avant le recensement français ? Il n'est pas difficile d'y répondre.

§ 3. — *Cartes ethnographiques.*

Les cartes ethnographiques reflètent le plus exactement et le plus clairement possible le caractère ethnique d'un pays, à condition qu'elles soient élaborées sur une base scientifique, au moyen de procédés techniques scientifiques et par des auteurs impartiaux ne poursuivant aucun but tendancieux.

Or, précisément, dans la péninsule des Balkans, lorsqu'il s'agit de l'élaboration de cartes ethnographiques, le plus souvent, l'objectivité scientifique fait défaut.

D'abord, l'emploi imparfait des procédés techniques de recensement, dans l'Empire turc, et les données ethnographiques inexacts, induisent en erreur les auteurs les plus honnêtes et les plus impartiaux, dont les cartes, en particulier celles élaborées ancien-

nement, donnent une représentation fausse de la diffusion des différentes races balkaniques, très enchevêtrées en certains endroits.

En second lieu, le mélange complexe des différentes populations a fait naître les convoitises des Etats voisins, et des auteurs de peu de valeur morale, fabriquent des cartes ethnographiques tendancieuses, pour servir les intérêts de certains des Etats balkaniques.

En 1876, le cartographe allemand d'une grande renommée, Heinrich Kiepert, élaborait une carte ethnographique de l'Est européen (1), qui a joué un grand rôle dans la délimitation de la frontière sud de la Bulgarie autonome à la Conférence des Ambassadeurs à Constantinople, en 1876-1877. Elle a aussi beaucoup influencé les diplomates russes dans le tracé irrégulier de la frontière sud-est de la Principauté de Bulgarie dans le Traité de San Stefano, en 1878. H. Kiepert a soigneusement et consciencieusement recueilli et a utilisé un grand nombre de données ethnographiques connues jusqu'à cette époque. Incontestablement, il a corrigé beaucoup de fautes chez ses prédécesseurs ; mais il ne connaissait pas la réalité ethnographique de la Thrace. Deux années plus tard, voyant qu'il avait faussement représenté les Bulgares dans cette province, il publia un article par lequel il corrigea dans une certaine mesure son erreur : « Les recherches impartiales d'observateurs allemands et occidentaux ne laissent aucun doute que la population rurale et la majorité de la population urbaine de l'intérieur de la Macédoine et de la Thrace,

(1) H. KIEPERT, *Ethnographische Übersicht des Europäischen Orients*, 1876.

jusqu'aux portes de la capitale turque, parle le bulgare et que seule la partie instruite de cette population comprend le grec. Les Bulgares ont même une extension beaucoup plus large que n'est celle qui figure sur ma carte, ainsi que je l'ai noté dans le texte de la deuxième édition de cette carte » (1).

En 1877, Karl Sax, qui a été longtemps consul d'Autriche-Hongrie à Andrinople, et qui, à cet effet, s'est trouvé dans des conditions propices à une étude ethnographique sérieuse de la Thrace, publia une carte ethnographique de la Turquie d'Europe (2), où il représente mieux que ses prédécesseurs la diffusion des Bulgares en Thrace. Dix ans auparavant, dans son étude géographique et ethnographique sur la Bulgarie (3), il avait écrit que : «... les Bulgares constituent presque les deux tiers de la population du vilayet d'Andrinople ».

Monsieur le Professeur A. Ichirkov a élaboré, en 1915 (4), une carte ethnographique de la Bulgarie (5) qui représente exactement les différentes nationalités vivant en Thrace occidentale. Les Turcs suivent de près les Bulgares tandis que les Grecs ne sont représentés que par de petites taches autour des villes et en particulier autour de Soflou et de Dimotika.

Enfin, nous insisterons particulièrement sur la

(1) *Die neuen Territorialgrenzen auf der Balkanhalbinsel*. Globus, Braunschweig, 1878, 33 Bd., p. 268.

(2) *Ethnographische Karte der Europäischen Türkei und ihrer Dependenz zu Anfang des Jahres, 1877*.

(3) *Geographische ethnographische Skizze von Bulgarien*, dans les *Mittheilungen der Kaiserlich-Königlichen geographischen Gesellschaft*, Bd. XII, Neue Folge, 2 Band, Wien, 1869.

(4) Avec la collaboration de MM. les Professeurs L. MILETITCH, B. TZONEV, I. IVANOV et St. ROMANSKI.

(5) *La Question bulgare et les Etats balkaniques. Exposé et documents*. Sofia, 1919.

carte ethnographique du spécialiste bien connu, le lithuanien J. Gabrys, secrétaire général de l'Union des Nationalités (1), d'abord parce qu'elle fut élaborée par un auteur dont l'impartialité vis-à-vis des Bulgares, Turcs et Grecs ne peut être suspectée, et dont la compétence technique est incontestable ; ensuite parce que c'est une œuvre des plus récentes, faite dans une époque où les procédés techniques de recensement employés dans les Balkans, permettent d'obtenir des résultats correspondant à la réalité démographique.

Cette carte tient compte de tous détails ethniques ; elle marque les plus petits groupements minoritaires, comme l'auteur même l'explique dans sa préface : « Là où on peut arriver à une précision groupe par groupe, parfois village par village comme c'est le cas dans les Balkans, nous avons procédé par taches ou îlots ».

Lorsqu'on jette un regard sur la Thrace occidentale, la couleur verte, qui représente les Bulgares, s'impose aux yeux ; elle est la couleur dominante, le fond parsemé de taches et de points indiquant la présence des autres races.

Les Turcs, représentés par trois grandes taches situées dans le district de Dimotika, Gumurdjina et Xanti, et par un certain nombre d'îlots et de points plus ou moins grands, de couleur grise, suivent les Bulgares.

Enfin, arrivent les Grecs, représentés par deux petites taches violettes autour de Dimotika et de Soflou et par quelques points plus ou moins importants et visibles.

(1) *Carte ethnographique de l'Europe*, 5^e édition. Lausanne, 1919.

CHAPITRE III

CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES

La tradition historique est un facteur des plus puissants, qui conditionne le maintien de l'intégrité territoriale des Etats. Son caractère conservateur s'oppose à tout morcellement étatique, et lorsqu'elle incarne des aspirations nationales justes et équitables, elle s'impose à l'esprit des peuples et de leurs dirigeants, et ne peut être méconnue qu'au risque de troubler les relations internationales et de rendre la guerre inévitable.

Au cours de la longue domination ottomane, la Thrace occidentale, secouée par de fréquentes insurrections, fut considérée, entièrement ou en partie, comme terre bulgare, et fut attribuée, par la suite, à la Bulgarie.

Elle fut, en outre, à maintes reprises, reconnue comme terre bulgare par les représentants les plus qualifiés de la Grèce ; elle le fut, par ailleurs, par les gouvernements des grandes Puissances et spécialement de celles de l'Entente.

On pouvait supposer, et à juste titre, à la suite des déclarations des dirigeants des Puissances de l'Entente au cours de la guerre de 1914-1918, qu'aucun territoire ne serait enlevé à la Bulgarie.

Dans le onzième point de son message adressé au Congrès américain, le 8 janvier 1918, et qui traitait des rapports entre les Etats balkaniques et de la nou-

velle répartition des territoires dans les Balkans, le Président Wilson s'exprimait ainsi : « ... les rapports des Etats balkaniques entre eux devront être déterminés par un échange amical de vues travaillant sur des données d'attaches traditionnelles et nationales historiquement établies ».

Cependant, lorsque la guerre fut terminée, les Alliés victorieux, au mépris de leurs déclarations antérieures, détachèrent de la Bulgarie, entre autres, sa province égéenne, malgré le passé historique de cette région.

SECTION I

Avant les guerres balkaniques.

Les Bulgares constituèrent, à côté de l'Empire byzantin, le premier Etat organisé dans la péninsule des Balkans. Etabli sur les terres impériales peuplées d'innombrables tribus slaves, le jeune Etat slavo-bulgare, après avoir englobé les territoires situés au nord des Balkans, dirigea son expansion d'abord vers le sud et le sud-ouest, en vue de réunir tous les Slaves balkaniques sous le même régime étatique. A maintes reprises, les armées bulgares victorieuses occupèrent la Thrace, la quittèrent à la suite d'accords intervenus, ou y instaurèrent le pouvoir de leur Tzar.

Le roi bulgare Krœum, contemporain de Charlemagne, s'empara d'Andrinople, en 813, et envahit la Thrace. Dans la première moitié du x^e siècle, le tzar Ciméon était le maître dans la péninsule et ne s'arrêta que devant les murs de Constantinople. En 1205, le meneur du peuple, Kaloïan, touché par la Grâce comme Jeanne d'Arc, et devenu roi, envahit la Thrace après une victoire décisive sur les Latins de la quatrième croisade, et s'y installa. Au xiii^e siècle,

Jean Assen II, après de nombreuses victoires sur les Latins et les Grecs, se rendit maître de la région.

Il serait fastidieux d'énumérer toutes les conquêtes des Bulgares sur la Thrace. Du ix^e au xiv^e siècle, cette région passa de main en main, des Grecs aux Bulgares et inversement, et changea ainsi très souvent de souverain.

A la veille de l'arrivée des Turcs dans la péninsule balkanique, la Thrace occidentale était gouvernée par le voïvode bulgare Momtchil, fils du roi Jean Alexandre, qui profita des luttes dynastiques entre l'usurpateur du trône impérial Jean Cantacuzène et l'impératrice Anne, et par sa bravoure réussit à étendre son pouvoir jusqu'au delà de la Mesta. Sa résidence était dans la ville située au nord de l'emplacement actuel de Xanti, mais le fort plus puissant de ses domaines était celui de Pérition, situé dans le voisinage immédiat du golfe de Porto-Lagos. Assailli en 1345 par les Turcs venus en aide à Cantacuzène, et pris à revers par les armées grecques, il combattit bravement jusqu'à sa mort avec sa vaillante cavalerie et ses courageux fantassins.

En 1361, le Sultan s'empara d'Andrinople et en fit sa capitale. Toute la Thrace tomba sous une domination tyrannique qui dura plus de cinq siècles. A cette oppression politique s'ajouta, et elle pesait plus lourdement encore, la domination religieuse et spirituelle de l'Eglise grecque qui, par son but précis et ses moyens raffinés, menaçait l'existence même du peuple bulgare.

Malgré les efforts séculaires des Turcs et des Grecs pour anéantir ou pour déraciner la population bulgare, celle-ci a su conserver sa conscience nationale;

la participation active des Bulgares thraciens à l'œuvre de la renaissance nationale et les insurrections de grande envergure qu'eux seuls déclanchèrent en Thrace, montrent suffisamment qu'ils poursuivaient avec ardeur leur idéal : la libération de leur pays.

C'est de la Thrace que s'éleva la première protestation des Bulgares contre l'oppression ottomane ; pendant la guerre russo-turque de 1828-1829, les délégués de toute la Bulgarie se réunirent à Andrinople et signèrent une pétition qu'ils remirent au général russe Dibitch Zadbalkansky.

En 1841, les Bulgares de la Thrace, d'accord avec leurs frères de la Dobroudja et de la région de la Morava, se soulevèrent contre le joug turc et, en très peu de temps, les insurgés s'emparèrent d'un vaste territoire. Seulement, née au cœur de l'Empire, l'insurrection était vouée à l'échec et ne tarda pas à être suivie d'une répression sanglante.

Dans les luttes religieuses opiniâtres que le peuple bulgare livra contre la domination phanariote pour la constitution d'une Eglise nationale autonome, les Bulgares thraciens tinrent une place de premier rang. Antime I, le premier Exarque élu après la création de l'Exarchat bulgare par le firman (décret) impérial, en février 1870, était originaire de la Thrace. En outre, l'ouverture d'une Eglise bulgare à Andrinople fut autorisée dès 1831 ; l'importance de ce fait apparaît clairement si l'on considère que la population, purement bulgare, de la ville de Roustchouk, n'eut son Eglise que trente ans plus tard.

En 1876 éclata, en Bulgarie opprimée, la plus grande insurrection contre la domination séculaire, et la population de la Thrace y participa largement. Son centre se trouvait au sud des Balkans, dans la Rou-

mélie orientale. Œuvre de longue haleine, ce grand mouvement insurrectionnel se proposait de soulever et de libérer tout le pays. Il fut sauvagement réprimé par l'armée et par les bandes des bachi-bouzoucks (1).

*
* *
*

Le mouvement révolutionnaire bulgare de 1876, tout en ébranlant les bases de l'Empire ottoman, n'a pas réussi à atteindre le but principal qu'il poursuivait : la libération politique de la Bulgarie. Mais les efforts des insurgés et les sacrifices du peuple bulgare ne furent pas vains. Les atrocités turques, stigmatisées par Gladstone, éveillèrent l'opinion publique endormie en lui révélant que des millions de vies chrétiennes étaient laissées à la merci des barbares infidèles, et provoquèrent l'intervention des chancelleries européennes.

Les Puissances du Concert européen décidèrent la réunion d'une Conférence qui aurait entre autre pour but de régler la Question bulgare. Les représentants des Six se réunirent le 11 décembre 1876 à Constantinople où, dans des séances préliminaires, en l'absence des délégués turcs, ils tombèrent d'accord sur la création d'une Bulgarie, composée de deux vilayets, avec Tirnovo et Sofia comme capitales ; à la tête de chacun serait placé un gouverneur général nommé pour cinq ans par la Sublime Porte, avec l'assentiment des cinq Puissances garantes. Les deux vilayets continueraient de faire partie intégrante de l'Empire ottoman, mais ils seraient dotés d'une autonomie administrative.

(1) Soldats irréguliers de l'armée turque.

De petites parcelles du nord de la Thrace occidentale entraient dans le vilayet de Tirnovo.

Les Ambassadeurs des grandes Puissances à Constantinople n'ont pas voulu englober toute la Thrace dans la Bulgarie autonome. La Grande-Bretagne ne voulait en aucun cas voir les Bulgares, en raison de leur similitude de race avec les Russes, s'installer sur les bords de la mer Egée ce qui, d'après elle, aurait permis à l'Empire du Tzar de lui disputer la maîtrise des mers sur le chemin oriental. Ensuite, la population bulgare de la Thrace occidentale n'était pas bien connue par les diplomates. La carte ethnographique du cartographe allemand Heinrich Kiepert leur fut un document ethnique de tout premier ordre. Malheureusement, comme nous l'avons vu, Kiepert ne connaissait pas, au moment où il élaborait sa carte de l'Est européen, la diffusion exacte des Bulgares en Thrace.

Cependant, aux séances plénières de la Conférence, commencées le 23 décembre 1876, la Turquie, voyant le manque de fermeté des Puissances européennes, et renouvelant ses promesses de mettre à exécution les réformes qu'elle s'était maintes fois engagée à appliquer en vue d'améliorer les conditions de ses sujets chrétiens, opposa un refus formel aux décisions des Ambassadeurs. Le 20 janvier de l'année suivante, les plénipotentiaires se séparèrent sans avoir pu atteindre le but qu'ils s'étaient fixé, mais qu'ils ne désiraient pas tous également voir réaliser.

*
* *

Pendant la guerre libératrice russo-turque de 1877-1878, il fut élaboré par le Prince Tcherkassky, chef

du gouvernement civil en Bulgarie, en collaboration avec les meilleurs connaisseurs de la Question à cette époque, le premier projet de création d'un Etat bulgare sur les ruines de l'Empire ottoman.

Ce projet attribuait à la Bulgarie tout le littoral égéen, depuis le golfe de Salonique jusqu'à l'embouchure de la Maritza. Il faisait entrer, dans les territoires de la Principauté ainsi délimitée, l'importante ville commerciale de Salonique, tandis qu'il en excluait la presqu'île de Chalcidique.

Ainsi, tout le littoral égéen, par conséquent toute la Thrace occidentale, était compris dans les frontières de la Bulgarie.

Ce projet est d'une importance particulière. Elaboré sur une base purement scientifique, il ne tenait compte que des conditions ethniques, économiques et géographiques concernant la Question. Il faisait abstraction de toutes combinaisons politiques et diplomatiques. Il réalisait l'union des Bulgares des provinces égéennes à ceux de l'intérieur. Il tendait à favoriser au maximum le développement économique et commercial de la Bulgarie, en lui attribuant la ville et le port de Salonique. Comprenant tout le littoral égéen, la nouvelle Principauté obtenait, au sud, une frontière naturelle de trois cents kilomètres environ. Ainsi, ce projet donnait-il une satisfaction complète aux justes revendications des Bulgares vers le sud.

*
* * *

Devant les décisions inappliquées des grandes Puissances, les promesses non tenues et les refus répétés des Turcs, la Russie, en vertu d'une sorte de

mandat européen, se décida à agir en faveur des chrétiens de l'Empire. Le 24 avril 1877, elle déclara la guerre à la Turquie ; son armée traversa le Danube et ne s'arrêta que devant la ville fortifiée de Plevna, où Osman Pacha s'était enfermé avec 40.000 soldats turcs. Mais après la prise de cette ville et la défaite ottomane dans le défilé de Chipka défendu âprement, avant l'arrivée du général Gourko, par les volontaires bulgares, le chemin de la capitale turque fut ouvert. Une délégation de plénipotentiaires ottomans, conduite par Server Pacha, ministre des Affaires étrangères de la Sublime Porte, se rendit au quartier général du Grand Duc Nicolas, à Andrinople, où, le 31 janvier 1878, ils signèrent les préliminaires de la paix. Un mois après, le 3 mars 1878, fut conclu à San Stefano, faubourg de Constantinople, le traité portant le même nom.

Au terme de l'article 6 de ce traité, la Bulgarie est constituée en Principauté autonome, tributaire, avec un gouvernement chrétien et une milice nationale. Le même article en fixe les limites.

D'après le Traité de San Stefano, la nouvelle Principauté de Bulgarie englobait dans ses frontières presque tous les territoires peuplés de Bulgares, sauf une partie de la Thrace, laissée aux mains des Turcs. En effet, la frontière sud, du golfe de Salonique se dirigeait vers l'est et atteignait le golfe d'Ofrano, la ville de Salonique et la presqu'île de Chalcidique restant en dehors de la Principauté de Bulgarie. De là, elle suivait la mer Egée jusqu'au golfe de Porto-Lagos d'où, quittant la mer, elle prenait la direction nord puis, tournant à l'est, elle aboutissait, après des zigzags très marqués, à la mer Noire. De cette manière, la partie ouest de la Thrace occidentale, ainsi

que de petites parcelles de l'extrême-nord, entrant dans la Bulgarie autonome.

Le Traité de San Stefano fut élaboré uniquement sur la base des principes posés par le Droit International ; il présente un caractère scientifique, objectif. Dans sa dépêche du 9 avril 1878 au Prince Orlov, ambassadeur de Russie à Paris, le chancelier de l'Empire russe, le Prince Gortschakov, souligne que : « Le seul principe fixe qui ait été posé (1) est celui de la majorité de la population » (2).

Que le principe des nationalités ait été à la base de la délimitation de la Bulgarie au Traité de San Stefano, c'est incontestable. Son application objective défavorisa même la Principauté. Les frontières de la Bulgarie ne suivaient pas même les frontières ethnographiques de la race bulgare. Les plénipotentiaires laissèrent en dehors de la Bulgarie une partie de la Thrace, peuplée en majorité de Bulgares, mais dont la population n'était pas exactement connue de la science ethnographique européenne. Ils laissèrent en outre, en dehors d'elle, la ville de Salonique qui, par son importance commerciale, n'est indispensable qu'au peuple bulgare seulement, au développement normal de son économie nationale.

Cependant, la Bulgarie de San Stefano englobait la grande majorité des Bulgares de la péninsule, possédait la grande partie du littoral égéen avec le port de Cavalla ; ainsi le traité répondait, dans une large mesure, aux aspirations nationales légitimes du peuple bulgare.

(1) Pour la délimitation de la Principauté de Bulgarie au Traité de San Stefano.

(2) *Documents diplomatiques. Affaires d'Orient. Congrès de Berlin, 1878*, p. 44.



Seulement, la création d'une Bulgarie d'après les principes juridiques ne plaisait pas à certaines des grandes Puissances.

Dans sa dépêche retentissante du 1^{er} avril 1878, envoyée aux représentants accrédités auprès des gouvernements des principaux Etats européens, la Grande-Bretagne s'opposa formellement au Traité de San Stefano créant une Bulgarie du Danube à la mer Egée, et exigea sa discussion, article par article, à un Congrès des Puissances signataires du Traité de Paris de 1856 et du Protocole de Londres de 1871 qui se réunirait prochainement. « En vertu des articles qui créent la nouvelle Bulgarie, il se formera, sous les auspices et la direction de la Russie, un puissant Etat slave qui possédera des ports importants sur la mer Noire et dans l'Archipel et qui donnera à l'Empire moscovite une influence prépondérante sur les relations tant politiques que commerciales de ces deux mers », écrit, dans cette fameuse dépêche, le marquis de Salisbury, principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la Grande-Bretagne (1).

Admettre un Etat slave tout près des Détroits et de l'Archipel, c'était, aux yeux des dirigeants britanniques, permettre au puissant Empire du Tzar de commander les portes de la mer Noire, de dominer dans la mer Egée et de menacer ainsi les intérêts britanniques en Orient. La ténacité avec laquelle la Grande-Bretagne poursuivait le démembrement de la Bulgarie, montre nettement qu'elle considérait l'accès des Slaves

(1) *Documents diplomatiques. Affaires d'Orient. Congrès de Berlin, 1878*, p. 37.

à la mer Egée comme un des dangers les plus graves pour ses intérêts impériaux. Pour y parvenir, elle était prête à faire la guerre à la Russie. A cet effet, elle signa, le 4 juin 1878, avec la Turquie, une convention d'« alliance défensive » et se fit céder par le Sultan l'île de Chypre.

Après le refus de Bismarck à l'ambassadeur russe à Londres, le comte Chouvalov, de la proposition de la conclusion d'une convention d'alliance défensive germano-russe, la Russie, épuisée par les sacrifices que la guerre lui avait imposés, finit par s'incliner devant la volonté inflexible de la Grande-Bretagne.

Au Congrès de Berlin, qui s'est tenu du 13 juin au 13 juillet 1878, prirent part les sept Puissances signataires des traités concernant la Question d'Orient.

Les plus importantes des discussions portèrent sur les articles touchant à la création de la Bulgarie et à la délimitation de ses frontières. Pour déterminer les territoires qui devaient entrer dans la nouvelle Principauté, on constitua une commission comprenant les représentants des trois Puissances les plus intéressées : la Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie, où cette dernière eut à lutter contre l'« alliance opportune » austro-britannique ; de même, aux séances plénières du Congrès, elle eut à défendre la cause bulgare seule contre l'Europe antislave unie. Et elle luttait de bon droit ; sa cause était juste ; c'est un but élevé qu'elle poursuivait. Elle sacrifia des milliers de vies humaines pour libérer un peuple soumis, depuis environ cinq siècles, à l'arbitraire d'une tyrannie barbare. Elle ne voulait pas le laisser retomber dans la terreur d'un despotisme féroce ; elle voulait lui épargner des souffrances futures ; elle voulait le sauver de l'exter-

mination ; c'est un sentiment sincère d'humanité et de fraternité qui animait le soldat russe et le poussait au sacrifice de sa vie, dans la lutte pour la libération des frères slaves chrétiens. Elle s'était en outre basée essentiellement, dans la délimitation des frontières de la Principauté au Traité de San Stefano, sur le principe des nationalités.

Cependant, la Russie devait reculer devant les efforts conjugués des Puissances Occidentales et Centrales, qui voyaient leurs intérêts menacés par la création d'une Bulgarie dans les limites fixées par les principes juridiques et déterminées par la diffusion du peuple bulgare.

La nouvelle Principauté serait, d'après elles, entièrement sous l'influence et sous la direction de la Russie, sa libératrice. La formation surtout, d'un puissant Etat slave à proximité des Détroits et sur les bords de la mer Egée, ne pouvait, en aucune manière, être admise par les dirigeants anglais. Cela donnerait à l'Empire russe une influence prépondérante dans le bassin oriental de la Méditerranée, répéta le ministre britannique au Congrès.

Il fallait éviter le danger russe en démembrant la Bulgarie. L'Angleterre a poursuivi ce but avec intransigeance ; elle y est arrivée par son attitude ferme et résolue, par sa menace de faire, s'il le fallait, la guerre à la Russie ; elle y est parvenue grâce à la complicité du Chancelier de fer, tout puissant au Congrès, qui malgré sa déclaration antérieure (1) que « les limites nationales de la Bulgarie descendent à

(1) Le retentissant discours de Bismarck du 19 février 1878, au moment donc de la signature du Traité de San Stefano, en réponse à une interpellation au Reichstag. Georges DESBONS, *La Bulgarie après le Traité de Neuilly*. Paris, 1930, p. 114 et s.

l'ouest, à peu près sans mélange jusqu'au delà de Salonique et vont, à l'est, avec un peu de mélange d'éléments turcs, jusqu'à la mer Noire », appuya la décision anglaise de la manière la plus brutale ; elle y est arrivée grâce à la politique antibulgare de l'Empire d'Autriche-Hongrie qui trouvait, dans la Bulgarie de San Stefano, un obstacle décisif à son expansion vers Salonique. L'Empire dualiste préférait voir les territoires situés au nord et au nord-ouest de cette ville, dominés par l'« homme malade » de Constantinople, plutôt que de les laisser entrer dans les limites de la Bulgarie où, là, ils ne pouvaient plus être l'objet de sa convoitise.

On décida au Congrès de morceler la Bulgarie de San Stefano en trois parties principales. Par l'article I, on imagina une Bulgarie ridicule, érigée en principauté autonome et tributaire, sous la suzeraineté du Sultan, avec un gouvernement chrétien et une milice nationale ; et l'article II en fixa les frontières. On créa ensuite, par l'article XIII, au sud des Balkans, une province qu'on dénomma la « Roumélie orientale », placée sous l'autorité politique et militaire du Sultan, dans des conditions d'autonomie administrative, avec un gouverneur chrétien. Enfin, après avoir distribué certains territoires bulgares aux Serbes et aux Roumains, on décida de restituer, purement et simplement, la Thrace et la Macédoine à la Turquie.

Le cas de démembrement de la Bulgarie au Congrès de Berlin est un cas type parmi ceux où les diplomates méconnaissent les principes juridiques, et spécialement le principe des nationalités ; c'est le modèle des décisions prises en vertu des principes politiques de l'« équilibre européen » et de l'« intégrité territoriale » de l'Empire ottoman.

En effet, les différentes provinces bulgares faisaient l'objet d'un marchandage mesquin, digne des diplomates sans probité. Si la ville de Sofia devait entrer dans les limites de la Principauté de Bulgarie, où la ville de Varna en serait exclue, ou bien les territoires du bassin de la Strouma et de la Mesta, c'est-à-dire la Macédoine orientale et la partie de la Thrace occidentale qui entrerait dans la Bulgarie de San Stefano, ne feraient pas partie de la Roumélie orientale, mais devraient être restituées à la Turquie. Dans aucun autre cas on ne voit mieux le cynisme politique des hommes d'Etat et des diplomates européens les plus en vue du XIX^e siècle. Finalement, on décida d'attribuer à la nouvelle Principauté les villes de Sofia et de Varna, et on exclut de la Roumélie orientale le littoral égéen, qu'on restitua à la Turquie.

Ainsi, le Traité de Berlin, signé le 13 juillet 1878, consacra la ferme résolution des dirigeants britanniques d'écarter toute expansion slave vers les détroits et vers les bords de la mer Egée.

On peut penser que les conséquences du Traité de Berlin ont été défavorables aux intérêts de la Grande-Bretagne.

En effet, les relations économiques et commerciales entre les Etats constituent la base essentielle de leurs rapports politiques et diplomatiques. Les différents Etats entrent en relation, d'abord et surtout, parce que le commerce international les y oblige. C'est en premier lieu d'après ses intérêts économiques et ses relations commerciales qu'un petit Etat fait partie d'un groupe d'amis politiques.

Un grand développement des relations commerciales, à cette époque, entre la Principauté de Bulgarie

et la Russie, n'était pas possible en raison de la similitude de production. La Bulgarie devait commercer surtout avec les pays occidentaux et centraux, pays qui recherchaient ses produits agricoles. Avec les uns, elle ne pouvait commercer que par mer, avec les autres, que par voie terrestre. Le développement des communications sur terre était très insuffisant à cette époque là, tandis que le transport par mer fut, de tout temps, plus facile et moins onéreux.

En expulsant la Bulgarie des bords de la mer Egée, l'Angleterre l'a en même temps éloignée des Puissances occidentales maritimes, et a rendu son commerce avec ces mêmes Puissances, très difficile et pratiquement impossible.

Le parti libéral anglais a compris la force de cette considération. Il accusa le gouvernement d'avoir éloigné la Principauté bulgare des côtes égéennes. Une Bulgarie en possession des rives de la mer Egée se débarrasserait vite de l'influence russe.

Les dirigeants russes eux-mêmes voyaient clairement cette situation. Dans sa dépêche au Prince Orlov que nous avons déjà mentionnée, le chancelier russe, le Prince Gortschakov, souligne que c'est l'Angleterre et les Puissances de commerce méditerranéen plus actif que celui de la Russie qui profiteront, pour exercer leur influence, des ports octroyés à la Bulgarie sur la mer Egée.

Ainsi faite, la critique de l'attitude anglaise au Congrès de Berlin est logique et bien fondée. On souligne la faute du gouvernement britannique, sa mauvaise défense des intérêts impériaux. On va même plus loin ; l'Angleterre a reconnu, dit-on, sa faute : elle protégea l'union de la Roumélie orientale à la Bulgarie, lors de la révolution de Philippopoli en 1885.

Seulement, c'est un raisonnement qui serait juste s'il ne s'agissait que de la Grande-Bretagne et de la Bulgarie, prises isolément, ce qui est pratiquement impossible dans les questions politiques, surtout dans la Question d'Orient où sont mêlés les intérêts de tant d'Etats, où le comportement de chacun est la conséquence d'une complexité de considérations.

Les intérêts britanniques en Orient ne résidaient pas uniquement dans la Question bulgare. De cette question, l'Angleterre pouvait se servir en cas de besoin. Même si on laisse de côté tous les autres aspects de la Question d'Orient, l'« intégrité territoriale » de l'Empire du Sultan dans l'« équilibre européen » la préoccupait beaucoup plus. C'est en soutenant dans la mesure nécessaire l'« homme malade », en vertu de différents principes politiques, qu'elle trouvait l'occasion et les moyens de combattre ses adversaires.

Le Congrès de Berlin est un de ces cas où la Grande-Bretagne n'avait aucune raison juridique pour combattre les Slaves et en particulier le peuple bulgare.

D'abord, les frontières de la Bulgarie, d'après le Traité de San Stefano, n'englobaient que des territoires peuplés principalement de Bulgares.

Ensuite, l'affirmation que c'est la Russie qui créa la Bulgarie est absolument fausse. La Bulgarie s'est créée par la diffusion du peuple bulgare ; les Ambassadeurs des grandes Puissances, siégeant à Constantinople, l'avaient déjà constaté officiellement au nom de toute l'Europe. La Russie, par le Traité de San Stefano, n'a fait que sanctionner en gros les décisions prises par les Ambassadeurs.

On affirmait, en outre, que la Bulgarie se laisserait

influencer et diriger par la Russie, ne fut ce que par reconnaissance envers sa libératrice. Mais l'amitié entre les Etats est fort peu basée sur les sentiments. Les Principautés moldo-valaques doivent aussi leur existence à la Russie ; en outre elles lui sont limitrophes. Malgré tout, elles ont su se rendre parfaitement indépendantes d'elle. On ne voit pas pourquoi la Bulgarie resterait sous l'influence de la Russie, d'autant plus que, géographiquement, elle en est séparée par la Dobroudja du nord, cédée à la Roumanie par le même traité.

Cependant, si l'Angleterre ne pouvait pas combattre les Slaves sur le terrain juridique, elle le put, soutenue par les Puissances de l'Europe centrale, sur le terrain politique. Elle a trouvé les moyens de les combattre, même au dit Congrès, en menaçant ouvertement par la guerre ; elle les trouvera plus facilement encore dans d'autres cas. Elle craint les Slaves dans le bassin oriental de la Méditerranée ; elle les a combattus et elle les combattrà toujours, tant qu'elle le pourra, lorsque ses intérêts vitaux se trouveront en danger.

*
* *

Les diplomates tout puissants décidèrent donc, au Congrès de Berlin, de restituer la Thrace à la Turquie. La population thracienne fut jetée de nouveau sous la domination ottomane. Une oppression inhumaine, d'une part, et des luttes intestines continues, d'autre part, caractérisèrent les dernières années du xix^e siècle et le commencement du xx^e en Thrace.

En août 1903, la population bulgare se souleva contre la tyrannie turque ; la participation massive des Bulgares dans cette grande insurrection soigneu-

sement préparée, montra clairement, comme l'attestent les rapports des consuls anglais et français du mois d'août 1903, le degré de leur conscience nationale. Les Bulgares de la partie est de la Thrace occidentale surtout, occupèrent le premier rang dans la lutte. Le 28 août 1903, le consul britannique à Constantinople, Sir N. O' Conor, manda à Lord Lansdowne, que le centre d'insurrection semblait s'être transporté de la Macédoine dans le vilayet d'Andrinople.

Après la répression féroce qui s'ensuivit, les Puissances décidèrent d'introduire dans la Turquie d'Europe le programme élaboré à Mürzsteg, en octobre 1903, par les ministres russe et autrichien ; mais quelques années plus tard, la révolution jeune-turque, par les illusions qu'elle créa, rendit inutile la présence, en Turquie d'Europe, de la mission internationale, et mit fin à l'application de ce programme.

SECTION II.

Après les guerres balkaniques.

§ 1. — *Les Traités de 1912-1913.*

Le Traité de Berlin et la réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie étaient loin d'être conformes aux aspirations nationales des Bulgares et des autres peuples balkaniques.

En effet, presque toute la partie européenne de l'Empire ottoman était peuplée de chrétiens. Les populations de ces territoires subissaient toujours l'oppression tyrannique et, soutenues par l'espoir qu'attisaient des luttes insurrectionnelles répétées, vivaient dans l'attente d'une libération proche. En outre, les jeunes Etats balkaniques dont certains

s'étaient appliqués, et avec succès, à développer au maximum leurs forces militaires, n'attendaient que le moment opportun pour agir.

La révolution jeune-turque, en 1908, hâta considérablement ce moment. Après des soi-disant réformes parlementaires et constitutionnelles qui donnèrent de grandes illusions aux sujets chrétiens du Sultan, les jeunes Turcs s'appliquèrent à fondre les masses indigènes dans la population musulmane. Les résultats de cette politique excessive ne tardèrent pas à se manifester. Une vive résistance fut, à l'intérieur, opposée aux jeunes Turcs par les chrétiens poussés par leur instinct de conservation. Les pays balkaniques s'agitèrent, à l'extérieur. On ne permettra pas aux Turcs de réaliser ce qu'ils n'ont pu faire au cours des siècles.

Dans des pourparlers engagés entre les gouvernements des Etats balkaniques, en vue d'une action commune contre l'Empire ottoman, les diplomates bulgares, représentant le pays le plus important possédant l'armée la mieux organisée (1), jouèrent le rôle principal. Le 29 février 1912, la Bulgarie signa, à Sofia, avec la Serbie, un traité d' « amitié et d'alliance » et une annexe secrète à ce traité ; deux mois et demi après, le 16 mai 1912, elle conclut, dans la même ville, avec la Grèce, un traité d' « alliance défensive ». En outre, un accord verbal intervint, au mois d'août 1912, entre la Bulgarie et le Monténégro. Aucun traité n'existait entre la Serbie et la Grèce ; on considérait la liaison avec Sofia à la fois nécessaire et suffisante.

(1) D'après les traités et les conventions militaires, la Bulgarie devait fournir de 200.000 à 300.000 soldats, la Serbie au moins 150.000 hommes et la Grèce 120.000 au moins.

On représente parfois l'Alliance des Etats balkaniques de 1912, comme l'ébauche d'une Confédération d'Etats et même d'une Fédération balkanique.

On donne vraiment trop de sens aux textes, œuvres imparfaites de diplomates rusés, et fondés exclusivement sur des conditions purement politiques.

L'Alliance balkanique de 1912 n'était pas une alliance à base solide ; elle ne reposait pas sur des conditions économiques durables, non plus que sur un sentiment populaire positif, auxquels elle était étrangère.

L'Alliance des Etats balkaniques de 1912 était formée sur une base purement politique, instable. Elle donnait à ces Etats le moyen d'atteindre le but qu'ils poursuivaient : l'écrasement de l'Empire ottoman et la libération des territoires européens peuplés de chrétiens. Ce but atteint, l'Alliance n'avait plus raison d'être ; elle se disloqua par suite de l'effondrement de sa base, par suite de la disparition des conditions de sa création et de son existence. Bien plus, en pratique, elle se disloqua avant même que le but ait été complètement atteint.

On considère à l'étranger, par esprit synthétique, qu'une Fédération des Etats balkaniques est facilement réalisable. Toutes les conditions requises, dit-on, sont remplies.

Cependant, une analyse plus ou moins approfondie des conditions essentielles à sa réalisation conduit à des conclusions opposées.

D'abord, les différences de productions nationales amènent les divers Etats à entrer en relations d'échange réciproque de leurs produits, à resserrer leurs liens le plus étroitement possible, et à rendre ainsi moins onéreux les échanges. La production de

tous les Etats balkaniques, sauf pour l'un d'eux, a comme source l'agriculture et l'élevage ; et ce pays défavorisé du point de vue agricole (son élevage est d'ailleurs très développé) peut, en raison de sa situation géographique et de la facilité de ses communications, commercer plus aisément avec l'étranger et s'y approvisionner à meilleur marché. En outre, les frontières politiques des Etats des Balkans, si elles suivaient les limites ethnographiques des différents peuples, assureraient, de la meilleure manière, le commerce extérieur de chaque nation balkanique.

Ensuite, l'opinion dans les Balkans est fermée à toute idée fédérative. Les peuples balkaniques la repoussent ; en raison des différences de race, de langue, de mentalité, il leur est impossible de s'entendre psychologiquement. Si le peuple bulgare peut vivre en commun avec ses frères de l'ouest, l'esprit astucieux et prétentieux de certains de ses voisins lui répugne.

Nous ne parlerons pas de la tradition historique. La haine entre les peuples balkaniques, fondée sur les prétentions injustifiées de certains d'entre eux, et attisée du dehors par les intrigues des Grands, suffit à démontrer l'action anti-unitaire de ce facteur puissant.

De toutes les conditions, il n'y en a qu'une seule, le voisinage des Etats balkaniques entre eux, qui milite en faveur d'une union plus ou moins serrée. Mais le voisinage n'engendre pas uniquement le rapprochement ; bien au contraire, il conduit le plus souvent à des résultats tout à fait opposés ; la preuve en est donnée. En outre, il n'est pas uniquement la caractéristique des pays des Balkans ; au même titre, beaucoup d'Etats voisins, sinon tous, devraient s'unir.

De sorte qu'il est difficile, aujourd'hui tout au moins, de parler d'une union politique entre les Etats de la péninsule des Balkans. Ce qu'il leur faut, ce qui répondrait à leur développement normal, c'est une amitié sincère, basée sur la réalisation de l'idéal national juste et sensé de chaque peuple.

Nous ne nous occuperons pas de la répartition, d'après ces traités, des territoires ottomans sujets à l'action militaire commune des Etats de l'Entente balkanique, et situés à l'ouest de la Mesta. Nous ne considérerons ici que les textes des traités ci-dessus mentionnés, concernant les territoires libérés situés à l'est du même fleuve.

Dans l'ensemble, on constate l'absence de dispositions précises sur la répartition des territoires conquis. On est enclin à croire que les diplomates des Etats contractants ont voulu se réserver le droit de soulever, lorsqu'il serait opportun, de nouvelles prétentions, et d'engendrer ainsi des disputes et des guerres futures entre les Alliés d'aujourd'hui.

En effet, il n'y avait, dans le traité gréco-bulgare, aucune disposition concernant le partage des territoires turcs libérés. Toutefois, nous nous hâtons de remarquer, ce que nous allons voir un peu plus loin, qu'il n'existait aucune convoitise de la part de la Grèce sur la Thrace occidentale.

Il n'y avait qu'un seul texte qui traitait de l'attribution de la province en question. L'article 2 de l'annexe secrète au traité serbo-bulgare du 29 février 1912 précise : « La Serbie reconnaît à la Bulgarie le droit sur les territoires à l'est des Rhodopes et de la rivière Strouma ». La Serbie reconnaissait donc à la Bulgarie son droit, non seulement sur toute la Thrace, mais

aussi à l'ouest, sur la Macédoine orientale, jusqu'à la dite rivière.

Devant la menace d'une guerre balkanique, au milieu d'une stagnation générale en Europe, les grandes Puissances cherchèrent à se concentrer et à résoudre les difficultés survenues. Le 14 août 1912, le cabinet de Vienne lança la fameuse proposition du comte Berchtold pour l'introduction progressive d'une décentralisation administrative en Turquie d'Europe. Deux mois après, le 8 octobre, les grandes Puissances européennes remirent, à Constantinople, une note collective invitant la Sublime Porte à une discussion immédiate, dans l'esprit de l'article 23 du Traité de Berlin, et de la loi sur les vilayets, de 1880, en vue d'introduire les réformes que comportait l'état de la Turquie d'Europe, étant entendu qu'elles ne porteraient pas atteinte à l'intégrité territoriale de l'Empire.

Le même jour, les gouvernements russe et austro-hongrois, au nom des Puissances européennes, déclarèrent, par une note ferme, aux Etats de l'Entente balkanique, qu'ils réprouvaient énergiquement toutes mesures susceptibles d'amener la rupture de la paix, que les dites Puissances prendraient en main la question des réformes à appliquer en Turquie d'Europe, et que si, néanmoins, la guerre venait à éclater, elles n'admettraient, à l'issu du conflit, aucune modification du *statu quo* territorial.

Après la réponse négative de la Sublime Porte à la note des Puissances, par laquelle le gouvernement turc déclara appliquer les réformes nécessaires, lui seul, en dehors de toute ingérence européenne, les Etats de l'Alliance balkanique remirent à la Turquie, le 12 octobre, une note lui proposant des réformes

concrètes à introduire, sur la base du principe des nationalités (1). Une semaine plus tard, le 18 octobre 1912, en l'absence d'une réponse de la Sublime Porte, les Alliés déclarèrent la guerre à la Turquie.

Et on a vu, pour la première fois depuis la Révolution française, la force prodigieuse des peuples en armes. En moins de trois semaines, les armées des Alliés balkaniques s'emparèrent, à l'exception de certaines forteresses assiégées parmi lesquelles Andrinople, de tous les territoires de la Turquie d'Europe, jusqu'à Boulair et Tchataldja à quelques kilomètres de la capitale ottomane.

Redoutant une entrée des troupes bulgares à Constantinople, le gouvernement turc sollicita, sans succès, la médiation des Puissances, puis s'adressa directement à l'Etat-major de l'armée bulgare, demanda la conclusion d'un armistice qui fut signé à Tchataldja, le 3 décembre 1912, et d'après lequel les armées bellicérantes restaient sur leurs positions.

* * *

Au cours des négociations qui eurent lieu à Londres, les Alliés balkaniques proposèrent d'abord à la Turquie, comme base de discussion des conditions de la paix, la cession de tous les territoires situés à l'ouest de la ligne de Maratira-Rodosto, excepté la presqu'île de Gallipoli. Les Turcs, de leur côté, rejetèrent ces conditions, et surtout, ils refusèrent de céder la ville d'Andrinople. Ainsi, les pourparlers se prolongèrent indéfiniment. Devant la menace d'une

(1) Autonomie administrative des provinces, gouverneurs généraux belges ou suisses, assemblées provinciales électives, liberté d'enseignement, gendarmerie, milice nationale, etc...

reprise des hostilités, les Puissances exercèrent, en vue de la cession de la ville d'Andrinople aux Alliés, une pression sur la Turquie, qui finalement acquiesça.

A ce moment-là, un Coup d'Etat à Constantinople renversa le gouvernement, et les nouveaux dirigeants turcs repoussèrent les conditions sur lesquelles on était tombé d'accord. En conséquence, les hostilités reprirent et, après de nouvelles défaites ottomanes et la chute d'Andrinople, les négociations recommencèrent et aboutirent à la signature à Londres, le 30 mai 1913, d'un traité, entre la Turquie et les Etats de l'Alliance balkanique, d'après lequel cette première céda aux Alliés tous les territoires jusqu'à la ligne Midia Enos.

C'est ainsi que la Thrace entière fut abandonnée aux Alliés par la Turquie. L'attribution de la Thrace occidentale à la Bulgarie par les accords ultérieurs qui devaient intervenir entre les Etats de l'Alliance balkanique, en vue de la répartition des territoires libérés, ne faisait aucun doute.

La Serbie était loin de réclamer quoi que ce soit du littoral égéen ; en outre, elle avait, par l'annexe secrète au traité serbo-bulgare du 29 février 1912, reconnu le droit exclusif de la Bulgarie sur cette région.

Le traité gréco-bulgare n'avait fait aucune allusion au partage des territoires qui seraient conquis après la défaite turque. Mais les Grecs n'avaient aucune prétention territoriale sur la Thrace occidentale. Il leur paraissait tout naturel qu'elle fût donnée à la Bulgarie.

Dans un discours prononcé à la Chambre d'Athènes en mars 1913, Monsieur Véniselos, Premier ministre grec, rejeta catégoriquement toute idée d'extension

de la Grèce sur les territoires situés à l'est de la Strouma (1), même si la Bulgarie s'y montrait disposée. « Et cela non parce que ces endroits ont été conquis par nos alliés, ou qu'ils les demandent, mais parce que nous y sommes forcés par des conditions géographiques ». Et il ajouta : « Je n'accepterais pas une pareille frontière pleine de danger pour nous ; car si nous devions nous étendre sans solution de continuité le long de la mer, pour arriver à englober toutes les populations grecques de la Thrace, la Grèce ainsi allongée sans posséder une colonne vertébrale le long de la mer serait plus faible que si ses frontières s'arrondissaient dans un autre sens » (2).

De même, en 1913, avant la signature du Traité de Londres, le délégué Ghenadios demandait comme future frontière gréco-bulgare « la ligne des lacs qui se trouve à la base de la presqu'île de Chalcidique ; en arrière à une distance suffisante de Salonique, pour que la ville ne soit pas à la portée des canons bulgares » (3).

Ainsi, le droit de la Bulgarie sur la Thrace occidentale n'était pas contesté par ses alliés. Les représentants les plus qualifiés de la Grèce en reconnaissaient expressément le bien fondé.

*
*
*

Les territoires cédés au Traité de Londres par la Turquie durent être partagés entre les États de l'Entente balkanique.

(1) Les territoires du littoral macédonien entre la Strouma et la Mesta et les territoires de la Thrace.

(2) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922*, t. I, p. 56.

(3) I. IVANOV, *Les Bulgares devant le Congrès de la Paix*. Berne, 1919, p. 195.

Le caractère politique et temporaire de l'Alliance ne tarda pas à produire ses effets. Certains des Alliés croyaient, par suite du changement des conditions politiques et militaires, avoir des droits illimités, et s'efforçaient d'accaparer le maximum des territoires libérés ; leurs prétentions s'élargirent en proportion du renversement de la situation politique.

Ce n'est pas ici la place de critiquer les uns et de justifier les autres. L'absence de précision dans les traités conclus était la cause apparente de la querelle entre les Alliés. L'épuisement de l'armée bulgare à la suite de l'immense effort fourni pour la cause commune, l'avidité des alliés de la Bulgarie et la menace roumaine, en constituaient la cause profonde.

La question essentielle qui suscitait les disputes entre les Alliés balkaniques et les amenait à la guerre, était le sort futur de la Macédoine et de Salonique, tandis que celle de la Thrace occidentale ne soulevait aucune difficulté. La Thrace entière, d'après les Alliés, serait attribuée à la Bulgarie. Bien plus, elle n'avait pas à faire l'objet d'une attribution ; elle était considérée comme terre bulgare et devait tout naturellement revenir à la Mère Patrie ; nous en trouvons la confirmation dans les accords gréco-serbes de 1913, conclus en secret contre la Bulgarie, et ayant pour but de la frustrer des territoires qui, en droit, devaient lui appartenir.

Ainsi, par le protocole secret gréco-serbe, signé à Athènes le 5 mai 1913, avant donc la signature du Traité de Londres, les soi-disant alliés bulgares, se partageant les territoires conquis, laissèrent non seulement toute la Thrace à la Bulgarie, mais aussi à l'ouest d'elle la ville et la région de Cavalla.

De même, un mois plus tard, lorsque la guerre

entre la Bulgarie et ses alliés paraissait inévitable, et que les Grecs et les Serbes conclurent le 1^{er} juin 1913, à Salonique, un traité secret par lequel ils se garantissaient réciproquement, contre la Bulgarie, les territoires libérés en commun, qu'ils se répartissaient entre eux seuls, la Grèce ne souleva aucune prétention sur la Thrace qui fut laissée tout entière à la Bulgarie avec la même région de l'ouest.

Ce fait est particulièrement important. En effet, les Grecs et les Serbes conclurent leurs accords *contre* la Bulgarie, à *son insu* et *juste à la veille* de la guerre contre elle ; ils se répartissaient entre eux des territoires bulgares libérés, ils se les garantissaient réciproquement, sans avoir engagé aucune discussion avec la Bulgarie menacée, d'un autre côté, par une invasion roumaine et turque ; et ils décidèrent de *lui laisser* la Thrace occidentale. Le caractère bulgare de cette région était à tel point évident que, même dans ces circonstances, il paraissait impossible à la Grèce de soulever une prétention quelconque de ce côté.

* * *

Devant les armées réunies et les forces fraîches de ses anciens alliés d'une part, préparée d'avance sur des positions d'attaque solides, et devant l'invasion roumaine et turque d'autre part, la Bulgarie, à la suite des divergences de vues de ses dirigeants, a dû céder après de premiers combats malheureux.

On ne peut ne pas exprimer sa juste indignation contre la lâche invasion de l'armée roumaine. Voyant l'isolement complet de la Bulgarie, restée seule contre ses ex-alliés et la Turquie, et profitant de l'épuisement de l'armée bulgare, la Roumanie, au nom de

L' « équilibre balkanique », et en vue d'avantages stratégiques, réclama de la Bulgarie la cession, en sa faveur, de la Dobroudja du sud avec le fort de la Silistra sur le Danube ; et, saisissant le moment où les troupes bulgares se trouvaient à la frontière serbo-grecque et turque, son armée passa le Danube, envahit, sans rencontrer la moindre résistance, toute la Bulgarie du nord, et menaça Sofia. Cette « glorieuse » campagne contribua largement à démoraliser l'armée et la population bulgares, et aida ainsi au maximum les adversaires de la Bulgarie. Une Conférence se réunit à Bucarest où la Roumanie, la Serbie et la Grèce devaient discuter avec la Bulgarie les conditions de la paix. La Turquie, malgré son désir exprimé d'y prendre part, ne fut pas admise. Les débats proprement dits entre les représentants des deux parties étaient exclus ; les Alliés dictaient les conditions de la paix à la Bulgarie qui ne pouvait faire autrement que de les accepter. Le rôle décisif et l'attitude brutale et menaçante des représentants roumains furent manifestes.

Dans ces circonstances particulièrement défavorables à la Bulgarie, on décida à la Conférence de lui laisser aussi bien la Thrace orientale que la Thrace occidentale.

Il est vrai que les prétentions grecques sur le littoral égéen augmentèrent. Le roi Constantin voulait s'emparer du port de Cavalla et Véniselos, contrairement à ses opinions, ne pouvait ou ne voulait pas aller contre le désir du souverain grec. Finalement, à la suite des interventions répétées de l'empereur Guillaume et de la promesse austro-russe de garantir à la Bulgarie la révision du traité, la région convoitée

fut donnée à la Grèce, et le traité fut signé le 11 août 1913 (1).

Mais c'est là, à la Mesta, à la frontière thraco-macédonienne, que s'arrêtaient les convoitises grecques. Aucune prétention ne fut soulevée de la part de la Grèce sur la Thrace occidentale. Dans cette Conférence sans débats entre les parties adverses, où la Bulgarie, *abandonnée à la merci* de ses ennemis, sous la menace d'une occupation entière, *était obligée* d'accepter les conditions de paix dictées, les Alliés, parmi lesquels la Grèce, décidèrent de *lui laisser* la Thrace occidentale. Ne prouve-t-on suffisamment, par ce traité et par les traités précédents, que la Thrace occidentale est bulgare ? Un esprit normal, non empoisonné par la propagande grecque, peut-il admettre que la Grèce, maîtresse de la situation, en face de la Bulgarie isolée et vaincue, n'aurait pas au moins manifesté quelque ambition du côté de la Thrace occidentale, si elle avait eu le moindre droit sur elle ?

Le Traité de Bucarest, signé le 11 août 1913, est, avec les autres actes internationaux concernant la question, la preuve *irréfragable* que la Thrace occidentale est un pays bulgare.

* * *

Profitant de la situation difficile dans laquelle se trouvait la Bulgarie, la Turquie força la frontière fixée par le Traité de Londres, presque complètement dé-garnie, l'armée bulgare étant concentrée sur la fron-

(1) Au cours de la guerre de 1914-1918, prévoyant les résultats fâcheux du traité, Véniselos, président du Conseil du cabinet grec, conseilla par ses lettres du 11 et du 17 janvier 1915, au roi Constantin, de céder Cavalla à la Bulgarie. Voir A. DUBOSCQ, *L'Orient méditerranéen*. Paris, 1917, p. 88 et s.

tière serbo-grecque, et envahit la Thrace orientale.

Les grandes Puissances et les Alliés balkaniques insistèrent auprès de la Porte, pour qu'elle se conforme aux stipulations du dit traité, et qu'elle retire ses troupes au delà de la ligne Midia-Enos. Elles proposèrent en même temps au gouvernement bulgare de se mettre en relations directes avec la Turquie, en vue d'arriver à un arrangement entre les deux pays.

A la suite du refus de la Sublime Porte d'évacuer les territoires envahis, des pourparlers directs entre les gouvernements bulgare et turc aboutirent, le 29 septembre 1913, à la conclusion d'un accord, à Constantinople. La Bulgarie devait céder à la Turquie toute la Thrace orientale et, à l'ouest de la Maritza, une bande de territoire de la Thrace occidentale avec les villes de Dimotika et Karagatch, faubourg d'Andrinople.

Cette solution présentait un gros inconvénient pour le peuple bulgare, puisque l'unique voie ferrée reliant la Bulgarie au port de Dédéagatch sur la mer Egée, longeait la rive droite de la Maritza, traversait, par les villes de Karagatch et de Dimotika, les territoires cédés à la Turquie, et se trouvait ainsi interceptée par les Turcs. De la sorte, c'est d'abord et surtout les intérêts économiques de la Bulgarie qui étaient gravement compromis. En outre, du point de vue militaire, la Turquie possédait, sur la rive droite de la Maritza, une « tête de pont » constituant un point de départ efficace dans une éventuelle attaque contre la Bulgarie.

§ 2. — *Au cours de la guerre de 1914-1918.*

Au cours de la première année de la guerre, pour attirer la Bulgarie de leur côté, les quatre Puissances de l'Entente, par une note du 29 mai 1915 (1), lui accordèrent et lui garantirent, entre autres, la Thrace orientale jusqu'à la ligne Midia-Enos, et s'engagèrent à déployer tous les efforts nécessaires auprès du gouvernement hellénique, pour lui assurer la cession de Cavalla.

Les Puissances de l'Entente accordaient à la Bulgarie des territoires à l'est de la Thrace occidentale bulgare ; elles s'engageaient, en outre, à déployer tout leur zèle, pour lui assurer la cession des territoires à l'ouest de cette province ; elles reconnaissaient donc implicitement le caractère bulgare de la Thrace occidentale, exactement comme tout autre territoire de la Bulgarie ; elles confirmaient la souveraineté de l'Etat bulgare sur cette région, et elles auraient dû en tenir compte par la suite.

* * *

Dans la deuxième moitié de l'année 1915, il semblait évident que la Bulgarie, dans la guerre qui déchirait l'Europe, se rangerait aux côtés des Etats de la Triple Alliance. En effet, le 6 septembre 1915, elle signa un traité avec les Puissances Centrales, et au cours du même mois, elle déclara la guerre aux Etats de l'Entente. Trois jours auparavant, par l'entremise de l'Allemagne, les gouvernements bulgare et turc signèrent à Sofia un traité par lequel la Turquie cédait

(1) I. IVANOV, *Les Bulgares devant le Congrès de la Paix*. Berne, 1919, p. 272 et s.

à la Bulgarie la bande étroite de la Thrace occidentale sur la rive droite de la Maritza, avec les villes de Karagatch et de Dimotika.

Ainsi, toute la Thrace occidentale appartenait à la Bulgarie et, de cette manière, les revendications légitimes bulgares sur cette province recevaient pleine satisfaction.

SECTION III.

Depuis la guerre de 1914-1918.

§ 1. — *Le Traité de Neuilly, du 27 novembre 1919.*

En 1915, la Bulgarie se rangea aux côtés des Puissances Centrales ; son entrée dans la guerre eut une répercussion des plus importantes sur le front d'Orient.

D'abord, elle ajouta ses forces totales dans la balance militaire, du côté des Centraux.

Ensuite, sa position géographique permettait de prendre à revers la Serbie et la Roumanie qui, serrées de deux côtés, furent vite écrasées.

Enfin, elle détenait toutes les voies terrestres qui reliaient l'Europe et le proche Orient asiatique. De cette manière, la liaison des Puissances Centrales avec l'Empire ottoman fut établie. Toute l'étendue du Rhin au golfe Persique se trouvait, sans interruption, aux mains de la Triplice qui pouvait ainsi exercer un contrôle direct sur les Détroits, et diviser le front de ses adversaires.

Après trois rudes années de guerre, l'armée bulgare épuisée, insuffisamment armée, et laissée presque seule contre un adversaire supérieur en nombre et en matériel, devait subir la défaite ; et l'armistice, demandé à la suite des déclarations du Président Wil-

son et des gouvernants de l'Entente, fut signé, le 29 septembre 1918, à Salonique, entre les délégués bulgares et le général Franchet d'Esperey, Commandant en chef des armées alliées en Orient.

L'armée bulgare était obligée, d'après cet acte, d'évacuer les territoires serbe et grec qu'elle occupait depuis les hostilités ; mais l'administration bulgare devait continuer à fonctionner sur les territoires du royaume de Bulgarie. La Thrace occidentale, province bulgare, restait par conséquent, comme tous les autres territoires du royaume, administrée par les Bulgares. Rien ne permettait de supposer qu'elle serait l'objet d'un transfert de souveraineté, d'autant plus que l'Entente demanda à la Bulgarie son aide pour une expédition éventuelle sur Constantinople.

Cependant, la guerre ne s'est pas terminée par une paix juste, une paix qui excluait toute annexion, comme l'avaient proclamé préalablement les vainqueurs. Au contraire, les traités de paix, et spécialement celui imposé à la Bulgarie, étaient l'expression la plus claire de la contrainte exercée sur les vaincus. Ils consacraient le droit de la force et méconnaissaient les principes humanitaires et juridiques. Ils sacrifièrent les intérêts essentiels des vaincus aux ambitions exorbitantes des vainqueurs.

A la Conférence de Paris, où les chefs des Puissances victorieuses élaboraient les traités de paix, la haine contre les vaincus régnait aux séances. La délégation bulgare, convoquée, arriva à Paris le 25 juillet 1919, et fut enfermée au château de Madrid, à Neuilly-sur-Seine. Aucun de ses membres n'avait le droit d'en sortir ; la peur qu'ils ne se rencontrassent avec des amis politiques était, aux yeux des vain-

queurs, un motif suffisant pour prendre cette mesure.

Aucun débat n'eut lieu, aux séances. La délégation bulgare n'avait qu'un seul moyen de communiquer avec la Conférence des vainqueurs : envoyer des lettres et des mémoires de sa résidence forcée ; mais le texte définitif du traité qu'elle signa le 27 novembre 1919, fut rédigé uniquement par les tout puissants, sans tenir compte des exposés envoyés.

La France soutenait ardemment ses amis balkaniques, tandis que le Premier britannique voulait faire de la Grèce un Etat d'étendue et de population égales à celles de la Roumanie et de la Yougoslavie, et qui, en possession des côtes égéennes et des territoires proches des Détroits, transformerait la mer Egée en mer intérieure grecque, et assurerait à la Grande-Bretagne le contrôle sur le Bosphore et les Dardanelles.

Seuls, les Américains tentèrent de rester fidèles aux déclarations et engagements antérieurs.

Lorsque la délégation bulgare arriva à Paris, le Président Wilson, avec les membres de la délégation américaine, était déjà parti pour les Etats-Unis, où les difficultés soulevées par le Sénat américain, qui ne voulait pas accepter le Traité de Versailles, rendaient sa présence indispensable. La nouvelle délégation américaine s'opposa aux desseins anglais et aux visées grecques sur la Thrace occidentale. Elle insista pour que cette dernière province fût laissée à la Bulgarie, et que la Thrace orientale lui fût cédée jusqu'à la ligne Midia-Rodosto.

Interprétant le onzième point du message du Président Wilson, le colonel House, après avoir traité de la Dobroudja et de la Macédoine, souligna : « D'autre part, la Bulgarie devra posséder la Thrace jusqu'à la

ligne Midia-Enos ou même jusqu'à la ligne Midia-Rodosto », confirmant ainsi la souveraineté bulgare sur la Thrace occidentale.

En outre, le rapport du 21 janvier 1919 de la Commission américaine chargée d'étudier spécialement les questions en Orient, intitulée « Outline of Tentative Report », affirme la nécessité de laisser la Thrace occidentale à la Bulgarie. « La Bulgarie doit être confirmée dans la possession de cette partie du littoral de la mer Egée, qui lui était laissé en vertu du Traité de Bucarest de 1919 ».

Ainsi, le projet anglo-grec d'attribuer toute la Thrace occidentale à la Grèce, fut contrecarré par l'opposition des Américains, et la Conférence s'est arrêtée au compromis de l'article 48, d'après lequel la Bulgarie renonce à cette province, en faveur des Principales Puissances alliées et associées qui constituaient le Conseil des Cinq : « La Bulgarie renonce en faveur des Principales Puissances alliées et associées à tous ses droits et titres sur les territoires de la Thrace qui appartenaient à la Monarchie Bulgare et qui, situés au delà des nouvelles frontières de la Bulgarie telles qu'elles sont décrites à l'article 27-30, Partie II (Frontières de la Bulgarie), ne sont actuellement l'objet d'aucune attribution ».

« La Bulgarie s'engage à reconnaître les dispositions que les Principales Puissances alliées et associées prendront relativement à ces territoires, notamment en ce qui concerne la nationalité des habitants ».

« Les Principales Puissances alliées et associées s'engagent à ce que la liberté des débouchés économiques de la Bulgarie sur la mer Egée soit garantie ».

« Les conditions de cette garantie seront fixées ultérieurement ».

Tout le monde était convaincu que cette province serait dotée d'un régime international sous la protection de la S. D. N., ou placée sous le mandat d'une des grandes Puissances victorieuses, ou érigée en Etat autonome. Ainsi la population thracienne pourrait rester sur les terres ancestrales ; en outre, ces décisions répondraient plus ou moins largement aux intérêts économiques de la Bulgarie.

* * *

Pressées par le déroulement rapide des événements politiques en Orient, les Puissances ne perdaient pas de temps ; elles ne tardèrent pas à occuper la Thrace occidentale pour pouvoir ainsi plus vite en régler le sort définitif.

En effet, avant même la signature du Traité de Neuilly, l'armée bulgare fut contrainte d'évacuer la Thrace occidentale qui fut en même temps, vers la mi-octobre 1919, occupée par les troupes alliées.

L'armée d'occupation fut presque exclusivement française : six bataillons et un régiment de cavalerie. Une compagnie italienne dans la ville de Féré et un peloton hindou marquèrent le caractère interallié de l'occupation.

La province fut administrée par des officiers français, et le général Charpy fut nommé Gouverneur général de la Thrace occidentale et délégué du Commandant en chef des armées alliées en Orient. Elle fut divisée en six districts avec, à la tête de chacun, un contrôleur militaire français, et un contrôleur civil et son adjoint pris parmi la population indigène. Le

Gouverneur général fut assisté dans sa tâche par le Bureau politique et administratif, composé d'officiers français, et par le Conseil Supérieur Administratif, sorte de petit Parlement, comprenant quinze membres appartenant aux diverses nationalités.

Devant les énormes difficultés qu'elle rencontrait dans ce pays abattu par les maux de la longue guerre, l'administration française a su s'y prendre en tout, avec une maîtrise étonnante.

Des travaux importants furent entrepris, tels que la reconstruction des routes et des ponts détruits et l'assèchement des marais ; les gouvernants marquèrent par là leur ferme volonté de stimuler l'économie du pays. Par la sage manipulation des deniers publics et en étroite collaboration avec la Banque Nationale de Bulgarie, l'administration fit assainir les finances publiques, et les recettes donnèrent, après six mois de régime interallié, un excédent de six millions de levas.

En outre, malgré le mélange des populations, les haines religieuses et raciales, l'administration française, avec beaucoup d'habileté, arriva à établir l'entente entre les Bulgares et les Turcs et à amener un apaisement entre eux et les Grecs favorisés par le Commandant en chef des armées alliées en Orient.

Enfin, l'organisation d'une justice impartiale et la séparation du culte, de l'enseignement, furent des mesures adéquates au développement culturel et au respect réciproque des différentes nationalités.

§ 2. — *La Conférence de San Remo et le Traité de Sèvres.*

Peu après la signature du Traité de Neuilly, à la suite du refus catégorique du Sénat de Washington d'accepter le Traité de Versailles, la délégation améri-

caine se retira définitivement de la Conférence de la Paix. Les quatre grandes Puissances de l'Entente se réunirent dans la petite ville italienne de San Remo au mois d'avril 1920, à une Conférence qui avait pour but principal d'arrêter les conditions de paix à imposer à la Turquie.

A ce moment, la France venait d'occuper Francfort où elle avait besoin de l'appui anglais. En échange, il était tout naturel, d'après les rapports diplomatiques « cordiaux » comportant des compensations réciproques, qu'elle se désintéressât, dans une certaine mesure, de la Question d'Orient, et qu'elle y soutînt la Grande-Bretagne.

Ainsi, en l'absence de la délégation américaine, l'unique défenseur des intérêts légitimes bulgares, la Grande-Bretagne était maîtresse à la Conférence. Elle ne voulait à aucun prix voir la France s'installer à proximité des Détroits. Convaincue de la loyauté grecque, elle fit attribuer à son « soldat en Orient » tous les territoires avoisinant la zone internationale qu'on se proposait de créer autour du Bosphore et des Dardanelles. Malgré la volonté contraire et les protestations énergiques de la population thracienne, la Thrace tout entière, jusqu'à Tchataldja, fut donc donnée à la Grèce qui obtenait, en outre, les côtes égéennes de l'Asie Mineure, notamment la région de Smirna, et contentait ainsi (1) ses prétentions élatiques démesurées.

De cette manière, l'Angleterre s'assurait le contrôle effectif des Détroits, sans soulever l'indignation de ses alliés et sans créer d'inquiétudes parmi eux.

(1) La mer Egée devenait alors une mer intérieure grecque.

* * *

Sans attendre que les décisions de la Conférence de San Remo prennent la forme juridique, la Grèce occupa, le mois suivant, la Thrace occidentale, écrasa le faible mouvement qui se dressa contre elle, en Thrace orientale, et entra à Andrinople fin juillet 1920.

Le Traité de Sèvres, conclu entre les quatre Principales Puissances alliées et associées et la Grèce, et signé le 10 août 1920, sanctionna les décisions prises, quelques mois auparavant, à la Conférence de San Remo. La Thrace tout entière fut, soi-disant, attribuée définitivement à la Grèce.

Seulement, en raison des événements militaires et politiques survenus en Orient, ce traité ne fut jamais ratifié. Ainsi, l'occupation grecque en Thrace manquait de base juridique.

Pour tourner la difficulté, les Principales Puissances alliées et associées annoncèrent qu'il s'agissait d'un mandat, conféré par elles, à la Grèce, d'occuper la province. Mais le gouvernement grec se chargea de démontrer vite qu'il ne s'agissait nullement d'un mandat, mais d'une occupation pure et simple suivie d'une annexion ; il commença par enrôler tous les hommes du pays. A la suite d'une protestation du gouvernement bulgare, adressée à la Conférence des Ambassadeurs, celle-ci décida, sa décision resta d'ailleurs inappliquée, que les Principales Puissances alliées et associées se reconnaîtraient consouveraines de la Thrace occidentale, et inviteraient le gouvernement grec à libérer les Bulgares enrôlés, et à mettre immédiatement fin à l'enrôlement.

§ 3. — *La Conférence de Lausanne*

Les Puissances de l'Entente exercèrent à Constantinople une forte pression sur le Sultan pour l'amener à ratifier le Traité de Sèvres, tandis que la révolution nationale turque gagnait du terrain en Asie Mineure et menaçait le plan anglo-grec. Poussée par l'Angleterre, la Grèce se décida à agir pour réduire les ambitions nationales légitimes de la nouvelle Turquie. L'armée grecque entreprit en Asie Mineure des opérations militaires de grande envergure, mais après avoir essuyé des défaites écrasantes, elle devait abandonner le front et renoncer à son plan.

Devant les forces militaires grandissantes de la Turquie nationaliste, la France et l'Italie, pour prévenir tout incident et éviter des complications, retirèrent leurs troupes des rives asiatiques des Dardanelles. L'Angleterre, restée seule après la déroute de l'armée grecque, s'est vue contrainte d'entamer, de concert avec les autres Puissances de l'Entente, des négociations avec le gouvernement révolutionnaire d'Atatürk, qui aboutirent, le 13 octobre 1922, à la conclusion du Traité préliminaire de Moudania. L'armée grecque devait évacuer toutes les régions qu'elle occupait encore en Asie Mineure et, en outre, on promit à la Turquie la restitution de la Thrace orientale.

De cette manière, la Turquie, ex-ennemie de l'Entente pendant la guerre de 1914-1918, ressuscitée par son chef et dotée d'une armée nationale consciente de ses devoirs, expulsa de ses territoires ancestraux l'envahisseur grec, et sortit du camp des nations vaincues.

A la suite de ces événements, toutes les décisions

internationales prises par les Puissances victorieuses, concernant la Turquie, soutenue d'ailleurs par certaines d'entre elles, furent brisées par la force militaire de la jeune armée turque ; la révision du Traité de Sèvres devenait donc inévitable, et les Puissances européennes de l'Entente en reconnurent la nécessité par la note du 23 septembre 1922, qu'elles envoyèrent aux Etats intéressés, en vue de la réunion d'une Conférence qui discuterait et réglerait la Question d'Orient.

A cette Conférence, qui s'est tenue à Lausanne, prirent part les Principales Puissances de l'Entente, la Turquie et les Etats balkaniques, sauf la Bulgarie qui ne fut admise uniquement que pour exposer ses revendications relatives à ses débouchés économiques sur la mer Egée, et pour émettre son avis sur la Question des Détroits.

Sans aucun doute, la question primordiale que la Conférence de Lausanne devait résoudre, était celle de la réglementation des Détroits. Cependant, ce qui intéressait essentiellement la Bulgarie, c'était la Question de ses débouchés économiques sur la mer Egée, et de la délimitation et l'attribution de la Thrace.

Dès la première séance de la Commission territoriale, le 22 novembre 1922, le chef de la délégation turque, Ismet Pacha, l'actuel président de la République, demanda « l'institution d'un plébiscite » pour la Thrace occidentale (1), et il précisa que la délégation turque ne réclamait pas le retour à la Turquie de la Thrace occidentale interalliée, mais que pour éviter à la population de cette région un régime (le régime grec) contre lequel elle ne cessait de protester, elle

(1) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 14.*

réclamait l'application, pour cette population, du principe du « droit d'auto-disposition » inscrit au programme de paix des grandes Puissances (1).

Cette proposition turque était ardemment désirée par les Bulgares.

Craignant les résultats certains d'un plébiscite en Thrace occidentale, lord Curzon, premier délégué britannique, s'opposa à tout acte susceptible d'amener un changement de régime : « Sur ce point, dit-il, les Puissances ont une position très nette. La Question de la Thrace occidentale n'est pas en discussion. Elle a été réglée par le Traité de Neuilly... Les Puissances invitantes sont d'accord sur ce point et elles ne permettront pas que la question soit ouverte de nouveau. Il ne peut pas plus être question d'un plébiscite dans cette région que dans n'importe quel autre pays situé hors du territoire turc ; ... , étant donné les mouvements considérables de population qui se sont produits là-bas dans ces temps troublés (2).

C'est le type d'une analyse diplomatique des questions juridiques.

Une des raisons pour lesquelles on ne peut pas mettre en discussion la Question de la Thrace occidentale, serait que cette question a été réglée par le Traité de Neuilly.

Mais ce traité n'attribue pas la Thrace occidentale à la Grèce. La Bulgarie renonce, au terme de l'article 48 (3), en faveur des Principales Puissances alliées et associées, à la Thrace occidentale qui doit être dotée d'un régime. Le Traité de Neuilly donc ne

(1) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 31.*

(2) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 27.*

(3) Voir le texte au § 1 de cette section.

règle pas la Question. D'après ce traité, le sort de la Thrace occidentale reste à fixer, à définir ; la Question demeure donc ouverte. Les Principales Puissances alliées et associées peuvent disposer de cette province ; mais c'est exactement la disposition qu'elles en ont faite, qui est inadmissible. On ne conteste pas, du point de vue juridique, le droit d'attribution de cette région des Principales Puissances alliées et associées. Mais on conteste le choix du bénéficiaire, sa qualité et son droit ; on critique l'attribution par les conséquences qu'elle entraîne.

L'attribution de la Thrace occidentale à la Grèce n'est pas valable juridiquement. D'abord, elle est contraire à l'alinéa 3 de l'article 48, comme nous le verrons plus loin (1).

Ensuite, elle a été faite à la Conférence de San Remo, dont les décisions furent sanctionnées par le Traité de Sèvres. Or, ce traité n'a jamais été ratifié ; par conséquent, les dispositions qu'il sanctionne n'ont pas reçu la forme juridique nécessaire à leur validité en Droit International. Juridiquement, aucune de ses dispositions, y compris celles concernant la Thrace occidentale, n'est valable.

Enfin, les Puissances signataires ont reconnu la nécessité de réviser le Traité de Sèvres. Elles n'ont pas précisé d'avance quelles seraient les dispositions à modifier ; donc, toutes sont sujettes à révision ; on peut, par conséquent, soulever toute question qui fait l'objet d'une disposition quelconque de ce traité.

Contrairement à l'opinion politique du premier délégué anglais, la révision des dispositions du Traité de Sèvres concernant le sort de la Thrace occidentale,

(1) Voir chapitre VI, section II.

est nécessaire au point de vue juridique, d'abord en vertu des raisons ci-dessus exposées. Elle est indispensable ensuite en raison des conditions naturelles, démographiques et économiques du pays. Elle est facilitée enfin par la modification des circonstances politiques et les changements territoriaux survenus depuis la signature du Traité de Neuilly, et depuis la rédaction du Traité de Sèvres (1).

En deuxième lieu, le délégué britannique conteste l'utilité du plébiscite dans cette région, à cause des mouvements considérables de populations qui s'y sont produits.

Il est impossible de nier l'avantage du plébiscite dans les circonstances données. Dans l'enchevêtrement complexe des différentes nationalités de la Thrace occidentale, ce procédé aurait pu, sans aucun doute, décider de la meilleure manière, sur la base juridique et humanitaire, du sort définitif du pays.

En réalité, le refus catégorique du plébiscite n'était basé que sur des raisons d'opportunité politique. En effet, les Bulgares et les Turcs, malgré leur émigration et leur expulsion, continuaient, pris séparément, à dépasser numériquement les Grecs. Le plébiscite aurait contrecarré les desseins anglo-helléniques. Logiquement, la Grèce aurait été chassée de la Thrace occidentale, et la Grande-Bretagne aurait ainsi perdu le contrôle efficace des Détroits.

Par le traité de Neuilly, la Bulgarie fut contrainte à renoncer à la Thrace occidentale en faveur des Principales Puissances alliées et associées ; de même la Turquie, par le Traité de Sèvres, leur abandonnait la Thrace orientale. Ainsi, toute la Thrace, de Tcha-

(1) Voir p. 98 et 140.

taldja à la Mesta, se trouvait entre les mains des dites Puissances qui, menées par l'Angleterre, devaient l'attribuer à la Grèce. En vue de déjouer le plan anglo-grec, la Bulgarie avait formulé le désir, avant la cessation des hostilités en Orient, de voir constituer la Thrace en une région autonome.

Seulement, après la défaite grecque en Asie Mineure, les Puissances avaient consenti à la révision du Traité de Sèvres, et avaient restitué la Thrace orientale à la Turquie. Il était logique que la Thrace occidentale fût aussi rendue à la Bulgarie.

A la deuxième séance de la Commission territoriale de la Conférence de Lausanne, du 22 novembre 1922, le premier délégué bulgare, M. Alexandre Stambouliisky, président du Conseil, demanda que la Thrace occidentale soit restituée à la Bulgarie : « En ces circonstances, la rétrocession de la Thrace orientale à la Turquie aurait dû être suivie par la rétrocession de la Thrace occidentale à la Bulgarie. Ce fait semble dicté par la logique ; ce fait paraît dicté par la justice ; ce fait semble dicté par l'intérêt même de la paix des Balkans et de toute l'Europe » (1).

Une pareille solution pouvait être considérée incompatible avec le souci des Grecs d'établir la continuité entre leurs territoires, lorsqu'on avait promis à la Grèce, par le Traité de Sèvres, tout le bassin égéen ; la Thrace occidentale servait alors de liaison entre les territoires présumés grecs. Mais après l'expulsion de la Grèce, de l'Asie Mineure et après la décision des Puissances de restituer la Thrace orientale à la Turquie, la rétrocession de la Thrace occidentale à la Bulgarie ne présentait plus aucun inconvénient ; la Thrace

(1) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 22 et s.*

occidentale ne servait plus de liaison entre les territoires grecs et, par conséquent, il n'y avait plus besoin qu'elle soit laissée à la Grèce.

Seulement, dans son attachement sincère à la paix et à l'inviolabilité des traités, le gouvernement bulgare crut exagéré, voire même impossible, de demander fermement, dans ces circonstances très favorables, que la Thrace occidentale fût restituée à la Bulgarie. Le délégué bulgare recula et plaida pour le retour à la situation créée par le Traité de Neuilly et pour la neutralité de la province : « Mais j'ai la conviction que l'accomplissement éventuel de ce fait serait considéré comme un coup terrible au Traité de Neuilly » (1).

« Et c'est pourquoi nous, Bulgares, dans notre effort d'être loyaux jusqu'à la fin, demandons seulement ce qui suit :

« Si vous ne consentez pas à constituer la Thrace occidentale en une région autonome, ne pourrait-on pas revenir à la situation qui existait lors de la signature du Traité de Neuilly et de son article 48 ? Je veux dire que nous demandons que la Thrace occidentale reste à la disposition des grandes Puissances alliées, et qu'elles la dotent d'un régime qui la transforme véritablement en zone neutre, à travers laquelle s'étendra le réseau de nos voies ferrées et sur les plages de laquelle nous construirons nos ports... (2) »

C'est le tort impardonnable des dirigeants bulgares de ne pas avoir su trouver, ou plus exactement, de ne pas avoir su voir, les moyens adéquats à la satisfaction

(1) Nous tenons à remarquer que l'attribution de la Thrace occidentale à la Bulgarie n'est pas contraire aux stipulations du Traité de Neuilly. Voir chapitre VI, section II.

(2) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 22 et s.*

des intérêts légitimes des Bulgares dans la région égéenne. Ils se sont bornés, malgré l'exemple plein d'enseignement et digne d'admiration du peuple turc, à des demandes humiliantes vouées d'avance à l'échec.

Dans les moments décisifs de transformation sociale et internationale, le Droit, resté en retard sur l'ordre objectif, et en désaccord avec lui, cède à la force brutale pour reprendre ensuite, sur une base nouvelle, son action, et préparer de nouveau le chemin à une autre manifestation de la force.

Le droit de la Bulgarie, dans les circonstances données, en présence d'une réaction inflexible devant des moyens pacifiques, ne pouvait être rétabli que par des procédés brusques et violents, renversant la situation politique inopportune. Il est d'ailleurs contraire à l'âme bulgare de s'abaisser à supplier pour obtenir ce qu'elle veut.

Si la Bulgarie avait pour elle toutes les raisons juridiques, la force politique se trouvait du côté des Grecs : « Il serait injuste, dit lord Curzon, de demander à la Grèce d'y renoncer (à la Thrace occidentale), non seulement parce que la Grèce l'occupe légitimement, mais aussi parce que cette contrée lui est absolument nécessaire pour lui permettre d'installer l'énorme afflux de réfugiés venant de la Thrace orientale et d'ailleurs qui a envahi le territoire (1) ».

La raison pour laquelle la Grèce doit annexer la Thrace occidentale, serait donc qu'elle a besoin de cette région pour installer ses réfugiés. En vue de masquer le véritable aspect du problème, le premier délégué britannique met en avant le sort des réfugiés grecs et feint ignorer les dizaines de milliers

(1) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 27.*

de Bulgares chassés de cette même province et restés sans abri ; tandis qu'on ne comprend pas du tout comment et pourquoi la Grèce l'occupe « légitimement », à moins que ce ne soient que des mots sans valeur juridique que le Lord emploie.

Par ailleurs, la délégation turque réclama (1) une bande étroite de territoire de la Thrace occidentale, longeant la Maritza et comprenant notamment la ville de Karagatch, faubourg d'Andrinople et celle de Dimotika, avec une partie de la voie ferrée qui relie la Bulgarie au port de Dédéagatch sur la mer Egée. Elle invoquait, pour appuyer sa demande, des raisons politiques, stratégiques, économiques et ethniques.

La Convention de Sofia, du 3 septembre 1915, par laquelle la Turquie céda ce territoire à la Bulgarie, n'ayant pas été acceptée par le Parlement turc, serait sans valeur.

Au point de vue militaire, la place d'Andrinople comprendrait aussi la ville de Karagatch et la ligne de chemin de fer. La voie ferrée serait nécessaire à la Turquie puisqu'elle relie Andrinople au reste des territoires turcs. La majorité de la population du territoire réclamé serait turque.

Lord Curzon s'opposa à la demande de la délégation d'Ankara, insista sur le fait que Karagatch n'est pas la seule gare d'Andrinople, qu'il en existe une autre sur la rive gauche de la Maritza, et soutint que le fleuve devait constituer la frontière des possessions turques.

Incontestablement, cette demande était fort défavorable aux intérêts bulgares ; elle concernait une

(1) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 13 et 33.*

région sur laquelle la Bulgarie possédait le maximum de droits.

Craignant la résurrection militaire de la Turquie, les délégués yougoslaves, soutenus par leurs collègues roumains, proposèrent (1) la création d'une zone démilitarisée à la frontière turco-bulgare et turco-grecque ; cette zone devait donc commencer à la mer Noire pour aller jusqu'à la Maritza, et puis en suivre le cours jusqu'à la mer Egée. Cette proposition, suggérée d'ailleurs par le délégué britannique, fut, en principe, acceptée par la Conférence.

On décida de charger une sous commission d'étudier les deux questions reconnues connexes :

1^o Les conditions dans lesquelles une zone démilitarisée de part et d'autre de la frontière de la Thrace orientale peut être organisée, et

2^o La Question des communications par chemin de fer, entre la Bulgarie et la mer Egée, ainsi que la Question de la construction pour la Bulgarie d'un port à Dédéagatch (2).

A la séance du 24 novembre 1922, la sous-commission présenta un rapport divisé en deux parties (3), dont la première traitait des conditions de constitution d'une zone démilitarisée autour de la Thrace orientale, tandis que la deuxième s'occupait des conditions dans lesquelles les débouchés bulgares sur la mer Egée pouvaient être garantis.

Elle proposa, en ce qui concernait la création de la

(1) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 18 et s.*

(2) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 38.*

(3) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 63.*

zone, la délimitation d'une étendue de trente kilomètres de part et d'autre de la frontière de la Thrace orientale, et dans laquelle ne devait exister aucune organisation offensive ou défensive, en général aucune installation de but militaire ; en outre, serait interdit tout stationnement et tout mouvement de force armée, en dehors des éléments spéciaux nécessaires pour assurer l'ordre intérieur et la surveillance des frontières.

Ainsi, une partie de la Thrace occidentale entrerait dans la zone démilitarisée.

Cependant, à la suite du refus des Puissances de garantir la neutralité de la dite zone, celle-ci a perdu toute son utilité.

Le projet de traité de paix du 31 janvier 1923, ne donnait pas satisfaction à la demande turque portant sur le territoire de la rive droite de la Maritza. Seulement, le dit projet ne fut pas accepté par la Turquie pour des raisons financières et à cause de la question de Mossoul, et les négociations furent interrompues.

Une deuxième Conférence s'est réunie à Lausanne, le 23 avril 1923, et fut close par la signature du traité de paix, le 24 juillet 1923. La Turquie reçut, dans une large mesure, satisfaction à sa demande concernant les territoires situés à l'ouest de la Maritza ; elle obtenait une petite parcelle de la Thrace occidentale, avec la ville de Karagatch et un tronçon de la voie ferrée reliant la Bulgarie à la mer Egée.

En outre, les quatre Principales Puissances alliées et associées signataires du Traité de Sèvres, signèrent le jour même, le 24 juillet 1923, un protocole avec la Grèce, par lequel elles remirent en vigueur le Traité de Sèvres relatif à la Thrace occidentale et attribuèrent donc cette région à la Grèce.

CHAPITRE IV

ASPECT ÉCONOMIQUE

Les nécessités économiques, enveloppées le plus souvent, en vue de masquer leur caractère matérialiste et brutal, dans une forme idéologique plus ou moins pénétrable, sont la cause profonde des mouvements des peuples. Elles constituent la cause primaire de l'expansion des peuples à la recherche de meilleures conditions de vie.

Elles forment le fond de la « nécessité sociale » dans laquelle le Droit positif puise son contenu et d'après laquelle il se modèle, mais qui reste presque toujours en retard sur elle, ce qui conduit à des modes brusques, souvent très violents, pour rendre le Droit conforme à sa base.

Les nécessités économiques et commerciales, au sens large du mot, sont à la base du Droit International ; elles sont sa raison d'être ; et les règles juridiques, en vue de répondre à la vie des peuples, doivent y être conformes ; sinon les « règles du droit » édictées sont non viables, et si elles persistent ainsi, soutenues par la force, elles étouffent la vie internationale, entravent le progrès, et amènent à la guerre dont le but est de rétablir la concordance entre le Droit International et sa base réelle.

Le principe dont elles constituent le fondement se précise de plus en plus en Droit des Gens, et tend à

s'imposer comme un des principes essentiels de l'organisation de la paix future.

En effet, il ne suffit pas qu'un peuple soit politiquement libre ; encore faut-il lui permettre de vivre, de développer paisiblement, au milieu des autres nations, ses qualités propres, et de pourvoir ainsi au maximum à ses besoins, à son bien-être.

Le peuple bulgare fut injustement privé de la région la plus indispensable à sa vie, à sa prospérité ; et il risque d'être étouffé pour la satisfaction de ses ennemis égoïstes.

*
* *
*

Du point de vue économique, la Bulgarie et la Thrace occidentale constituent une *unité indivisible*.

Cette unité est caractérisée par le fait que le littoral thracien est l'accès naturel de la Bulgarie du sud à la mer Egée et, à plus forte raison, l'accès indispensable de toute la Bulgarie, si le littoral de la Macédoine orientale, entre le Vardar et la Mesta, n'est pas possession bulgare.

Il est vrai que la Bulgarie possède un littoral sur la mer Noire, avec les ports de Varna et de Bourgas, mais qui est loin de satisfaire à ses besoins économiques et commerciaux.

D'abord, ce littoral n'est pas assez étendu pour pouvoir servir tout le pays.

Puis, les eaux tourmentées de la mer Noire, agitées par les vents furieux, entravent, pendant certaines périodes, la navigation commerciale.

Ensuite, la voie du commerce extérieur bulgare par cette mer, en raison de son détour considérable, cause une perte de temps importante et une augmentation énorme des frais de voyage et de transport, ce qui

rend excessifs les prix des marchandises importées et avilit ceux des marchandises d'exportation.

En effet, de la mer Egée à Sofia, il faut passer par les Dardanelles, la mer de Marmara, le Bosphore et la mer Noire, jusqu'au port de Bourgas, et de là, prendre le chemin sur terre par Philippopoli, jusqu'à la capitale bulgare. Tandis que la voie naturelle du commerce extérieur de la Bulgarie, qui, longeant la Maritza, relie Dédéagatch à Sofia directement par Andrinople et Philippopoli, est plus de deux fois plus courte, ce qui fait gagner du temps et entraîne une économie considérable sur les frais de transport.

C'est ainsi que pour éviter le détour préjudiciable par les détroits et les eaux tumultueuses de la mer Noire, les marchandises ne seront toujours expédiées que par la voie directe longeant la Maritza, et les voyageurs n'emprunteront pas d'autre chemin.

Enfin, pour qu'un pays puisse jouir de tous les avantages commerciaux que la mer lui offre, il faut que cette dernière soit libre, c'est-à-dire qu'il faut que les exportations et les importations du pays en question ne soient pas entravées par les agissements d'une tierce Puissance. Il faut que cette liberté de navigation maritime existe en temps de paix ; il faut qu'elle existe aussi et surtout en temps de guerre ; c'est dans ce cas que l'Etat a le plus besoin de la liberté de communication avec l'extérieur, pour assurer son commerce avec les neutres et pour pourvoir plus efficacement à la défense de son domaine national.

Or, la mer Noire ne remplit pas les conditions nécessaires pour être considérée comme une mer libre. Ses portes peuvent être fermées d'autant plus facilement qu'elles sont aux mains d'un seul Etat.

En effet, les réglementations juridiques successives

appliquées aux Détroits, résultèrent de compromis politiques d'une durée incertaine, et manquèrent de garanties réelles propres à assurer la liberté de navigation, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Ainsi, la Turquie peut entraver le commerce extérieur bulgare même en temps de paix. Elle peut, sous différents motifs, fermer les Détroits en temps de guerre et arrêter complètement les exportations et importations bulgares s'effectuant par voie maritime. Elle l'a fait souvent au cours de l'histoire ; elle peut le faire à tout moment et d'une manière efficace, depuis la Conférence de Montreux en 1936, où, à sa demande, en alléguant le besoin d'assurer sa propre sécurité, elle obtint l'autorisation des Puissances signataires du Traité de Lausanne de 1923 de militariser et de fortifier la zone du Bosphore et des Dardanelles.

Les Détroits peuvent être fermés en outre, comme c'est arrivé souvent, sous la pression des grandes Puissances voisines ou maritimes et notamment de la Russie et de la Grande-Bretagne.

Ainsi, la mer Noire étant une mer fermée, la Bulgarie qui n'a d'accès qu'à cette mer est, sans exagération aucune, un Etat enclavé.

Pour son commerce extérieur, la Bulgarie utilise en outre et surtout les voies terrestres. Seulement, ces voies sont très loin de satisfaire aux besoins commerciaux du pays.

En premier lieu, elles n'ont qu'un rayonnement restreint, et les voies ferrées reliant l'Etat bulgare à l'étranger sont trop peu nombreuses.

En second lieu, elles traversent certains pays balkaniques et centraux ; ainsi le commerce extérieur bulgare empruntant ces voies risque d'être gêné, et en

temps de guerre et même en cas d'une tension internationale, d'être interrompu.

En troisième lieu, d'autres inconvénients économiques et politiques graves résultent, pour la Bulgarie, du fait qu'elle utilise, pour son commerce extérieur, essentiellement les voies terrestres.

D'abord, les besoins du pays consommateur déterminent, surtout dans le cas de crises de surproduction, malheureusement très fréquentes et très étendues, la nature et la qualité de la production du pays producteur. Ainsi, pour répondre aux besoins du consommateur, l'Etat fournisseur s'efforce de mettre sa production, en vue de faciliter l'exportation de ses produits, en conformité avec les exigences de l'acheteur. Il n'existe pas de politique économique plus dangereuse pour un petit pays, que celle qui consiste à adapter sa production aux besoins d'un seul Etat consommateur. La faillite de sa production nationale, dans le cas où la liaison avec le centre d'absorption est coupée, ou que ce dernier trouve de nouvelles sources d'approvisionnement, peut difficilement être évitée.

La Bulgarie, en raison de l'absence de libres communications par mer, utilisant les voies terrestres et spécialement les chemins de fer, oriente l'exportation de ses produits agricoles vers les pays centraux, et adapte sa production aux exigences de ceux-ci.

De cette manière, la production bulgare risque de tomber sous les coups terribles des conséquences désastreuses d'une politique économique objectivement inévitable.

Ensuite, les relations économiques et commerciales jouent, pour un petit Etat spécialement, le rôle décisif quant au « choix » des amis politiques parmi les

grandes Puissances. Les petits Etats sont presque obligés, s'ils ne veulent encourir les risques d'une ruine économique et financière, de faire partie de la « sphère d'influence » de leur puissant acheteur ou fournisseur.

Or, le commerce extérieur bulgare empruntant les voies terrestres ne peut se faire qu'avec les pays de l'Europe centrale. Ainsi, les amitiés bulgares semblent d'avance déterminées, et les changements dans ces amitiés sont objectivement impossibles tant que la Bulgarie n'a pas, avec les Puissances maritimes d'Occident, la liberté et la facilité de communication qui ne peuvent être complètes sans la possession du littoral égéen.

La Bulgarie utilise aussi, pour son commerce extérieur, la voie fluviale du Danube.

Mais, à l'est, cette voie est moins libre encore que celle de la mer Noire. D'abord, le cours inférieur du Danube avec son delta se trouve être possession de la Roumanie qui, malgré la réglementation internationale de la navigation sur ce fleuve, peut entraver ou interrompre le commerce bulgare, ce qu'elle a fait dans le passé, pendant les périodes troublées où cette réglementation cesse d'être efficace et même aux moments où elle est en pleine vigueur. Ensuite, cette voie fluviale mène à la mer Noire qui, nous l'avons constaté, est une mer fermée.

Dans le sens opposé, vers l'ouest, le Danube traverse certains pays balkaniques et, par suite, en dépit de la réglementation internationale, le commerce extérieur bulgare empruntant cette voie, peut être interrompu plus facilement même qu'à l'est. En outre cette voie, à l'ouest, présente pour la Bulgarie les mêmes inconvénients économiques et politiques néfastes que les voies terrestres.

Il est de toute première nécessité pour la Bulgarie, pour sa vie économique normale, qu'elle possède des débouchés sur la mer Egée.

Il est indispensable pour la liberté et la régularité de ses relations commerciales avec l'étranger, et plus spécialement avec les Puissances maritimes, qu'elle possède réellement au moins le littoral de la Thrace occidentale, qu'elle y soit souveraine.

La mer Egée étant une mer ouverte, libre, le commerce extérieur bulgare ne subirait aucune entrave puisque la voie qu'il emprunterait ne traverserait aucune possession étatique étrangère.

En outre, la voie fluviale de la Maritza et le chemin de fer qui la longe pour aboutir au port de Dédéagatch, constituent la voie naturelle du commerce extérieur bulgare.

Ainsi, le littoral de la Thrace occidentale est non seulement l'*accès naturel* de la Thrace et de la Roumélie orientale à la mer Egée, mais il est aussi l'*accès indispensable* de toute la Bulgarie privée du littoral de la Macédoine orientale.

En effet, lorsque la péninsule des Balkans se trouvait aux mains des Turcs, le commerce extérieur maritime de la Thrace, de la Roumélie orientale et d'une grande partie des autres territoires de la Bulgarie, s'effectuait principalement par la voie fluviale de la Maritza et de ses affluents. A cet effet, on utilisait le port d'Enos, situé sur la mer Egée à l'embouchure du fleuve.

Lorsqu'en 1868, le gouvernement turc octroya à la Compagnie des chemins de fer orientaux la concession de la construction des lignes ferrées Constantinople-Saram bey et Tirnovó Seïmen-Iambol-Chumen, et qu'on projeta la construction d'une autre ligne reliant

Andrinople à la mer Egée par la vallée de la Maritza, la question se posa de la transformation du port d'Enos en port moderne, pour qu'il soit en mesure de pourvoir aux besoins commerciaux du vaste hinterland qu'il devait desservir. Seulement, il fut reconnu, après des études approfondies, que les alluvions transportées par la Maritza rendaient la région impraticable, et qu'Enos ne pouvait pas être érigé en port moderne.

Aussi, malgré la défectuosité des côtes égéennes, basses et marécageuses, on a choisi Dédéagatch, à dix kilomètres à l'ouest de l'embouchure du fleuve.

En 1873, la ligne Andrinople-Dédéagatch fut livrée à l'exploitation et, deux ans après, le furent aussi celles d'Andrinople-Saram bey et de Tirnovo Seïmen-Iambol.

Cependant, le port de Dédéagatch ne fut pas construit, à cause des événements politiques survenus dans les Balkans : la guerre russo-turque de 1877-1878, suivie de la libération de la Bulgarie et de la constitution de la Roumélie orientale, événements qui mirent en question l'intégrité de son hinterland.

Aujourd'hui encore, le port de Dédéagatch n'est pas construit, il n'a non plus de digues pour parer aux vents furieux du sud. Les bateaux jettent l'ancre à un kilomètre de la côte, et lorsque la tempête se déchaîne, ils quittent les eaux du port et se réfugient derrière l'île de Samothrace, ou même poursuivent leur chemin sans avoir chargé ou déchargé complètement leur cargaison.

Malgré ces difficultés souvent insurmontables, les exportations et les importations par Dédéagatch s'élevèrent à des centaines de milliers de tonnes en 1893. Mais après la construction par la Bulgarie des ports

de Varna et de Bourgas, sur la mer Noire, le commerce de Dédéagatch tomba brusquement pour arriver à quelques dizaines de tonnes en 1910 (1).

En effet, il était tout naturel que la Bulgarie favorisât ses propres ports. D'abord et surtout, par des tarifs spéciaux, elle détourna son commerce maritime de Dédéagatch et le dirigea vers ses ports de la mer Noire. Ensuite, les exportateurs et les importateurs évitaient ainsi à la fois l'insécurité du transport à travers les territoires turcs et les trop grands inconvénients du port égéen.

Seulement, cette orientation du commerce extérieur de la Bulgarie vers les ports de la mer Noire, est due uniquement à des procédés artificiels de politique économique, très coûteux pour l'Etat, et dont les lourdes conséquences ne sont supportées que par le peuple bulgare.

La voie naturelle qui longe la Maritza et aboutit à Dédéagatch, est indispensable, on ne saurait trop le répéter, au commerce extérieur bulgare. Son utilisation permet d'éviter les difficultés commerciales, les dangers économiques, les inconvénients politiques, et de réaliser une économie importante sur les frais de transport, et contribue ainsi à la prospérité de la Bulgarie.

D'autre part, la Bulgarie est le seul pays intéressé à la construction, sur le littoral égéen, de ports qui, une fois construits et aménagés en ports modernes, satisferaient non seulement à ses besoins commerciaux, mais desserviraient aussi les pays situés à l'ouest d'elle et au nord du Danube.

(1) Professeur MICHAÏKOV, *Pour la Thrace*. Sofia, 1921, p. 22.

* * *

L'unité économique de la Bulgarie et de la Thrace occidentale est caractérisée, non seulement par l'accès indispensable des territoires bulgares à la mer Egée, mais, en outre, par l'*interdépendance économique très étroite* entre les deux pays, sur la base d'échanges réciproques de travail et de produits.

D'une part, les montagnards des Rhodopes écoulent, dans la plaine égéenne, les produits de l'élevage, la laine, les tissus qu'ils fabriquent par des procédés artisanaux primitifs, et s'y approvisionnent en produits agricoles et en produits de pêche. L'élevage constitue la richesse première de la région montagneuse des Rhodopes. Il y trouve les meilleures conditions de développement, mais il pourrait prospérer beaucoup plus, si les troupeaux avaient la possibilité d'hiverner, comme au temps de la domination turque et lorsque le littoral était politiquement bulgare, dans les régions égéennes au climat doux, où ils n'auraient pas à subir les rigueurs de la mauvaise saison.

A ces époques où la Bulgarie et la Thrace occidentale étaient réunies sous les mêmes autorités politiques, la grande majorité des paysans des Rhodopes descendait, au printemps de chaque année, dans la plaine fertile du littoral pour labourer la terre et aider les agriculteurs thraciens à rentrer les récoltes de blé et de tabac ; et ils gagnaient ainsi, en même temps, leur vie. Aussi, les habitants des régions montagneuses étaient-ils les acheteurs immédiats et les consommateurs directs de la plus grande partie de la production agricole du littoral.

De telle sorte qu'il est impossible de séparer le littoral égéen de son hinterland, sans porter un coup terrible à sa vie économique.

D'autre part, le climat doux du littoral, avec sa végétation méditerranéenne extrêmement variée et riche de produits subtropicaux, fait contraste avec le rude climat continental et la production des provinces bulgares du nord ; pour équilibrer sa production naturelle, la Bulgarie doit posséder la région égéenne ; de cette manière, le peuple bulgare sera dispensé des frais élevés d'importation des produits méditerranéens.

Ainsi, la prospérité de la Bulgarie et de la Thrace occidentale dépend-elle donc de leur union économique et politique.

La Bulgarie est l'unique pays qui, au point de vue économique, ait des droits solides sur le littoral égéen ; ce littoral n'est indispensable qu'à elle, c'est à elle qu'il est uniquement attaché.

En revanche, aucun argument sérieux d'ordre économique ne milite en faveur d'une domination grecque sur la province égéenne. La Grèce, en raison de sa situation géographique, du très grand développement de ses côtes et de ses ports innombrables, n'a nullement besoin, pour son commerce extérieur, de la Thrace occidentale dont le climat et la végétation, par ailleurs, ne diffèrent pas de ceux des territoires grecs eux-mêmes, et qui, arrachée à son hinterland, se voit tomber fatalement dans une misère profonde.

CHAPITRE V

RAISONS STRATÉGIQUES

L'Etat doit être, en vertu de son existence même, de sa raison d'être, en mesure de jouer, dans la vie internationale, le rôle que sa nature même lui assigne ; il doit être en mesure de défendre ses intérêts étatiques propres, de garantir son respect national et d'assurer la continuité de son existence.

A cet effet, le Droit des Gens lui reconnaît en principe le droit fondamental immanent et inviolable de conservation, le droit à la vie.

L'Etat est une nécessité historique, et pour accomplir son rôle social, il a le droit de persister dans son être.

Il a le droit, en conséquence, de se défendre par tous moyens, en vue d'éviter tout assujettissement ou toute destruction ; il a le droit de s'armer et d'assurer ainsi sa continuité, son existence comme Etat.

En outre, pour garantir mieux sa sécurité et sa vie, il s'efforce d'utiliser au maximum tous les avantages naturels ; il tend à fixer ses frontières sur des positions naturelles et stratégiques propres à faciliter sa défense. Mais les intérêts militaires ne peuvent pas, à eux seuls, justifier la revendication des territoires étrangers. L'argument stratégique n'est qu'un argument subsidiaire. L'Etat peut appuyer seulement, par des raisons stratégiques, qui n'ont de poids que dans

ce cas, ses revendications légitimes basées sur les principes posés par le Droit International.

* * *

Il est inutile de sortir des Balkans pour trouver des exemples où les gouvernants réclament, pour leur Etat, des frontières naturelles et stratégiques.

Pour appuyer ses revendications sur les territoires des « Confins occidentaux » bulgares, la Serbie invoqua, au Congrès de Berlin, en l'absence de tout autre argument en sa faveur, les nécessités stratégiques.

Elle réclama, au-delà de Timok, une zone « absolument indispensable pour la protection de sa frontière » (1), et par le Traité de Neuilly, placée dans des conditions des plus favorables, elle réussit à satisfaire ses convoitises, annexa les territoires bulgares de Tzaribrod, de Bossilégrad et autres, et parvint ainsi à obtenir, du côté de la Bulgarie, une « frontière stratégique parfaite ».

Lorsqu'en 1922, l'armée nationale turque expulsa de ses territoires asiatiques l'envahisseur grec, les Puissances promirent à la Turquie de lui restituer toute la Thrace orientale, y compris la ville d'Andrinople, jusqu'au fleuve de la Maritza.

A la Conférence de Lausanne en 1922, lors de la fixation des frontières de la Thrace orientale, la Turquie demanda, en outre, une bande de territoire de la Thrace occidentale, située sur la rive droite de la

(1) Mémoires de J. RISTITCH, ministre des Affaires étrangères de Serbie au Congrès de Berlin, juin 1878.

Maritza, comprenant une partie de la ligne de chemin de fer reliant la Bulgarie à la mer Egée.

Un des arguments essentiels que la délégation turque invoqua, fut que la Turquie devait être en mesure d'assurer la défense efficace d'Andrinople. « Pour garantir la sécurité d'Andrinople ainsi que celle de cette ligne de chemin de fer..., il est indispensable que la frontière soit éloignée, dans la mesure où cela est nécessaire, de la ville d'Andrinople et de la ligne de chemin de fer » (1).

Le littoral égéen est *indispensable*, au point de vue militaire et stratégique, à la Bulgarie qui, sinon, à chaque instant, serait exposée, sur sa frontière méridionale, à une invasion étrangère.

Il lui donne une frontière naturelle qui garantit, de la meilleure manière possible, sa sécurité du côté sud.

Seulement, la Bulgarie ne revendique pas la province égéenne uniquement pour des raisons militaires.

Elle la réclame d'abord et surtout en vertu des causes objectives et des principes juridiques que nous avons développés au cours de notre exposé ; elle la revendique ensuite pour des raisons stratégiques, en vue d'assurer son existence étatique, de garantir sa vie ; et dans ce cas, les arguments militaires invoqués par la Bulgarie ne peuvent pas être contestés ; ils sont bien fondés.

On a accusé la Bulgarie, parce qu'elle a su développer au maximum ses forces militaires, de vouloir dominer dans les Balkans (2).

(1) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 14.*

(2) VENISELOS, *La Grèce devant le Congrès de la Paix*. Paris, 1918. Les Serbes et les Roumains l'ont aussi accusée.

Mais, si la Bulgarie s'est appliquée à se constituer une armée très forte, ce n'est pas pour arriver à dominer les autres peuples balkaniques ; c'est uniquement pour réaliser son idéal national légitime : la réunion à la Mère Patrie des Bulgares soumis aux dominations étrangères.

Une frontière naturelle comme celle de la mer Egée est une frontière stratégique uniquement défensive. Par son caractère immuable, elle s'oppose à toute expansion étatique.

CHAPITRE VI

PROBLÈME JURIDIQUE

La situation juridique de la Thrace occidentale présente une analogie avec celle d'autres cas de « renonciation » par les Etats vaincus, en faveur des Principales Puissances alliées et associées.

C'est ainsi que, par l'article 100 du Traité de Versailles, l'Allemagne renonce en faveur des Principales Puissances alliées et associées, à tous droits et titres sur le territoire de la ville de Dantzig.

Au Traité de Neuilly, les Puissances alliées enlevèrent à la Bulgarie la Thrace occidentale, comme, au Traité de Versailles, elles avaient détaché de l'Empire allemand le territoire de la ville de Dantzig, et elles décidèrent d'occuper militairement la province égéenne, tout comme elles l'avaient fait sur l'estuaire de la Vistule.

Elles jetèrent, par l'un, les bases du régime de la Thrace occidentale et posèrent, en faveur de la Bulgarie, le principe de liberté de son accès à la mer Egée, comme elles avaient précisé, par l'autre, le régime auquel la Ville Libre serait soumise et avaient fixé les droits économiques de la Pologne sur la dite ville.

Cependant, tandis que, par le Traité de Versailles, les Puissances victorieuses précisèrent le régime futur de la Ville Libre de Dantzig, par le Traité de Neuilly

elles n'ont jeté que la base de celui dont la Thrace occidentale serait dotée ; tandis qu'elles ont bien spécifié, par le Traité de Versailles et la Convention polono-dantzikoise, prévue par le dit traité et conclue le 9 novembre 1920, les prérogatives et les droits économiques de la Pologne sur le territoire de la Ville Libre, lorsqu'il s'agissait de la Bulgarie elles ont considéré qu'il était suffisant de reconnaître en théorie ses droits vitaux sur la province égéenne, sans donner aucune précision concrète.

D'une part, par les traités de paix, la Pologne s'est vue attribuer le « couloir », et en même temps, pour lui permettre de satisfaire pleinement aux besoins de son économie nationale et à son commerce extérieur, elle a reçu le maximum de droits et de prérogatives sur la Ville Libre. D'autre part, par ces *mêmes* traités, la Bulgarie fut complètement privée de son accès à la mer Egée, et ses droits vitaux ne furent exprimés que par un principe abstrait, sans aucune garantie d'application.

A Paris, en 1919, on se souciait peu des intérêts, même essentiels, des vaincus, qu'on sacrifiait aisément aux prétentions immodérées des vainqueurs insatiables.

SECTION I

Décisions diplomatiques.

La Bulgarie a absolument besoin de débouchés économiques sur la mer Egée ; c'est tellement évident que même les vainqueurs, après lui avoir enlevé le littoral égéen, lui garantirent la liberté de ces débouchés.

En effet, l'alinéa 3 de l'article 48 du Traité de

Neuilly est ainsi rédigé : « Les Principales Puissances alliées et associées s'engagent à ce que la liberté des débouchés économiques de la Bulgarie sur la mer Egée soit garantie » ; et l'alinéa suivant du même article ajourne les difficultés : « Les conditions de cette garantie seront fixées ultérieurement ».

On voit clairement le contraste qui existe entre les deux premiers alinéas de l'article 48 et les deux derniers (1).

Dans les deux premiers alinéas, où il s'agit d'enlever à l'Etat bulgare une région qui est sienne, qui lui est absolument nécessaire du point de vue économique, les Principales Puissances alliées et associées n'hésitent pas un instant à bien préciser l'énorme sacrifice qu'on exige de lui et la lourde obligation qu'il est contraint d'exécuter.

Lorsqu'il s'agit de garantir à la Bulgarie le minimum de droits sur cette province, les dites Puissances posent en sa faveur le principe de liberté des débouchés économiques, ce qui ne leur coûte guère, et évitent facilement les engagements précis, en laissant à fixer ultérieurement les conditions de l'application pratique du principe.

Les quatre Principales Puissances alliées et associées insérèrent, dans le traité qu'elles conclurent à Sèvres le 10 août 1920 avec la Grèce, après lui avoir injustement attribué la Thrace occidentale, certaines dispositions tendant à résoudre à leur manière cette question vitale pour le peuple bulgare.

Elles reconnaissaient la liberté de transit de la Bulgarie, sur les territoires et dans les ports de la Thrace

(1) Voir le texte intégral dans le chapitre III, section III, § 1.

occidentale donnés à la Grèce, et laissaient à en déterminer les conditions par des conventions particulières entre la Grèce et la Bulgarie (1).

En outre, l'article 5 stipule l'octroi à bail, à la Bulgarie, dans le port de Dédéagatch, d'un espace qui sera affecté au transit direct des marchandises en provenance et à destination de cet Etat, et dont les conditions d'utilisation seront fixées par une commission.

Par ailleurs, l'article 6 déclare le port de Dédéagatch d'intérêt international, où les ressortissants, les biens et les pavillons de tous les Etats membres de la S. D. N., jouiront de l'entière liberté de son utilisation, et seront, à tous égards, traités sur un pied de parfaite égalité.

Enfin, l'article 15 stipule que les différends qui viendraient à s'élever seront réglés dans des conditions fixées par la S. D. N., et l'article suivant donne la faculté à la Bulgarie, de demander au Conseil de la S. D. N. la constitution d'une commission internationale « qui sera chargée d'assurer, en ce qui concerne Dédéagatch et l'accès de ce port, l'exécution du régime prévu... »

Il est évident que ce régime, prévu par le Traité de Sèvres, ne peut, en aucune manière, satisfaire les exigences du commerce extérieur bulgare.

Au lieu d'attribuer à la Bulgarie le port de Dédéagatch et le chemin de fer qui le relie à elle, il organise une zone franche soumise à un régime où la Grèce aura le dernier mot ; il déclare le port d'intérêt international, tout en le laissant en territoire grec, ainsi qu'il laisse dans le même territoire la voie ferrée

(1) Article 4.

Dédéagatch-Bulgarie, sans donner aucune précision sur le régime auquel elle sera soumise; il donne enfin la faculté à la Bulgarie de demander la constitution d'une commission internationale qui sera chargée d'assurer l'exécution du régime concernant le port et le chemin de fer restés en territoire grec, et dans laquelle pratiquement la Grèce aura toujours la parole décisive.

*
* * *

Les événements politiques et militaires ont rendu inévitable la révision du Traité de Sèvres.

Aussi, une Conférence s'est réunie à Lausanne, en 1922, qui devait résoudre la Question d'Orient.

A la séance du 22 novembre 1922, le premier délégué bulgare, M. Alexandre Stamboliisky, exposa le point de vue de la Bulgarie, sur la question vitale pour elle que la Conférence devait résoudre, celle de son accès à la mer Egée (1), et termina son exposé par des paroles que le bon sens ne peut qu'approuver : « Il est non seulement absolument impossible mais encore psychologiquement inadmissible que l'accès du débouché bulgare passe à travers un territoire turc ou grec ».

La Bulgarie demanda donc pour la Thrace occidentale un régime de « neutralité absolue » ; elle faisait ainsi une faveur aux autres pays balkaniques, en proposant pour une province qui était à elle un régime qui aurait pleinement satisfait leurs intérêts.

Mais l'esprit de la Conférence était orienté dans un sens tout opposé. D'une part, l'Angleterre, qui menait les débats, soucieuse uniquement de ses propres inté-

(1) Voir chapitre III, section III, § 3.

rêts impérialistes, s'obstinait à vouloir l'attribution de la Thrace occidentale à la Grèce. D'autre part, la revendication turque d'une parcelle de la Thrace occidentale compliquait davantage la question et en rendait la solution impossible puisque, si la demande de la Turquie était satisfaite, une partie de la ligne de chemin de fer serait interceptée par les Turcs.

Après la proposition des délégués yougoslaves et roumains de la démilitarisation de la frontière autour de la Thrace orientale restituée à la Turquie, la Conférence constitua une sous-commission qui fut chargée d'étudier la question de la zone démilitarisée et celle de l'accès bulgare sur la mer Egée, et qui présenta, à la séance du 24 novembre 1922, son rapport, dont nous avons parlé déjà, divisé en deux parties concernant chacune une des questions.

En vue de résoudre la Question des débouchés bulgares sur la mer Egée, la sous-commission proposa de constituer une commission internationale, « laquelle aurait les pouvoirs les plus étendus pour entreprendre par tous les moyens qu'elle jugerait nécessaires la construction et l'équipement à Dédéagatch ou dans ses environs d'un port franc ouvert au commerce de toutes les nations ».

« Cette commission assurerait également, en s'inspirant, s'il y a lieu, des dispositions prévues par le Traité du 10 août 1920 relatif à la Thrace (1) et des autres dispositions analogues, la direction, l'administration, l'exploitation et l'amélioration progressive de ce port et de ses annexes ainsi que la surveillance

(1) Traité signé à Sèvres par les Principales Puissances alliées et associées d'une part, et la Grèce d'autre part, et qui n'a jamais été ratifié.

de l'exploitation du chemin de fer allant de Dédéagatch jusqu'à la frontière bulgare » (1).

La légèreté avec laquelle la sous-commission traita de la question, vitale pour la Bulgarie, détermina le refus de Sofia.

Le délégué technique bulgare exposa, dans sa note du 24 novembre 1922, annexée au rapport de la sous-commission (2), les motifs d'ordre purement technique et économique pour lesquels le régime prévu ne pouvait être, en aucune manière, accepté par les Bulgares, puisqu'il « n'assure aucunement à la Bulgarie la possibilité d'entretenir un commerce libre avec les Etats d'outre-mer ». Et à la même séance, il développa les considérations qui avaient déterminé la décision bulgare : « Dédéagatch, port bulgare, attirera les deux tiers du trafic de Bourgas, le tiers de celui de Varna et le quart du mouvement sur le Danube et arriverait à enregistrer de 600.000 à 700.000 tonnes, exportations et importations, avec les perspectives d'un ressort encore plus grand. Laissé, au contraire, dans les conditions d'existence actuelles, il languira comme une misérable petite échelle sans intérêt pour personne ».

« Il ne s'agit cependant pas, en l'occurrence, de la prospérité seule d'un port dont l'outillage n'est pas encore à la hauteur de la mission que la nature même lui a assignée ; il s'agit surtout de la prospérité économique de son hinterland qui s'étend jusqu'au Danube et même au delà ; il s'agit, dans une mesure tout aussi considérable, des relations commerciales

(1) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I,* p. 65.

(2) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I,* p. 66.

de ce pays (la Bulgarie), riche en produits naturels, avec le bassin de la Méditerranée et tout l'Occident industriel » (1). Et il termina en soulignant, tout comme dans sa note, que le régime proposé par la sous-commission n'assurerait nullement à la Bulgarie libre accès sur la mer Egée, et formula la solution du Problème, qui pouvait être acceptée par les Bulgares et qui est d'ailleurs conforme au Traité de Neuilly : « Ce n'est que par la possession directe du territoire avoisinant le chemin de fer et le port ou par l'assujettissement de ce même territoire à un régime pleinement autonome, qui serait économiquement lié à la Bulgarie par des stipulations spéciales, que le port de Dédéagatch pourra être construit, aménagé et exploité en concordance avec les intérêts économiques de la Bulgarie » (2).

En effet, le régime proposé par la sous commission ne diffère pas beaucoup de celui prévu par le Traité de Sèvres ; il est même plus hostile aux intérêts bulgares.

D'abord, le port de Dédéagatch et la voie ferrée que le commerce extérieur bulgare aurait à emprunter, restent en territoire grec et sous la souveraineté de la Grèce. Sous différents prétextes d'ordre public, la Grèce aurait toujours la possibilité d'empêcher le transit des marchandises en provenance ou à destination de la Bulgarie, et d'entraver ainsi le commerce extérieur bulgare, tout en respectant apparemment les conventions.

L'administration de la commission internationale

(1) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne 1922*, t. I, p. 57.

(2) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922*, t. I, p. 66.

sera purement théorique. La collectivité internationale ne dispose pas de moyens efficaces, en raison de l'absence d'une autorité superétatique, pour mettre en exécution les décisions juridictionnelles internationales. Pratiquement, toutes les décisions seraient dictées par le gouvernement grec qui aurait toujours la possibilité de consacrer sa volonté.

Ensuite, la Bulgarie doit avoir la liberté d'accès à la mer Egée, non seulement en temps de paix, mais aussi en temps de guerre, où la commission internationale n'existerait plus. Sans aucun doute, et avec raison, la Grèce sacrifierait les intérêts économiques de la Bulgarie à ses intérêts nationaux suprêmes.

Puis, pour que le port puisse satisfaire les besoins commerciaux de la Bulgarie, qui arriverait à enregistrer, d'après les estimations des techniciens, de 600.000 à 700.000 tonnes d'exportations et importations, avec la perspective d'un essor encore plus grand, il faut qu'il soit construit et aménagé en port moderne. A cet effet, des capitaux énormes, bulgares et étrangers, doivent être investis.

Or, la sécurité et la prospérité du port dépendant des conditions politiques, la sécurité et la stabilité du placement ne peut pas être garantie ; il sera impossible à l'Etat bulgare de se procurer les fonds nécessaires.

Enfin, si la Bulgarie construisait le port de Dédéagatch et l'utilisait pleinement, ce port, en raison de sa situation géographique et de ses avantages commerciaux, attirerait, d'après les estimations des techniciens, les deux tiers du trafic de Bourgas, le tiers de celui de Varna et le quart du mouvement sur le Danube. Il ruinerait ainsi les ports que la Bulgarie possède sur le littoral de la mer Noire.

Le commerce extérieur et la prospérité économique de la Bulgarie dépendraient, en pareil cas, exclusivement des décisions prises par le gouvernement d'Athènes.

La Bulgarie ne peut pas risquer de voir tomber en décadence ses propres ports et en ruine son économie nationale, sans avoir obtenu des garanties réelles et efficaces à son accès sur la mer Egée. Elle peut accepter de sacrifier ses ports sur la mer Noire, en compensation des avantages innombrables que présente, pour sa vie économique et pour son commerce extérieur, le port égéen, mais à condition d'avoir la liberté de ses débouchés pleinement et efficacement garantie.

En outre, la proposition bulgare du rattachement, à la Bulgarie, d'une bande de territoire avoisinant le port de Dédagatch et le chemin de fer, ou au moins son assujettissement à un régime pleinement autonome, avait dépassé la limite extrême des concessions que l'Etat bulgare pouvait faire sans nuire à ses intérêts nationaux.

En effet, la liberté des débouchés de la Bulgarie sur la mer Egée, ne serait assurée que si le commerce extérieur bulgare ne rencontrait aucune gêne, aucune entrave, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Par conséquent, la voie d'exportation et d'importation bulgare doit pouvoir être défendue efficacement.

La bande de territoire rattachée à la Bulgarie doit être suffisamment large pour permettre aux opérations défensives de se développer normalement, comme d'ailleurs elle doit l'être au cas où, dotée d'un régime pleinement autonome et liée économiquement à la Bulgarie, elle aurait à être défendue par les forces militaires bulgares.

Par ailleurs, la défense militaire de l'accès bulgare à la mer Egée est une condition indispensable et préalable à l'investissement des fonds nécessaires à la construction du port ; elle garantirait la sécurité et la rentabilité des capitaux qui, sans quoi, se détourneraient et le port ne serait jamais construit.

Cependant, à cause de l'opposition nette et catégorique du délégué britannique, et à la suite de l'étonnement de M. Véniselos devant l'argument que la Bulgarie ne pourrait utiliser le port de Dédéagatch s'il se trouvait sous une domination étrangère, la proposition bulgare ne fut pas acceptée par la Conférence (1).

Devant l'attitude ferme du gouvernement bulgare relativement aux conditions dans lesquelles pourrait être résolue la Question de l'accès à la mer Egée, la sous-commission élaborà et présenta, au mois de janvier 1923, un nouveau projet, tendant à l'établissement d'un régime d'après lequel « la Grèce cède à bail à la Bulgarie pour quatre-vingt dix-neuf ans un territoire de trois kilomètres de long et un kilomètre de profondeur sur la mer Egée, entre Dédéagatch et Makri. Ce territoire entièrement remis à l'administration bulgare, ne pourra être utilisé pour des fins militaires ou navales, pas plus que le port qui y sera construit. L'autorité bulgare sera exercée sous la surveillance d'une commission internationale. Le futur port sera port franc et déclaré d'intérêt international. »

« En vue d'assurer le libre transit des marchandises et des voyageurs entre la Bulgarie et le territoire en question, il sera constitué une commission interna-

(1) *Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922, t. I, p. 59 et s.*

tionale qui assumera le contrôle et la police du chemin de fer reliant la frontière bulgare au territoire cédé. »

Incontestablement, ce projet présentait des avantages certains sur le premier. Seulement, il était très loin de garantir réellement la liberté des débouchés bulgares, stipulée par le Traité de Neuilly.

La délégation bulgare le repoussa, et avec raison. Le régime proposé encourt toutes les critiques que nous avons formulées à propos du premier projet de la sous-commission.

D'une part, le chemin de fer qui relie la Bulgarie au territoire cédé sur la mer Egée, reste en territoire grec. La commission internationale qui en assumera le contrôle et la police s'inclinera toujours devant la « force majeure » invoquée par les Grecs, et pratiquement, ses décisions seront celles du gouvernement d'Athènes.

D'autre part, céder à bail à la Bulgarie une petite parcelle de territoire sur la côte égéenne, entourée de partout par des possessions grecques, est une solution ridicule qui ne peut être prise au sérieux.

M. Véniselos invoqua le cas de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Pologne. Mais aucun des régimes organisés en faveur de ces Etats, sauf pour le dernier, n'a donné de résultats pratiques.

Tout d'abord, la solution de la question du débouché polonais diffère de beaucoup du projet tendant à résoudre le Problème de l'accès bulgare. La Pologne s'est vu attribuer le littoral du « couloir », et par des dispositions spéciales, elle a reçu des garanties réelles et efficaces pour son commerce extérieur par la Ville de Dantzig.

Les régimes ayant pour but de garantir la liberté des débouchés économiques tchéco-slovaques et hongrois étaient semblables à ceux projetés pour assurer l'accès de la Bulgarie à la mer Egée.

En vertu de l'article 363 du Traité de Versailles, l'Allemagne donnerait à bail à la Tchécoslovaquie, pour une période de quatre-vingt-dix-neuf ans, des espaces, dans les ports de Hambourg et de Stettin, qui seraient affectés au transit direct des marchandises en provenance et à destination de cet Etat, et placés sous le régime général des zones franches.

Le principe de libre accès à la mer fut aussi posé en faveur de la Hongrie, dont la voie commerciale traverserait, pour aboutir à la mer, les territoires de deux pays étrangers.

Cependant, malgré le traité germano-tchéco-slovaque du 16 février 1929 et le traité italo-hongrois du 4 avril 1927, les régimes n'ont pas reçu d'application pratique.

De même, on a souvent invoqué l'exemple serbe comme l'exemple d'une solution possible à la Question des débouchés bulgares sur la mer Egée. Seulement, devant cet exemple, l'Etat bulgare est amené à repousser une pareille solution.

Avant la guerre de 1914-1918, la Serbie ne possédait aucun littoral. Pour pouvoir se débarrasser de la tutelle économique austro-hongroise, elle orienta son commerce extérieur vers le port de Salonique et, à cet effet, obtint des facilités de la Sublime Porte. La moitié des exportations serbes passaient, en 1910, par ce port.

Après la guerre, la Yougoslavie (1); possédant une

(1) L'ancienne Serbie agrandie.

grande partie du littoral sur l'Adriatique et de nombreux ports, n'utilisait pas son débouché sur la mer Egée, malgré la convention gréco-yougoslave, du 10 mai 1923, qui lui accorda pour cinquante ans, dans le port de Salonique, une zone soumise à l'administration serbe. En 1926, les exportations de la Yougoslavie par Salonique n'atteignaient qu'un cinquième du total de ses exportations (1).

L'Etat yougoslave orienta son commerce extérieur maritime vers ses propres ports, bien qu'ils fussent techniquement mal outillés, beaucoup moins commodes que le port égéen et bien que l'emprise italienne sur la mer Adriatique rendit la liberté de navigation assez précaire.

L'analyse de l'expérience serbe montre qu'une solution du Problème des débouchés de la Bulgarie sur la mer Egée, semblable à celle de la Yougoslavie, ne satisferait nullement les intérêts de l'Etat bulgare.

Constatant que la Yougoslavie avait fait, du port de Salonique, un usage restreint, malgré les facilités accordées, Monsieur le Professeur Tibal se posa la question de savoir si la possession d'une zone sur la mer Egée serait pour la Bulgarie d'un grand intérêt économique.

C'est que le problème n'est pas uniquement un problème économique, c'est aussi une question politique. L'Etat préférant toujours, ce qui est normal, éviter les risques, utilise malgré les inconvénients ses propres ports dont il veut aussi développer l'économie. L'Etat dont le territoire est traversé par une voie commerciale étrangère entend sauvegarder ses intérêts nationaux et pourvoir efficacement à sa défense.

(1) DERTILIS, *La zone franche serbe à Salonique*. Paris, 1928.

L'intransigeance anglo-grecque empêcha toute solution équitable à la Question de l'accès bulgare à la mer Egée, et la Conférence de Lausanne se sépara sans avoir donné satisfaction à la Bulgarie dans ses intérêts vitaux.

En outre, l'attribution à la Turquie, par le Traité de Lausanne du 24 juillet 1923, de la bande de territoire sur la rive droite de la Maritza, comprenant notamment la ville de Karagatch et une partie du chemin de fer qui relie la frontière bulgare au port de Dédéagatch sur la mer Egée, compliqua la question. La voie ferrée qu'emprunterait le commerce extérieur bulgare, traverserait les territoires de deux pays étrangers, les territoires de la Grèce et de la Turquie.

Après la Conférence de Lausanne, le gouvernement grec, craignant une éventuelle solution équitable, essaya à plusieurs reprises, en vue de résoudre le Problème, de provoquer des négociations directes avec la Bulgarie.

Résolu à ne pas accepter que la Question fût traitée à la légère, le gouvernement de Sofia ne répondit pas aux propositions grecques, en attendant des circonstances favorables à une solution radicale du Problème.

SECTION II

Solutions juridiques et équitables.

Par l'alinéa 3 de l'article 48, les Puissances victorieuses ont reconnu le droit objectif de la Bulgarie sur le littoral égéen. Elles l'ont reconnu par un texte, même au moment où elles avaient en main la destinée des peuples, où elles seules faisaient le droit et four-

nissaient les moyens de sa réalisation. Elles étaient juridiquement et moralement obligées de tenir leurs engagements solennels envers le peuple bulgare fidèle aux siens, et d'exécuter leurs obligations vis-à-vis de ce peuple qui exécutait les siennes.

Cependant, à la Conférence de Lausanne, la Bulgarie fut complètement évincée du littoral égéen, et son commerce extérieur devait en subir les conséquences graves dont les effets désastreux marquèrent leur empreinte profonde sur l'économie nationale du peuple bulgare.

La dépossession de la Bulgarie des territoires qui lui appartiennent est inique, et l'attribution de ces territoires à la Grèce est juridiquement contraire à l'article 48 du Traité de Neuilly qui, d'après certains, décide non seulement de cette dépossession, mais aussi organise ce transfert de souveraineté.

Cependant, une analyse des dispositions du dit article montre que les décisions prises postérieurement au Traité de Neuilly sont radicalement contraires au texte de l'alinéa 3 du même article.

L'article 48 du Traité de Neuilly contient deux sortes de dispositions (1).

D'abord, par les deux premiers alinéas, la Bulgarie est dépossédée des territoires de la région égéenne en faveur des Principales Puissances alliées et associées, et elle s'engage à reconnaître d'avance les dispositions que les dites Puissances prendront relativement à ces territoires.

Ces dispositions fixent donc les obligations de la Bulgarie, immédiatement exécutoires, et organisent

(1) Voir le texte intégral de cet article au chapitre III, section III, § 1.

le transfert de la possession de ces territoires aux Puissances alliées ; elles prévoient, en outre, ce qui est normal et indispensable, qu'un régime sera établi en Thrace occidentale.

Ensuite, par les deux derniers alinéas, les Principales Puissances alliées et associées s'engagent à ce que la liberté des débouchés de la Bulgarie sur la mer Egée soit garantie ; elles s'engagent à assurer à l'Etat bulgare, le libre accès à travers les territoires du littoral qui lui ont été enlevés : elles s'engagent, en outre, à arrêter plus tard les conditions de cette garantie.

Ces dispositions fixent les obligations des Puissances victorieuses, ultérieurement exécutoires.

Mais, ce qui est encore plus important, c'est qu'elles déterminent la nature du régime à instituer ; elles posent la base du régime dont la Thrace occidentale sera dotée.

L'alinéa 2 de l'article 48 s'attaque à la question, mais il ne la règle pas ; il ne pose pas même de conditions quant au régime futur de cette région.

« La Bulgarie s'engage, dit-il, à reconnaître les dispositions que les Principales Puissances alliées et associées prendront relativement à ces territoires, notamment en ce qui concerne la nationalité des habitants ».

Mais cet alinéa ne suffit pas à déterminer la nature du régime de la Thrace occidentale.

Ce qu'il établit, c'est que des dispositions seront prises par les Principales Puissances alliées et associées, notamment en ce qui concerne la nationalité des habitants de la province égéenne et que la Bulgarie s'engage à reconnaître ces dispositions. Mais il ne détermine pas dans quel sens ces dispositions seront prises.

D'après cet alinéa, les Puissances alliées peuvent changer la nationalité des habitants, leur imposer la nationalité d'une collectivité étatique existante, ou leur donner une nouvelle nationalité en créant un Etat thracien plus ou moins autonome ; mais les dites Puissances peuvent aussi, en vertu du même alinéa, prendre des dispositions en vue de laisser aux habitants du littoral égéen leur nationalité bulgare.

Le dit alinéa autorise les Puissances alliées à changer la nationalité des habitants de la Thrace occidentale, mais il ne le spécifie pas ; il ne parle pas des dispositions que les Puissances prendront *en vue de changer* la nationalité des habitants, il dit simplement « en ce qui concerne la nationalité des habitants » ; il autorise par conséquent les dites Puissances à maintenir aux habitants leur nationalité existante.

L'alinéa 2 prévoit que les Principales Puissances alliées et associées prendront des dispositions en vue d'instaurer un régime en Thrace occidentale, mais il n'établit pas la nature de ce régime.

Pour déterminer dans quel sens les Puissances alliées doivent prendre les dispositions, la nature du régime qu'elles doivent instituer dans la région égéenne, il faut se rapporter uniquement à l'alinéa 3 du même article.

Ce régime, quel qu'il soit, *doit garantir la liberté* des débouchés bulgares sur la mer Egée. C'est l'unique condition posée par l'article même, qui constitue la base du régime futur des territoires égéens enlevés à la Bulgarie ; c'est une condition suffisante pour déterminer la nature de ce régime.

Les Principales Puissances alliées et associées peuvent prendre des dispositions en ce qui concerne la nationalité des habitants de la province égéenne, mais

elles ne doivent et ne peuvent le faire que dans le sens de l'alinéa 3.

Elles peuvent disposer de la Thrace occidentale, elles doivent la doter d'un régime quelconque ; mais ce régime ne doit pas, *ne peut pas* être contraire aux intérêts économiques et commerciaux de la Bulgarie ; il doit assurer la liberté pleine et entière de l'accès de la Bulgarie à la mer Egée.

La liberté des débouchés bulgares constitue l'essence même du régime à fixer, sa condition unique que les Puissances alliées ne peuvent renier, qu'elles ne peuvent méconnaître. Cela veut dire que le commerce extérieur bulgare, s'effectuant par les ports égéens à travers les territoires du littoral, ne doit rencontrer aucune gêne, aucune entrave de la part d'aucune Puissance. La conséquence est que l'attribution de la Thrace occidentale à un autre Etat que la Bulgarie est impossible, ne garantit pas efficacement la liberté des débouchés bulgares, et est contraire aux stipulations de l'alinéa 3 de l'article 48.

On ne peut pas même s'imaginer que la liberté du commerce d'un Etat puisse être pleinement garantie à travers les territoires d'un autre Etat ; à plus forte raison en est-il ainsi lorsqu'il s'agit des Balkans, si l'on connaît la psychologie des gouvernants et des peuples balkaniques. Il est impossible au bon sens d'admettre, en toute connaissance de cause, que cette liberté, indispensable au commerce extérieur bulgare, soit garantie efficacement même en temps de paix ; que reste-t-il à dire pour le temps de guerre ? Par conséquent, une attribution du littoral égéen à la Grèce est antijuridique, contraire au texte même de l'alinéa 3 du même article.

De même, la constitution de la Thrace occidentale

en un Etat simplement autonome, sous la protection de la S. D. N., ne peut pas non plus garantir efficacement la liberté de l'accès bulgare à la mer Egée.

L'organisme genevois n'est pas doué d'une volonté ferme et distincte ; il n'est pas non plus en possession des moyens propres à assurer la sécurité de l'Etat qu'il protège.

Les rivalités entre les Puissances impérialistes sur cette région proche des Détroits, et les appétits des Etats balkaniques, rendraient la situation politique de la Thrace occidentale précaire et mettraient en jeu l'existence même de cet Etat autonome.

En outre, cette province, par sa faible étendue, ne se prête pas à une pareille solution ; elle ne pourrait pas mener une vie étatique distincte et n'aurait pas les moyens nécessaires pour pourvoir à sa défense.

A plus forte raison, la solution qui consisterait à placer cette région égéenne sous le mandat d'une des grandes Puissances victorieuses, ne peut-elle satisfaire pleinement les intérêts vitaux de la Bulgarie. La Thrace occidentale non seulement aurait un régime instable et serait la proie des convoitises de toutes parts, mais encore, elle servirait, en premier lieu, des intérêts impérialistes étrangers.

Ces régimes sont donc aussi incompatibles avec les dispositions du même alinéa.

Par contre, l'attribution de la Thrace occidentale à la Bulgarie n'est pas en contradiction avec l'article 48 du Traité de Neuilly. Elle est juridique, conforme à l'alinéa 3 de cet article, à sa condition unique quant au régime à fixer, elle garantit pleinement et réellement l'accès de la Bulgarie à la mer Egée.

Seulement, une objection facile à opposer se dresse

contre cette solution équitable et en même temps juridique.

Si les Principales Puissances alliées et associées avaient pensé attribuer la Thrace occidentale à la Bulgarie, elles ne la lui auraient pas retirée. Il n'y a pas de raison de déposséder l'Etat bulgare de cette région, pour la lui remettre ensuite.

Mais l'obstacle n'est pas infranchissable.

Cet argument d'abord n'est pas décisif. La seule disposition concernant la nature du régime qui doit être instauré en Thrace occidentale est l'alinéa 3 de l'article 48. Par l'alinéa 2 du même article, la Bulgarie s'engage à reconnaître le régime institué ; mais c'est l'alinéa 3 qui en pose la base et en fixe les conditions. De sorte que, lorsqu'il s'agit de déterminer le régime futur de la Thrace occidentale, il ne faut se rapporter exclusivement qu'à l'alinéa 3 de cet article, la disposition unique en la matière, qui ne peut être contrariée, et à plus forte raison détruite, par l'esprit des travaux préparatoires et des déductions « logiques ».

Ensuite, cette objection n'est pas solide. Elle tombe si l'on s'en rapporte exactement aux travaux préparatoires et aux intentions présumées.

Nous avons vu qu'à la Conférence de Paris, la décision de la Grande-Bretagne de donner la Thrace occidentale à la Grèce, solution conforme d'ailleurs au désir grec de réaliser la « Grande idée », fut prise d'abord et surtout à la suite de sa décision précédente d'attribuer à la Grèce tous les territoires avoisinant les Détroits, c'est-à-dire la Thrace et les côtes égéennes d'Asie Mineure. La Thrace occidentale devait ainsi servir de liaison entre la Grèce et ses nouvelles possessions ; elle devait servir à assurer l'unité des territoires supposés grecs.

Cette résolution anglaise fut la cause que la Bulgarie se vit enlever la Thrace occidentale ; elle détermina la rédaction des alinéas 1 et 2 de l'article 48, à défaut pour l'Angleterre de pouvoir faire accepter intégralement sa décision.

Or, depuis la Conférence de la Paix, les circonstances ont changé, la débâcle militaire grecque en Orient transforma complètement la situation politique. La Grèce fut expulsée d'Asie Mineure, et la Thrace orientale fut restituée à la Turquie. De sorte que, au moment où la Conférence de Lausanne tint ses séances et prit ses décisions, l'idée qui présidait à la rédaction des deux premiers alinéas de l'article 48 du Traité de Neuilly n'existait plus ; la Thrace occidentale attribuée à la Grèce n'aurait plus servi de liaison entre les territoires grecs, n'aurait plus servi à assurer leur unité, et n'aurait plus contribué à leur défense ; elle en serait au contraire un prolongement bizarre, sans utilité pour la Grèce ; l'unique but de cette attribution resterait de nuire au peuple bulgare.

Cependant, si l'attribution pure et simple de la Thrace occidentale à la Bulgarie paraissait inopportune aux représentants des Puissances, réunis à Lausanne, l'alinéa 3 de l'article 48 donnait la possibilité, et c'est pleinement conforme aux autres alinéas du même article, d'ériger la Thrace occidentale en Etat autonome, lié par des stipulations spéciales à l'Etat bulgare.

En effet, la Bulgarie est le seul pays qui ait réellement des intérêts vitaux à faire prévaloir sur le littoral égéen ; le régime auquel ce littoral sera soumis doit satisfaire d'abord et surtout ces intérêts ; il doit, au terme même de l'alinéa 3 de l'article 48, garantir

la liberté des débouchés économiques de la Bulgarie sur la mer Egée.

La Thrace occidentale, par conséquent, doit être dotée d'un régime qui garantirait avant tout la liberté pleine et entière de l'accès de l'Etat bulgare à la mer Egée ; elle doit donc être liée par des clauses spéciales à la Bulgarie dont la situation nécessairement privilégiée se distinguera fatalement de celle des autres Etats.

Le régime de la Thrace occidentale ayant pour but de garantir la liberté des débouchés bulgares sur la mer Egée, les stipulations spéciales par lesquelles la région égéenne sera rattachée à la Bulgarie doivent être d'abord d'ordre économique et commercial ; le littoral doit être compris dans l'espace économique bulgare et en dedans des limites de la frontière douanière de la Bulgarie.

Mais pour que la liberté de l'accès bulgare à la mer Egée soit réelle, effective, il faut en outre que la Bulgarie puisse veiller à l'exécution pratique des garanties et défendre ses débouchés indispensables sur la mer Egée.

Il faut, par conséquent, que le régime de la Thrace occidentale comporte des clauses spéciales, d'ordre politique et militaire, qui lient cette province politiquement à la Bulgarie et la placent dans les limites des frontières défensives bulgares.

Ces stipulations transformeraient la Thrace occidentale en une dépendance de la Bulgarie, et cela peut ne pas plaire à certains Etats ; mais cette solution est objective et équitable, conforme aux intérêts et aux aspirations des Etats balkaniques et spécialement à ceux de la Bulgarie, et juridique, conforme aux dispositions mêmes du Traité de Neuilly.

Les dispositions de l'article 48 du Traité de Neuilly sont inséparables ; elles forment un tout indivisible.

Elles contiennent, d'une part, l'obligation forcée, pour la Bulgarie, de renoncer à la Thrace occidentale en faveur des Principales Puissances alliées et associées, et de reconnaître d'avance le régime que les dites Puissances instaureront dans cette région.

Elles contiennent d'autre part l'obligation, pour les Puissances alliées, d'y établir un régime qui doit garantir essentiellement la liberté de l'accès bulgare à la mer Egée.

Les Principales Puissances alliées et associées se sont fait transférer la possession de la Thrace occidentale, mais elles ont pris, par le même texte, l'obligation de doter cette province d'un régime propre à garantir la liberté pleine et entière des débouchés bulgares sur les territoires du littoral.

La Bulgarie a été obligée d'accepter l'article 48, et elle l'a accepté en totalité.

Elle était contrainte d'exécuter immédiatement son obligation ; elle l'a fait.

Elle demande que les Puissances alliées exécutent la leur. Elle insiste d'autant plus que sa vie en dépend ; et elle ne reconnaîtra aucune solution du problème qui ne satisfera pas ses intérêts nationaux et qui ne sera pas l'exécution de l'obligation des Puissances, stipulée par le Traité.

CONCLUSION

En vue d'assouvir leurs désirs insatiables, les Puissances victorieuses enlevèrent la Thrace occidentale à la Bulgarie et créèrent ainsi le foyer de guerre le plus redoutable qui ait jamais existé dans la péninsule des Balkans.

Les anciens foyers de guerre, et la Macédoine a donné naissance au plus ardent, n'existent qu'en raison des conditions ethniques et historiques. Le nouveau foyer, allumé sur les bords de la mer Egée, présente ces mêmes caractères ; mais il repose en outre sur d'autres bases, parmi lesquelles la plus importante est la base économique, dont le caractère impératif impose une solution qui y soit conforme.

En effet, la Thrace occidentale est non seulement peuplée en majorité de Bulgares, et doit être restituée à la Bulgarie non seulement en vertu de son passé historique, mais elle doit être bulgare en raison de sa situation géographique et des nécessités économiques.

Le littoral égéen est indispensable à la Bulgarie et à elle seule ; il lui ouvre de vastes horizons et met le peuple bulgare en contact avec le monde extérieur.

La Thrace occidentale doit être réunie à la Bulgarie pour s'assurer de son propre avenir, comme le souligna, devant les représentants de la France et devant

l'opinion mondiale, le Directeur des finances de la Thrace interalliée, M. Paul Rousselle, dans son rapport (1) adressé au général Franchet d'Esperey, Commandant en chef des armées alliées en Orient : « Deux éléments se disputent l'avenir du pays, en laissant de côté les Turcs qui depuis longtemps devaient s'en retourner là d'où ils étaient venus... Chez les descendants actuels des anciens Grecs, il n'est presque resté aucune des qualités que nous admirons dans leur passé... Sans aucun doute, l'avenir de ce pays appartient à cette race jeune et robuste (la race bulgare) douée de rares qualités d'honnêteté et de parcimonie basées sur un grand amour du travail ».

La région égéenne doit retourner aux Bulgares, à ceux qui, au cours des siècles, par un labeur pénible, ont cultivé ses terres avec amour, à ceux qui, dans les batailles furieuses et dans les luttes acharnées, ont versé leur sang pour elle.

Peut-on admettre un seul instant que le jeune et vigoureux peuple bulgare se laissera étouffer pour le bon plaisir de ces ennemis ?

Les peuples balkaniques peuvent vivre dans une amitié sincère et profonde, mais il faut d'abord qu'ils se séparent bien les uns des autres, qu'ils règlent équitablement leurs différends d'après leurs aspirations nationales sensées et légitimes, qu'ils respectent mutuellement l'intégrité territoriale de leur domaine national, et rétablissent ainsi le sentiment d'égalité entre eux.

Le littoral égéen doit revenir à la Bulgarie ; il faut qu'il lui soit restitué si l'on veut éviter la guerre dans les Balkans et en Europe ; sinon, le peuple bulgare,

(1) I. ALTINOV, *La Thrace Interalliée*. Sofia, 1921, p. 44.

les armes en mains, combattrà pour l'honneur de son pays et pour effacer l'injustice monstrueuse dont il fut l'objet ; il combattrà pour réunir ses frères à la Mère Patrie ; il combattrà pour vivre.

Vu : le Président de la thèse,
M. SIBERT.

Vu : le Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS

DÉLÉGATION BULGARE A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX.

- Exposé sur la Question de la Thrace occidentale. Neuilly-sur-Seine, août 1919.
- Le caractère de la Thrace occidentale d'après les témoignages officiels grecs. Neuilly-sur-Seine, août 1919.

VÉNISELOS (E. K.). — La Grèce devant le Congrès de la Paix. Paris, décembre 1918.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — La Question bulgare et les Etats balkaniques. Exposé et documents. Sofia, 1919.

IVANOV (I., Professeur). — Les Bulgares devant le Congrès de la Paix. Berne, 1919.

GABRYS (Jean). — Carte ethnographique de l'Europe, 5^e édition. Lausanne, 1919.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Documents diplomatiques. Conférence de Lausanne, 1922-1923, 2 volumes, Paris.

- Documents diplomatiques. Les Affaires balkaniques, 1912-1914, 2 volumes, Paris.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Documents diplomatiques. Affaires d'Orient. Le Congrès de Berlin, 1878, Paris.

- Documents diplomatiques. Affaires d'Orient, 1875-1876-1877, Paris.

DOTATION CARNÉGIE. — Enquête dans les Balkans. Paris, 1914.

RECUEIL DES DÉCLARATIONS du Président des Etats-Unis d'Amérique sur la guerre et la paix. Paris, 1918.

II. — OUVRAGES

ICHIRKOV (Dr A. Professeur). — La Bulgarie et la mer Egée. Berne, 1919.

ALTINOV (Ivan). — La Thrace Interalliée. Sofia, 1921.

CHICHKOV (St. N.). — Trakia predi i sled Evropeïskata voïna. Plovdiv, 1922.

DESBONS (Georges). — La Bulgarie après le Traité de Neuilly. Paris, 1930.

GUENOV (Georges, Professeur). — Le Traité de Neuilly et la Bulgarie. Paris, 1939.

LAMOUCHE (Colonel L.). — La Bulgarie dans le passé et le présent. Paris, 1882.

— quinze ans d'histoire balkanique. Paris, 1928.

TEPLOV. — Andrinople. St-Petersbourg, 1874.

— Materiali dlia statistiki Bolgarii, Trakii i Makedonii. St-Petersbourg, 1877.

LAVELEYE (Emile de). — La Péninsule des Balkans. Paris, 1882.

FRESNEAUX. — L'Orient. Les Osmanlis chrétiens des Balkans. Paris, 1892.

DOMINIAN (L., Professeur). — The frontiers of Language and Nationality in Europe. New-York, 1917.

PERNICE (Angelo, Professeur). — Origine ed evoluzione storica delle nazioni balcaniche. Milano, 1915.

JIRETCHKEV (J., Professeur). — Histoire des Bulgares. Odessa, 1878.

SAX (Karl). — Geographische ethnographische Skizze von Bulgarien, dans les *Mittheilungen der Kaiserlich-*

Königlichen geographischen Gesellschaft, Bd. XII,
Neue Folge, 2 Band, Wien, 1869.

DEHN (Paul). — Deutschland nach Osten. München, 1886.

SCELLE (Georges, Professeur). — Précis de Droit des Gens,
2 tomes. Paris, 1932-1934.

— Manuel élémentaire de Droit International Public.
Paris, 1943.

SIBERT (Marcel, Professeur). — La sécurité internationale
et les moyens proposés pour l'assurer de 1919 à
1925. Paris, 1926 (Extrait de la *Revue générale de
Droit International Public*).

LE FUR (Louis, Professeur). — Précis de Droit Internatio-
nal Public. Paris, 1939.

GUÉNOV (Georges, Professeur). — Iztotchnia vapros, 2 tomes,
Sofia, 1926.

DUPUIS (Charles). — Le Principe d'équilibre et le Concert
européen. Paris, 1909.

LE FUR (Louis, Professeur). — Races, nationalités, Etats.
Paris, 1922.

AVRIL (Adolphe d'). — Les négociations relatives au Traité
de Berlin. Paris, 1886.

DERTLIS. — La zone franche serbe à Salonique. Paris,
1928.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

CHAPITRE PREMIER

Conditions géographiques	11
--------------------------------	----

CHAPITRE II

Caractère ethnique	14
--------------------------	----

SECTION I. — *Evolution au cours des siècles.*

§ 1 ^{er} . — De l'origine à la fin de la domination turque.....	15
§ 2. — Depuis la fin de la domination turque.....	24

SECTION II. — *Opinions et documents.*

§ 1 ^{er} . — Quelques opinions des savants étrangers.....	35
§ 2. — Données statistiques	41
§ 3. — Cartes ethnographiques	49

CHAPITRE III

Considérations historiques	53
----------------------------------	----

SECTION I. — *Avant les guerres balkaniques.....*

SECTION II. — *Après les guerres balkaniques.*

§ 1 ^{er} . — Les traités de 1912-1913.....	70
§ 2. — Au cours de la guerre de 1914-1918.....	84

SECTION III. — *Depuis la guerre de 1914-1918.*

§ 1 ^{er} . — Le Traité de Neuilly du 27 novembre 1919.....	85
§ 2. — La Conférence de San Remo et le Traité de Sèvres..	90
§ 3. — La Conférence de Lausanne.....	93

CHAPITRE IV

Aspect économique	104
-------------------------	-----

CHAPITRE V

Raisons stratégiques.....	115
---------------------------	-----

CHAPITRE VI

Problème juridique	119
--------------------------	-----

SECTION I. — <i>Décisions diplomatiques</i>	120
---	-----

SECTION II. — <i>Solutions juridiques et équitables</i>	133
--	-----

CONCLUSION.....	143
-----------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	146
---------------------	-----

